

BANK AL-MAGHRIB

RAPPORT ANNUEL
PRÉSENTÉ À SA MAJESTÉ LE ROI

EXERCICE 2001



BANK AL-MAGHRIB

RAPPORT ANNUEL PRÉSENTÉ À SA MAJESTÉ LE ROI

EXERCICE 2001

GOUVERNEUR

M. Mohamed SEQAT

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

M. Abderrazak LAZRAQ

CENSEURS

MM. Mohamed MAHROUG
Brahim LISSER

CONSEIL

M. Le Gouverneur
MM. André AZOULAY
El Hassan BENABDERRAZIK
Abdelali BENAMOUR
Omar BERRADA
Mohamed BIJAAD
Abdeltif LOUDYI
Taïb SKALLI
Brahim ZNIBER

Juin 2002

R A P P O R T

SUR L'EXERCICE 2001

présenté à Sa Majesté le Roi

par Monsieur Mohamed S E Q A T

Gouverneur de Bank Al-Maghrib

SIRE,

En application de l'article 64 du dahir du 23 hija 1378 (30 juin 1959), j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le rapport concernant l'année 2001, quarante-troisième exercice de l'Institut d'émission.

Sire,

L'économie nationale a enregistré en 2001 des résultats globalement favorables. La croissance du produit intérieur brut s'est ainsi élevée à 6,5%, par suite d'une augmentation de la production agricole de plus d'un quart après, il est vrai, deux années de sécheresse consécutives. Elle a également résulté du développement des activités secondaire et tertiaire à un rythme de près de 4%, supérieur à celui observé durant les deux dernières années. Cette évolution s'est accompagnée d'une consolidation notable des équilibres fondamentaux, à la faveur de la progression des recettes touristiques et des transferts de fonds opérés par les Marocains résidant à l'étranger et, surtout, de l'ouverture à l'investissement étranger du capital de Maroc Telecom, pour un montant de 23,3 milliards de dirhams. En effet, la balance des paiements a dégagé un solde largement excédentaire et le déficit budgétaire, compte tenu des recettes de privatisation, a été ramené à 2,7% du PIB, soit en deçà de la limite de 3% fixée initialement. Dans le même temps, les prix sont restés quasi stables, en dépit de la dépréciation du dirham de 5% résultant du réaménagement du panier de cotation de la monnaie nationale, alors que la situation de l'emploi, qui demeure au centre des préoccupations des pouvoirs publics, a connu une certaine amélioration.

L'activité économique a été stimulée par la demande, principalement dans sa composante intérieure. La consommation s'est raffermie en raison, pour une large part, de l'accroissement des revenus agricoles, tandis que l'effort d'investissement s'est poursuivi grâce notamment à un accroissement sensible des dépenses d'équipement de l'Etat.

S'agissant des transactions avec le reste du monde, les exportations se sont globalement inscrites en progression, malgré l'atonie de la conjoncture internationale, alors que les importations ont connu un tassement, après la forte augmentation enregistrée en l'an 2000. Le déficit de la balance commerciale s'est légèrement réduit, tout en continuant à se situer à un niveau relativement élevé. Le développement des recettes touristiques et, plus encore, celui des transferts

de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger ont permis de couvrir ce solde négatif et de dégager un excédent de la balance des paiements courants, équivalant à 5% du PIB. A ce résultat, inégalé jusque-là, s'est ajouté le surplus substantiel laissé par les opérations financières par suite de l'essor remarquable qu'ont connu les investissements étrangers, et qui témoigne de la stabilité et de la confiance dont jouit notre pays. Aussi, les réserves de change ont-elles marqué une forte expansion pour représenter près de 12 mois d'importations de marchandises.

L'amélioration des finances publiques, à laquelle a certes contribué la recette procurée par l'ouverture du capital de Maroc Telecom, se révèle d'autant appréciable que, en plus du soutien apporté à l'activité économique à travers de nouveaux allègements fiscaux et l'engagement d'importantes dépenses d'équipement, l'Etat a pu faire face aux débours occasionnés par la revalorisation des salaires de certaines catégories de fonctionnaires dans le cadre du dialogue social engagé en 1996, tout en poursuivant son action dans le domaine social. A cet égard, le programme lancé par les pouvoirs publics en vue de lutter contre les effets de la sécheresse a été maintenu en 2001, tandis que les efforts visant la généralisation de la scolarisation, de l'électrification et de l'adduction d'eau potable ont été intensifiés, et une nouvelle impulsion a été imprimée à la lutte contre l'habitat insalubre. En outre, l'Etat a apuré ses arriérés de paiement, tout en faisant face à des sorties nettes importantes au titre des échéances de la dette extérieure. De même, il s'est sensiblement désendetté vis-à-vis de Bank Al-Maghrib et a alimenté, pour 10 milliards de dirhams, le compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social ouvert auprès d'elle. En conséquence, le Trésor a accru ses recours au marché des capitaux, contribuant ainsi au recyclage des liquidités excédentaires tout en permettant une meilleure régulation du marché monétaire par la Banque centrale.

Bank Al-Maghrib a, en effet, réduit graduellement ses avances aux banques, cédé sur le marché secondaire son portefeuille de bons du Trésor et procédé à des reprises de liquidités, afin de maintenir le taux du marché inter-bancaire dans des limites compatibles avec la réalisation de l'équilibre monétaire.

Cette action, conjuguée à la réduction des taux directeurs à deux reprises en 2001, puis de nouveau en mars 2002, a permis d'influer à la baisse sur les conditions appliquées par les établissements de crédit à leur clientèle afin d'accompagner la croissance.

S'agissant de la masse monétaire, si elle s'est accrue à un rythme supérieur à l'objectif de 9% à 10% fixé en début d'année, c'est du fait d'une expansion plus forte que prévu des avoirs extérieurs nets, le crédit intérieur s'étant inscrit en légère baisse. En effet, les créances de Bank Al-Maghrib sur l'Etat se sont contractées, alors que les concours à l'économie ont enregistré une augmentation modérée, en relation notamment avec l'amélioration de la trésorerie des entreprises consécutivement aux paiements d'arriérés du Trésor. Au total, les liquidités de l'économie ont progressé plus rapidement que l'activité économique. Toutefois, en raison de la consolidation de l'épargne, la stabilité des prix a pu être préservée à la faveur, il est vrai, des effets modérateurs exercés par le développement de la concurrence et la poursuite du processus de démantèlement des droits de douane, auxquels se sont ajoutés, cette année, le repli des prix des produits alimentaires et le tassement des prix sur les marchés internationaux.

En oeuvrant pour la stabilité des prix, condition nécessaire à l'instauration d'un cadre macroéconomique à même de favoriser la compétitivité de l'économie, la politique monétaire constitue un maillon essentiel de la politique économique, qui vise à assurer une croissance durable et génératrice d'emplois. Aussi, et afin de ne pas en contrarier les effets, il importe que le déficit budgétaire, compte non tenu des ressources exceptionnelles, soit ramené durablement à un niveau soutenable. De même, eu égard à leur caractère non récurrent, il serait judicieux de continuer à affecter les recettes de privatisation au financement des investissements prioritaires, pourvoyeurs d'emplois et susceptibles de pérenniser la croissance économique, notamment à travers le Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

Concernant les opérateurs du secteur privé, ils sont appelés à accroître la productivité et à diversifier la production, tout en prospectant de nouvelles

opportunités d'échange et de partenariat avec l'étranger. Du fait des engagements internationaux pris aussi bien dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce que dans celui des accords de libre-échange conclus notamment avec l'Union européenne, le défi majeur réside dans la réussite de la mise à niveau que les entreprises se doivent d'accélérer, d'autant plus que l'environnement de l'investissement a été sensiblement amélioré. A cet égard, la Lettre Royale instituant une gestion déconcentrée des investissements constitue une étape décisive dans la promotion de l'initiative privée.

Parallèlement, les progrès importants accomplis dans la réalisation de la réforme du système financier sont en voie d'être consolidés, comme en témoignent la révision en cours de la loi bancaire et des statuts de Bank Al-Maghrib, l'adaptation du dispositif de contrôle de l'activité des établissements de crédit aux normes internationales, ainsi que le redressement de la situation financière de certaines banques spécialisées. Dans le même cadre, la restructuration sera poursuivie au niveau des compagnies d'assurance ainsi que des organismes de retraite et de prévoyance sociale, ce qui ne manquera pas de stimuler l'épargne longue et de favoriser la dynamisation du marché des capitaux, notamment le compartiment boursier.

La réalisation de progrès sensibles dans les domaines de la mise à niveau du tissu productif, des réformes financières ainsi que de la maîtrise des finances publiques et, de manière générale, de la consolidation de la stabilité macroéconomique, constitue une condition essentielle pour la réussite du processus d'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur. Ces divers facteurs, conjugués à la modernisation de l'environnement macroéconomique et à l'adhésion active des partenaires sociaux, sont de nature à renforcer la capacité du pays à résister aux aléas et à faire face aux enjeux de la mondialisation.

Rabat, Juin 2002

Mohamed SEQAT

Principaux indicateurs de l'économie ⁽¹⁾

Montants en milliards de dirhams	1999*	2000*	2001**	Variations en %	
				2000 1999	2001 2000
Comptes nationaux					
- Produit intérieur brut à prix constants	133,6	134,9	143,6	+1,0	+ 6,5
. P.I.B agricole	18,3	15,6	19,8	-14,7	+27,3
. P.I.B non agricole	115,3	119,3	123,8	+3,4	+3,7
- Produit intérieur brut à prix courants	345,6	354,1	382,9	+2,5	+8,1
. P.I.B agricole	52,9	49,6	60,5	-6,3	+22,1
. P.I.B non agricole	292,7	304,5	322,4	+4,0	+5,9
- Revenu national brut disponible	358,8	371,0	415,7	+3,4	+12,0
- Consommation nationale	280,6	292,6	309,6	+4,3	+5,8
- Formation brute de capital fixe	81,9	85,3	85,3	+4,2	-0,1
- Epargne nationale	78,3	78,5	106,0	+0,3	+35,1
Indice du coût de la vie (base 100 en 1989) ⁽²⁾					
- Produits alimentaires	154,4	157,3	158,3	+1,9	+ 0,6
- Produits non alimentaires et services.....	156,7	159,1	157,5	+1,5	- 1,0
- Produits non alimentaires et services.....	152,3	155,6	158,7	+2,2	+2,0
Comptes extérieurs					
- Exportations globales ⁽³⁾	73,6	78,8	80,4	+7,1	+2,0
- Importations globales ⁽³⁾	105,9	122,5	124,1	+15,7	+1,3
- Déficit commercial global	- 32,3	-43,7	- 43,6	+35,2	- 0,1
- Balance des voyages	+14,7	+17,1	+24,8	+16,8	+44,8
- Excédent des transferts courants	+21,1	+26,4	+40,3	+25,0	+52,6
- Solde du compte courant	-1,6	-5,1	+18,6	+208,3	-
- Solde du compte courant en % du PIB	-0,5	-1,4	+4,9	-	-
- Service global de la dette publique extérieure.....	28,7	26,6	27,8	-7,5	+ 4,5
- Encours de la dette publique extérieure.....	176,5	171,0	165,0	-3,1	- 3,5
- Dette publique extérieure en % du PIB	51,0	48,3	43,3	-	-
Finances publiques ⁽⁴⁾					
- Solde ordinaire.....	+24,9	+7,3	+26,2	-45,9	+257,3
- Dépenses d'investissement.....	18,9	19,2	21,3	+10,3	+10,4
- Solde budgétaire	+3,0	-20,8	-10,4	+156,8	-50,1
- Solde budgétaire en % du PIB.....	+ 0,9	-5,9	-2,7	-	-
Monnaie					
- Agrégat M1	167,5	181,3	210,1	+ 8,2	+15,9
- Masse monétaire (M3)	270,0	292,8	334,0	+8,4	+14,1
- Avoirs extérieurs nets	59,1	54,7	102,0	-7,5	+86,4
- Créances sur l'Etat	76,0	86,0	78,3	+13,0	-8,8
- Concours à l'économie	193,1	208,0	217,0	+7,7	+4,3
<p>(1) Les variations et les ratios ont été calculés à partir des montants exprimés en millions de dirhams.</p> <p>(2) Moyenne annuelle.</p> <p>(3) Y compris les transactions effectuées sous le régime des admissions temporaires sans paiement.</p> <p>(4) Les données relatives aux finances publiques se rapportent à l'année civile.</p> <p>(*) Chiffres réctifiés.</p> <p>(**) Chiffres provisoires.</p>					

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'année 2001 a été marquée par un ralentissement économique généralisé qui a débuté aux Etats-Unis et gagné d'autres pays, de sorte que le taux de croissance de l'économie mondiale est revenu en un an de 4,7% à 2,5%, compromettant les progrès accomplis dans nombre de pays en matière de lutte contre le chômage. Cette évolution, qui a résulté du tassement de la consommation et de l'investissement, observé depuis le milieu de l'année 2000 en relation avec la baisse des cours des valeurs technologiques, la forte hausse des cours pétroliers pendant les deux années précédentes et les resserrements monétaires intervenus durant les périodes d'expansion, s'est accompagnée d'une atténuation des tensions inflationnistes. Les événements survenus le 11 septembre aux Etats-Unis, qui ont affecté en particulier le transport aérien, le tourisme ainsi que le secteur des assurances, ont au demeurant accentué le fléchissement de la demande mondiale. Ce recul, imputable en partie à la diminution des importations américaines, a pesé sur les cours du pétrole et des autres matières premières ainsi que sur le volume du commerce international.

Dans ces conditions, les Etats-Unis et nombre de pays avancés ou émergents ont pris dès le début de l'année des mesures de relance, renforcées au lendemain des événements du 11 septembre. Ainsi, en vue de stimuler l'activité économique, la Réserve fédérale et, dans son sillage, d'autres banques centrales ont réduit à plusieurs reprises leurs taux directeurs, tandis que des allègements fiscaux ont été accordés et les dépenses budgétaires accrues.

S'agissant des marchés financiers, ils se sont ressentis, en plus de l'impact des crises de l'Argentine et de la Turquie et de la faiblesse persistante de la situation économique et financière d'autres économies émergentes, de la forte aversion au risque des investisseurs et de la réduction des flux de capitaux privés. Quant au marché des changes, il est demeuré marqué par la fermeté du dollar face à l'euro et au yen, la monnaie américaine bénéficiant de son statut de principale valeur de réserve et de l'afflux de capitaux aux Etats-Unis.

En définitive, la progression du produit intérieur brut dans les pays avancés est passée en une année de 3,9% à 1,2%. Dans le reste du monde, l'activité a mieux résisté, grâce principalement au dynamisme de la demande interne, dans un contexte d'inflation modérée. En effet, la croissance s'est établie à 5% dans les économies en transition et à 4% dans les pays en développement.

Après dix années d'expansion ininterrompue, le rythme de croissance économique est revenu aux Etats-Unis de 4,1% en 2000 à 1,2% en 2001 en raison de la chute des investissements dans le secteur des technologies de l'information, du recul des exportations et de la poursuite du cycle de déstockage. Parallèlement, le taux de chômage est passé de 4% à 4,8%, tandis que l'inflation s'est repliée de 3,4% à 2,8%. La croissance est restée positive grâce à la consommation privée, soutenue par les assouplissements monétaires et les allègements fiscaux introduits depuis le début de l'année. A cet égard, la Réserve fédérale a abaissé, à onze reprises, le taux des fonds fédéraux, ramené en un an de 6,50% à 1,75%. Pour sa part, le gouvernement fédéral a accordé des réductions d'impôts et engagé des dépenses supplémentaires, en particulier dans le cadre de l'aide d'urgence aux secteurs affectés par les événements du 11 septembre, ce qui s'est traduit par un déficit public après quatre années d'excédents budgétaires.

Par suite de la diminution des investissements, du manque de vigueur de la demande extérieure et du processus de déstockage, qui ont affecté plus particulièrement l'Allemagne, les économies de l'Union européenne ont connu cette année une faible croissance, revenue globalement de 3,4% à 1,7% et qui s'est établie à 2,2% au Royaume-Uni et à 1,5% dans la zone euro. Au sein de cette dernière, la progression des coûts de production, notamment des salaires, a entraîné une légère hausse du rythme d'inflation, passé de 2,4% à 2,6%, en dépit de la baisse des prix de l'énergie, tandis que le taux de chômage a fléchi de 8,8% à 8,3%, par suite notamment des incitations fiscales accordées en faveur de l'emploi. Dans ces conditions, la Banque centrale européenne a réduit à quatre reprises son taux de refinancement, le ramenant entre mai et novembre

de 4,75% à 3,25%. Des mesures budgétaires de relance de l'activité économique et d'aide aux secteurs en difficulté ont, par ailleurs, été prises dans le courant de l'année.

Au Japon, l'activité économique a accusé une récession de 0,4%, après une progression de 2,2% en 2000, et ce, en relation avec la diminution de la demande américaine et asiatique, la chute des investissements et la faiblesse des dépenses de consommation privée. Aussi, le taux de chômage est-il passé en un an de 4,7% à 5%. Pour faire face à la persistance de la déflation, la Banque du Japon a, de nouveau, opté pour la politique de taux d'intérêt zéro en septembre 2001 et injecté en fin d'année d'importantes liquidités dans le système financier, notamment à travers des achats d'obligations d'Etat. Parallèlement, le gouvernement a poursuivi sa politique budgétaire de relance, malgré les proportions prises par l'endettement public, qui a représenté 132% du produit intérieur brut.

Dans les pays nouvellement industrialisés d'Asie, une croissance limitée à 0,8% a été enregistrée en 2001, contre une expansion de 8,5% en 2000. Cette quasi-stagnation, liée en grande partie à l'atonie de la demande mondiale qui a lourdement pesé sur les exportations de produits électroniques, recouvre une récession de 1,9% à Taïwan, de 2,1% à Singapour et une croissance de 3% en Corée du Sud, alors que l'activité a peu évolué à Hong Kong. Les autres économies émergentes de la région ont connu globalement une hausse du produit intérieur brut de 5,6%. Toutefois, si l'activité a affiché une nette décélération en Thaïlande et en Malaisie, avec des hausses limitées respectivement à 1,8% et à 0,4%, elle a enregistré, en revanche, des taux de progression de 4,3% en Inde et de 7,3% en Chine. Cette dernière a, en effet, bénéficié non seulement de la fermeté de la demande intérieure et de l'accroissement des investissements publics, mais également de l'afflux de capitaux étrangers, dans la perspective de l'adhésion de ce pays à l'Organisation mondiale du commerce.

L'Amérique latine a été la plus touchée par l'affaiblissement de la demande émanant des Etats-Unis qui, conjugué à l'impact de la crise en Argentine, s'est traduit par une baisse du taux de croissance de la région de 4% à 0,7%. Ainsi,

au Mexique, pays le plus affecté par la diminution des importations américaines, l'activité économique a fléchi de 0,3%, après avoir connu une expansion de 6,6% en l'an 2000. Au Brésil, la croissance est revenue de 4,4% à 1,5%, par suite notamment de difficultés d'approvisionnement en énergie et du relèvement des taux d'intérêt en vue d'atténuer les pressions sur le taux de change, qui a subi une forte dépréciation. Quant à l'Argentine, qui vit une grave crise financière, elle a connu sa troisième année de récession consécutive, avec une baisse du PIB de 3,7% cette année. Les efforts déployés par ce pays pour faire face au défaut de paiement ont été contrariés par la rigidité de son régime de change basé sur l'ancrage au dollar, ainsi que par la détérioration des finances publiques et la désaffection des investisseurs. Ces facteurs ont amené le gouvernement argentin à mettre fin à la parité fixe entre le peso et le dollar, à annoncer un moratoire sur la dette extérieure et à entrer en négociation avec le F.M.I pour l'adoption d'un nouveau programme d'ajustement.

La croissance s'est également ralentie en 2001 au Moyen-Orient, en revenant en un an de 5,8% à 2,1%, sous l'effet principalement de la récession de 6,2% qu'a subie la Turquie, où la fragilité du système bancaire a entraîné des coûts budgétaires relativement élevés. Dans les autres économies de la région, la progression de l'activité s'est ralentie en passant globalement de 5,6% à 4,5%, du fait de la baisse des recettes pétrolières et du fléchissement de l'activité touristique, notamment en Egypte.

En Afrique, le produit intérieur brut s'est accru de 3,7% en 2001, au lieu de 3% l'année précédente, en relation avec l'amélioration de la conjoncture économique dans les pays du Maghreb, notamment au Maroc et en Tunisie. En revanche, la croissance s'est limitée en Afrique du Sud à 2,2%, au lieu de 3,4% en l'an 2000, tandis qu'elle est restée faible dans les pays où l'activité est étroitement tributaire de la commercialisation de matières premières ainsi que dans les pays confrontés à l'instabilité politique.

Parmi les économies en transition, celles de l'Europe centrale et orientale ont vu leur croissance moyenne revenir de 3,8% à 3,1%, avec un tassement particulièrement marqué en Pologne. Cette dernière, du fait de sa plus grande intégration

à l'Union européenne, a été affectée par le ralentissement de l'activité dans cette zone, alors que les autres pays ont bénéficié d'un important afflux de capitaux. Dans la Communauté des Etats indépendants, la croissance s'est quelque peu décélérée, en passant de 8,3% à 6,2%, en raison du ralentissement de l'activité économique en Russie, où le taux de progression du PIB est revenu de 9% à 5%, consécutivement à la baisse des cours du pétrole et à la diminution des investissements étrangers. En revanche, les autres pays membres ont connu globalement une expansion de 8,8%, reflétant le dynamisme économique de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et de l'Ukraine.

Dans ces conditions, le commerce mondial a presque stagné en 2001, alors qu'il avait progressé de 12,4% un an auparavant. Des baisses du volume des échanges ont même été observées, notamment aux Etats-Unis et au Japon, ainsi que dans certains pays du Sud-Est asiatique et d'Amérique latine. Quant à la valeur globale des échanges extérieurs, constituée de services à hauteur d'un cinquième, et qui avait augmenté de 11,3% l'année précédente, elle s'est établie à 7.465 milliards de dollars, marquant une régression de 3,6% due à la baisse des prix. Ces derniers ont, en effet, fléchi de 2,4% pour ce qui est des produits manufacturés, de 14% pour le pétrole, dont les cours sont passés en un an de plus de 28 dollars le baril en moyenne à 24 dollars, et de 5,5% pour les autres matières premières.

Aux Etats-Unis, la réduction du déficit commercial a largement contribué à l'allègement du déséquilibre du compte courant tandis que, dans la zone euro, l'augmentation de l'excédent des échanges commerciaux a permis la réalisation d'un solde des transactions courantes largement positif. Au Japon, en revanche, la diminution du surplus de la balance commerciale n'a été compensée qu'en partie par l'accroissement des revenus de facteurs, entraînant ainsi une baisse du solde positif des opérations courantes. Les résultats des comptes courants des économies en développement et en transition, devenus excédentaires l'année précédente, sont apparus en net recul, par suite essentiellement du fléchissement des surplus commerciaux des pays pétroliers.

Parallèlement, de nouvelles étapes ont été franchies en l'an 2001 dans la voie de la libéralisation des transactions commerciales internationales, avec notamment l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. Cette dernière a lancé en novembre, lors de sa quatrième conférence ministérielle à Doha, un cycle de négociations multilatérales portant sur tous les secteurs de l'économie et devant être conclues au plus tard le 1er janvier 2005.

Dans un contexte de ralentissement économique mondial, les grands marchés boursiers ont poursuivi en 2001 leur mouvement baissier, suscité en particulier par la dépréciation des valeurs technologiques et accentué par les événements du 11 septembre. En dépit de quelques rebonds enregistrés sous l'impulsion des assouplissements monétaires, les principales places financières ont été affectées cette année par d'importantes pertes de capitalisation, lesquelles ont entraîné des reports d'introductions en bourse et l'orientation des capitaux vers des placements jugés plus sûrs. Ainsi, aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones a baissé de 7,1% et le Nasdaq de 21,1%, tandis que des diminutions de 16% à 22% ont été enregistrées sur les places européennes et de 23,5% au Japon. Sur le marché des obligations, la demande pour les titres du secteur privé à faible notation s'est fortement réduite au profit des emprunts publics. Cette tendance s'est, au demeurant, renforcée vers la fin de l'année par des émissions d'emprunts d'Etat plus importantes que prévu, en relation avec les mesures de soutien à certains secteurs décidées, en particulier, par le gouvernement américain.

Les marchés boursiers des pays émergents ont aussi été orientés à la baisse. Les places asiatiques et latino-américaines, où le poids des valeurs des technologies de l'information est relativement important, ont été les plus touchées.

Au sein du marché international des capitaux, l'activité s'est révélée satisfaisante dans le segment obligataire tant du point de vue de l'ampleur et de la variété de l'offre que des marges pratiquées. Les emprunts mobilisés cette année ont atteint des niveaux sans précédent aussi bien sur le compartiment du dollar, où le volume des émissions est passé de 665 milliards à 790 milliards, que sur celui de l'euro, qui a été sollicité à hauteur de 768 milliards au lieu de

642 milliards l'année précédente. Les émetteurs bancaires demeurent prépondérants, avec 67% de l'activité en dollar et 70% en euro. En dépit des préoccupations concernant les problèmes d'emprunteurs spécifiques, tels que l'Argentine et la Turquie, le phénomène de contagion financière entre pays en développement s'est révélé limité.

En regard, les investissements étrangers directs, qui avaient progressé de 18% l'année précédente, ont pour la première fois depuis 1991 diminué, de 40%, pour s'établir à 760 milliards de dollars. Sur ce total, les pays développés ont reçu un montant de 510 milliards de dollars, en contraction de près de moitié du fait de la forte réduction des opérations de fusion - acquisition. Quant aux pays en développement, ils ont recueilli des investissements de 225 milliards de dollars, en repli de 6% et ce, en raison du report des opérations de privatisation et de l'attentisme dont ont fait preuve les investisseurs envers l'Argentine, la Turquie et certains pays d'Asie, à l'exception notable de la Chine. S'agissant plus particulièrement de l'Afrique, sa part dans le total des investissements directs est demeurée très faible, ne dépassant guère 1,3%.

En raison de l'instabilité des bourses locales et du reflux des capitaux vers les valeurs refuges des économies avancées, d'importantes sorties nettes au titre des investissements de portefeuille, évaluées en 2001 à 17 milliards de dollars, ont été enregistrées dans les pays en développement et ce, pour la deuxième année consécutive. S'agissant des prêts privés, les primes de risque ont augmenté en liaison avec les crises turque et argentine, tandis que des remboursements substantiels ont à nouveau été opérés par les pays asiatiques. Les concours officiels ont, pour leur part, été largement sollicités cette année, en particulier auprès du F.M.I.

Au terme de l'année 2001, les décaissements du F.M.I ont atteint 24,6 milliards de DTS, au lieu de 7,7 milliards en 2000, par suite principalement des tirages effectués dans le cadre des accords de confirmation, notamment au profit de la Turquie et de l'Argentine. Les prêts accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement sont, quant à eux, revenus, à

l'issue de l'exercice arrêté à fin juin, de 10,9 milliards de dollars à 10,5 milliards, tandis que les décaissements de l'Association internationale de développement sont passés de 5,2 milliards à 5,5 milliards de dollars, dont 4,2 milliards au titre des opérations d'investissement et 1,3 milliard sous forme de prêts. Enfin, le montant des prêts et des participations de la Société financière internationale a baissé de 3,3 milliards à 2,4 milliards de dollars.

En définitive, l'encours de la dette extérieure des pays en développement a fléchi cette année de près de 18 milliards de dollars, à 2.190 milliards, par suite de l'application de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés et, surtout, de l'ampleur des remboursements nets effectués par les pays émergents au profit des banques commerciales. Quant à la dette des économies en transition, elle s'est légèrement accrue, passant à 363 milliards de dollars.

S'agissant du marché international des changes, il a été marqué par la vigueur remarquable du dollar, qui s'est apprécié en moyenne annuelle de 12,7% par rapport au yen et de 3,2% vis-à-vis de l'euro, en raison principalement des anticipations d'une reprise économique rapide aux Etats-Unis.

En dépit d'une évolution des différentiels de croissance et de taux d'intérêt favorable aux économies européennes, l'euro n'a pas réussi à se revaloriser à l'égard de la monnaie américaine. Plusieurs facteurs ont contribué à son affaiblissement en 2001, notamment les inquiétudes de plus en plus vives des investisseurs quant aux risques de récession en Europe nourris par la dégradation de la situation en Allemagne. Après avoir débuté l'année à plus de 0,92 dollar, l'euro s'est replié pour s'établir à son plus bas niveau, de 0,84 dollar, en juillet avant de se redresser à partir de septembre, pour atteindre près de 0,90 dollar. Cependant, le succès de l'introduction de l'euro fiduciaire au début de janvier 2002, qui achève le processus d'unification monétaire européenne, a eu momentanément un effet bénéfique sur sa valeur.

De même, la nette appréciation de la livre sterling en début d'année, liée à l'évolution favorable de la situation économique du Royaume-Uni, a rapidement fait place à un repli sensible sur la majeure partie de l'année 2001, au terme de laquelle la monnaie britannique a enregistré en moyenne une dépréciation de 5% par rapport au dollar. Celle-ci est imputable, en particulier, à l'abaissement, à quatre reprises, du taux de base de la Banque d'Angleterre, ramené de 6% en début d'année à 4% en novembre en vue de relancer l'activité.

Le yen s'est également déprécié en 2001, dans un contexte de dégradation des perspectives économiques au Japon, en relation avec les difficultés auxquelles sont confrontés le secteur financier et les entreprises dans ce pays.

Des motifs de préoccupation subsistent à propos de l'évolution future de l'activité économique mondiale, des cours des matières premières, notamment du pétrole, et de l'efficacité des instruments traditionnels dans la lutte contre les crises. En dépit de la réforme du système financier international entamée au lendemain de la crise asiatique, d'importants efforts restent à déployer dans la voie de la prévention et de la solution ordonnée des crises financières. Il importe en outre que les bienfaits de la mondialisation soient mieux répartis et profitent également aux pays en développement. La vulnérabilité de ces derniers pourrait être réduite par la levée des mesures protectionnistes pratiquées par certains pays développés, l'adoption de régimes de change appropriés, l'amélioration de la supervision du secteur financier, le respect des normes internationales en matière de transparence et l'instauration d'un cadre macroéconomique viable.

LA PRODUCTION NATIONALE

Après deux années de quasi-stagnation sous l'effet de la sécheresse, la croissance du produit intérieur brut à prix constants ⁽¹⁾ a atteint 6,5% en l'an 2001. Cette évolution recouvre une augmentation de la valeur ajoutée agricole de plus d'un quart et un accroissement de 3,7% de celle des autres secteurs, au lieu de 3,4% en 2000.

Au niveau des activités du secteur primaire, qui ont représenté près de 14% du PIB en moyenne sur les cinq dernières années, la récolte céréalière s'est établie à 45,6 millions de quintaux, au lieu de 19 millions une année auparavant, et celle des légumineuses a doublé. Pour sa part, la production des cultures maraîchères de saison a augmenté de 6,4%, alors que celle des primeurs a diminué de 4,8%. Compte tenu, par ailleurs, de l'évolution favorable de l'élevage et surtout des apports de la pêche, la valeur ajoutée à prix constants du secteur primaire a progressé de 27,3% en 2001, après avoir, il est vrai, accusé une baisse de 14,7% en l'an 2000 et de 16,7% en 1999.

Dans le secteur secondaire, la valeur ajoutée s'est accrue en 2001 à un rythme de 5,4%, nettement plus rapide que ceux réalisés durant les trois années antérieures, laissant apparaître une accélération qui a concerné la totalité des branches. En effet, l'orientation favorable du bâtiment et des travaux publics s'est de nouveau renforcée, de 5,8%, sous l'impulsion notamment de la réalisation d'ouvrages hydrauliques, de l'extension du réseau routier et de la construction de logements sociaux. De même, les industries manufacturières ont marqué une hausse de 4,2%, consécutivement à l'augmentation de la production des industries alimentaires, chimiques et parachimiques, du cuir, du bois et du

(1) Voir annexes statistiques I-1 à I-4

ciment, ainsi que de la métallurgie de base et du matériel de transport. Pour sa part, l'extraction minière, interrompant la tendance à la baisse observée depuis 1998, a enregistré une progression de 7,5% en 2001, tandis que la branche de l'énergie a connu une reprise de 8,1%, qui a concerné aussi bien la production d'électricité que le raffinage du pétrole.

La production des services marchands s'est accrue à un taux de 2,2%, qui recouvre une augmentation de 5,2% du commerce et des hausses moins rapides qu'auparavant dans les autres sous-branches, en raison du fléchissement qui a affecté durant le dernier trimestre le transport aérien et les autres activités liées au tourisme.

Enfin, la valeur ajoutée des administrations publiques a augmenté de 4,6% au lieu de 1,4% en 2000.

Compte tenu de la hausse modérée des prix à la production, le produit intérieur brut, estimé à prix courants à 382,9 milliards de dirhams, a marqué une progression de 8,1%, qui recouvre une augmentation de 5,9% du PIB non agricole, évalué à près de 322,4 milliards.

L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE

L'activité agricole a pâti pour la troisième année consécutive d'une sécheresse qui a touché la majeure partie du territoire national. La pluviométrie tardive et déficitaire a, en effet, été à l'origine d'une diminution des superficies emblavées. Une absence totale de pluies, accompagnée d'une hausse sensible des températures, a même été enregistrée durant les mois de mars et avril 2001, période coïncidant avec l'étape de formation des graines pour les céréales. Toutefois, les régions situées au nord de l'oued Oum-Errabia n'ont pas été affectées puisqu'elles ont bénéficié, du moins jusqu'à la mi-mars, de précipitations régulières. En définitive, la campagne agricole s'est révélée plutôt moyenne, l'apport des régions relativement épargnées par la sécheresse et des périmètres irrigués ayant compensé les résultats médiocres obtenus dans les autres zones. Pour sa part, l'activité de l'élevage s'est maintenue à un niveau satisfaisant, grâce notamment aux efforts déployés par les pouvoirs publics en matière d'approvisionnement en aliments de bétail et de protection sanitaire. S'agissant de la pêche, les résultats ont globalement connu une amélioration en dépit du recul de l'activité hauturière. Au total, la valeur ajoutée du secteur primaire, calculée à prix constants, a augmenté de 27,3% après avoir baissé de 14,7% en 2000 et de 16,7% en 1999 ⁽¹⁾.

L'AGRICULTURE

Dans le cadre du programme de lutte contre les effets de la sécheresse, entamé en avril 2000, une troisième phase a été lancée en juin 2001. Un montant de 1.577 millions de dirhams a ainsi été consacré à l'approvisionnement en eau potable, à la reconduction du plan de sauvegarde du cheptel et à la protection du patrimoine forestier.

(1) Voir annexes statistiques II-1 à II-15

Parallèlement, et à l'occasion du lancement de la campagne 2000-2001, un certain nombre d'actions ont été mises en oeuvre dans le but de stimuler l'activité agricole et de préserver le niveau de revenus dans le monde rural, notamment par l'allègement du coût des intrants et du poids de l'endettement. Les tarifs de vente des engrais complexes et phosphatés ont ainsi connu des baisses, allant de 7% à 14% selon les variétés, à la suite de la réduction par l'Office chérifien des phosphates des prix sortie usine de ces produits. De même, le soutien des prix des semences sélectionnées a été renforcé de manière à les stabiliser pour le blé dur et les réduire en ce qui concerne le blé tendre et l'orge. Pour ce qui est de la mécanisation, les pouvoirs publics ont continué à encourager l'acquisition de machines agricoles en maintenant la prime d'investissement pour les tracteurs et en relevant la subvention octroyée pour l'achat de matériel de semis et de traitement phytosanitaire. En outre, d'importants programmes ont été engagés en vue de développer les techniques d'irrigation.

A la veille de la campagne 2000-2001, il a également été décidé de rééchelonner, sur une période de sept ans, les dettes contractées auprès de la Caisse nationale de crédit agricole par les agriculteurs les plus touchés par la sécheresse et de leur accorder des bonifications de taux d'intérêt pouvant aller de un à cinq points. En juin 2001, et au vu de l'évolution défavorable du secteur, un second train de mesures a été adopté dans le cadre d'une convention signée entre l'Etat et cette même institution. Ainsi, les exploitants relevant des zones bour, dont l'encours des crédits est gelé depuis le premier janvier 1996 et qui n'ont adhéré précédemment à aucune opération de rééchelonnement, bénéficient de l'annulation de 20% à 40% de leur dette, à condition d'en régler le reliquat. S'agissant des agriculteurs surendettés opérant dans les régions bour, qui continuent à se financer auprès de la CNCA, l'encours de leurs crédits arrêté au 30 juin 2001 sera annulé à hauteur de 15% à 40% en contrepartie du règlement immédiat d'une part pouvant aller jusqu'à 15% du montant exigible. Le restant dû peut être rééchelonné sur une période de 15 à 20 ans, avec une bonification de taux d'intérêt allant de un à deux points et demi.

Le déficit pluviométrique enregistré au cours des trois premiers mois de la campagne agricole 2000-2001 s'est traduit par une diminution de 6% de la superficie semée en céréales d'automne, en comparaison avec la moyenne des cinq campagnes antérieures. En outre, la sécheresse qui a sévi après le mois de janvier n'a pas manqué d'affecter le développement de ces cultures dans la quasi-totalité des régions situées au sud de l'oued Oum-Errabia, où se concentre plus de la moitié de la superficie céréalière. Aussi, les rendements des quatre principales céréales se sont-ils inscrits en régression sensible dans ces zones. A cet égard, l'orge, qui y prédomine, a été la céréale d'automne la plus touchée, sa production au niveau national s'étant limitée à 11,5 millions de quintaux, en chute de 36,3% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. De même, la récolte de blé dur a diminué de 12% pour s'établir à 10,4 millions de quintaux. En revanche, celle de blé tendre, chiffrée à 22,8 millions de quintaux, s'est inscrite en hausse de 11,4%, à la faveur d'une amélioration de 14,8% des rendements. S'agissant du maïs, céréale de printemps, sa récolte est tombée à 536.000 quintaux, en contraction de près des trois quarts par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes et ce, en raison d'une chute des rendements, de près de 70%. Au total, la production des quatre principales céréales a atteint 45,3 millions de quintaux. Si ce niveau est nettement supérieur à celui, très bas, de l'année précédente, il se révèle toutefois en recul de 14% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Grâce à une amélioration des rendements et surtout à une extension des superficies emblavées, la production des céréales secondaires s'est, pour sa part, renforcée de 54,8% pour s'élever à 678.000 quintaux. En particulier, la récolte de riz, qui a porté sur 396.000 quintaux, s'est accrue de 57%.

En définitive, la récolte céréalière permet de satisfaire près de 54% des besoins de consommation. Les importations ont porté entre juin et décembre 2001 sur 25,2 millions de quintaux, contre 31,3 millions au titre de la même période de l'année antérieure.

Atteignant 1,6 million de quintaux, la récolte de légumineuses a doublé d'une campagne à l'autre. Elle est toutefois demeurée inférieure de 14% à la

moyenne des cinq dernières campagnes en raison de la baisse de 8,2% des superficies récoltées et de 7,3% des rendements moyens.

Cultures maraîchères

La production totale de primeurs, chiffrée à 962.000 tonnes, a régressé de 4,8% d'une campagne à l'autre. La culture de la tomate s'est, en effet, vivement ressentie du virus des feuilles jaunes en cuillère, qui a causé des dégâts sur des superficies importantes et, partant, une chute de 18,9% de la production, limitée à 446.000 tonnes. Face à cette situation, les pouvoirs publics ont pris un certain nombre de mesures préventives et incité les agriculteurs à traiter les champs infectés. De même, la faiblesse des prix à l'exportation des pommes de terre au cours de la campagne précédente a amené les agriculteurs à réduire la superficie réservée à cette culture, dont les rendements se sont, de surcroît, infléchis, entraînant ainsi une chute de 26,3% de la production, à 140.000 tonnes. La récolte de fruits et légumes divers s'est, en revanche, accrue de près de 39% pour atteindre 376.000 tonnes. S'agissant des exportations, elles ont baissé de 13,4% pour les tomates et de 29,3% pour les pommes de terre.

Pratiqué sur une superficie de 216.000 hectares, en hausse de 3% par rapport à la campagne précédente, le maraîchage de saison a permis d'obtenir une récolte de 3,7 millions de tonnes, dépassant de 6,4% le niveau qu'elle avait atteint au titre de la campagne 1999-2000.

Oléagineux

Du fait notamment du phénomène de l'alternance biologique, la production d'olives, dont la cueillette a débuté à la fin de l'année 2001, a progressé, en un an, de près de 31% pour s'établir à 550.000 tonnes.

La production de tournesol, provenant en grande partie des zones irriguées, a pour sa part augmenté de 35% atteignant 270.000 quintaux. Cette forte expansion, qui succède, il est vrai, à la chute de 40% observée en l'an 2000, est attribuable à l'augmentation de plus d'un quart des superficies et de 7,3% des rendements.

La récolte betteravière s'est élevée à près de 3,1 millions de tonnes, progressant ainsi de 10% par rapport à la campagne précédente en relation avec l'accroissement des rendements dans l'ensemble des périmètres, à l'exception du Loukkos et surtout du Tadla. Dans cette dernière zone, une baisse de 11,2% des superficies a, de surcroît, été enregistrée par suite de l'insuffisance des ressources en eau et du recul de la rentabilité de la betterave à sucre comparative-ment à d'autres cultures, notamment le blé tendre. Quant à la récolte de canne à sucre, elle s'est maintenue à son niveau de la campagne antérieure, soit 1,3 million de tonnes, la baisse des rendements ayant été compensée par la hausse des superficies. Pour sa part, la production de sucre, extrait à hauteur de près de 80% à partir de la betterave, s'est pratiquement maintenue à son niveau de la campagne précédente, soit plus de 500.000 tonnes, couvrant ainsi environ 52% des besoins de consommation.

Cultures sucrières

La production agrumicole a accusé, d'une campagne à l'autre, une chute de 30% pour s'établir à 979.000 tonnes, en raison des conditions climatiques qui ont sévi au cours des stades sensibles de la croissance des fruits, de l'effet de l'alternance biologique, ainsi que du vieillissement du verger.

Arboriculture
fruitière

Le recul de la récolte, conjugué à l'insuffisance de la qualité et des calibres des fruits, a été à l'origine d'une diminution de 35% des exportations d'agrumes, qui se sont ainsi limitées à 390.500 tonnes au lieu de 597.000 tonnes lors de la campagne précédente.

Évaluée à 32.000 tonnes, la production de dattes a chuté de 64% en comparaison avec la moyenne des cinq dernières campagnes, tout en se révélant de qualité médiocre. En effet, le palmier dattier, cultivé principalement dans les régions d'Errachidia et Ouarzazate, a souffert non seulement de la succession de trois années de sécheresse, mais encore des ravages causés par la maladie du bayoud. Dans ces conditions, les pouvoirs publics ont mis en place un plan de sauvegarde des palmeraies qui prévoit la plantation au cours des prochaines années d'un nombre important de palmiers dattiers résistant à cette maladie.

Enfin, grâce à des conditions climatiques favorables au cours de la période de développement de la culture de la vigne, la production viticole est passée en un an de 252.600 tonnes à 264.000 tonnes. Cette augmentation est due aussi bien aux raisins de table, dont la production s'est accrue de 3,4%, à 203.200 tonnes, qu'au vignoble de cuve, qui a vu sa récolte progresser de 9% pour atteindre 60.800 tonnes par suite, en particulier, de l'entrée en production de nouveaux plants.

L'ÉLEVAGE

Dans le cadre des efforts déployés pour la sauvegarde et la protection du cheptel, les dispositions adoptées ont porté essentiellement sur l'approvisionnement des éleveurs en aliments de bétail subventionnés, la faiblesse des précipitations ayant accentué le déficit fourrager ainsi que la pression sur les pâturages. Il a également été décidé de reconduire les programmes d'encadrement sanitaire et d'interdire l'importation de bovins eu égard au risque encouru en matière d'encéphalopathie spongiforme. Grâce à l'ensemble de ces mesures, les pertes liées aux effets de la sécheresse ont pu être atténuées, si bien que l'effectif du cheptel a légèrement augmenté d'une année à l'autre pour s'établir à 22,3 millions.

La production laitière s'est maintenue à son niveau de l'année antérieure, soit 1,15 milliard de litres, permettant ainsi de faire face à la quasi-totalité de la demande de lait et de produits dérivés. De même, celle de viande rouge disponible à la consommation a peu évolué d'une année à l'autre, s'établissant à 335.000 tonnes, alors que la production de viandes blanches, évaluée à 255.000 tonnes, a marqué une progression de 16%. Enfin, la production d'oeufs de consommation a continué d'avoisiner les 3 milliards d'unités.

LA PÊCHE

En 2001, la production halieutique s'est accrue de 22,5% par rapport à l'année précédente, en totalisant 1,1 million de tonnes pour une valeur de 7,4 milliards de dirhams, en hausse de 23,3%. Cette expansion est attribuable à l'activité de la pêche côtière qui a vu ses prises progresser de près de 28% pour atteindre 978.500 tonnes, dont 88% de poissons pélagiques. Les débarquements de ces espèces, constitués à hauteur de 78% de sardines, se sont élevés à 861.444 tonnes, marquant une progression de 37,4%. S'agissant des captures des poissons blancs et des céphalopodes, chiffrées à 73.970 tonnes et 38.114 tonnes, elles ont accusé des baisses respectivement de 10% et de 25,3%. La consommation en frais s'est, pour sa part, établie à 197.162 tonnes, volume en recul de 3%, tandis que les livraisons au secteur des conserveries ont augmenté de 16,7% en atteignant 210.000 tonnes. Plus de la moitié des apports de la pêche côtière ont, toutefois, été destinés à la transformation en sous-produits en raison notamment des insuffisances des circuits de distribution et du déficit en installations de stockage.

S'agissant des débarquements de la pêche hauturière, constitués de céphalopodes à hauteur de près de 85% , ils se sont limités cette année à 122.500 tonnes, s'inscrivant en diminution de 8,2%. Celle-ci s'explique notamment par l'adoption par les pouvoirs publics, en mai 2001, d'un plan d'aménagement de la pêche poulpière visant à sauvegarder les ressources halieutiques. Outre la fixation d'un prix minimum à l'exportation et l'extension à 6 mois, au lieu des 4 mois prévus initialement, de la période de repos biologique, le plan ainsi mis en oeuvre porte sur le plafonnement, jusqu'à la fin de l'année 2003, du volume des captures annuelles à 88.000 tonnes, réparti entre les segments de la pêche hauturière et côtière.

En dépit du fléchissement sensible des ventes de céphalopodes, les exportations de produits de la mer, chiffrées à 366.255 tonnes, ont connu globalement une progression de 11,2%. Toutefois, en raison de la régression des prix sur les marchés internationaux, les recettes totales obtenues à ce titre ont fléchi de 9,2%, à 9,4 milliards de dirhams.

LES MINES ET L'ÉNERGIE

LES MINES

Le secteur des mines, qui contribue pour près d'un cinquième aux exportations totales, s'est ressenti en 2001 de l'abondance de l'offre et du fléchissement des cours mondiaux des phosphates et des minerais métalliques. Néanmoins, l'indice de la production minière nationale s'est accru de 2,4%, grâce en particulier à l'augmentation des quantités de phosphates extraites⁽¹⁾. Le groupe OCP est, en effet, parvenu à maintenir à près de 35% sa part de marché pour le minerai brut. Aussi, et compte tenu principalement de l'appréciation du dollar, les recettes globales d'exportation se sont-elles inscrites en hausse de plus de 7%, recouvrant une contraction de plus d'un cinquième de la valeur des ventes extérieures des minerais métalliques.

Les phosphates

En dépit de l'exacerbation de la concurrence, livrée notamment par la Chine et la Jordanie, en particulier sur les marchés d'Asie et d'Océanie, la production de phosphates bruts, chiffrée à près de 22 millions de tonnes, a progressé de 2,5%, afin de répondre à la demande extérieure, qui s'est accrue de 1,9% d'une année à l'autre pour s'établir à 10,7 millions de tonnes. L'accroissement des acquisitions des Etats-Unis et de l'Espagne, notamment, a permis de compenser le fléchissement des ventes au Mexique et à certains pays d'Asie et d'Europe de l'Est. Les exportations de minerai ont procuré au total des recettes de 4,7 milliards de dirhams, en augmentation de 13,5%.

(1) Voir annexes statistiques III-1 et III-2

Les quantités de phosphate destinées aux complexes chimiques de Safi et de Jorf Lasfar se sont établies à près de 11,4 millions de tonnes, en hausse de 4,3%, et ont permis la fabrication de 2,8 millions de tonnes d'acide phosphorique et de 2,7 millions de tonnes d'engrais, en accroissement respectivement de 3,2% et de 11,4%. La commercialisation extérieure d'engrais, d'environ 2,5 millions de tonnes, a augmenté de 12,4%, tandis que celle d'acide phosphorique a stagné, à 1,6 million de tonnes. La contraction de 15% des acquisitions de l'Inde, destinataire de plus de la moitié des exportations de ce produit, a été compensée par la hausse des achats d'autres pays, notamment les Pays-Bas et le Brésil. Au total, le chiffre d'affaires à l'exportation du groupe OCP s'est accru de 9% pour atteindre plus de 14 milliards de dirhams, dont 9,4 milliards au titre des ventes extérieures de produits dérivés.

Soucieux de préserver sa position de leader sur le marché mondial des phosphates et dérivés, l'OCP a décidé de doubler son potentiel de production d'acide phosphorique purifié, en prévoyant de construire à Jorf Lasfar une autre unité d'une capacité annuelle de 120.000 tonnes. Parallèlement, ce groupe a acquis 74% du capital d'une importante firme indienne d'une capacité de production d'engrais d'un million de tonnes par an.

Les autres minerais

Au niveau de l'extraction, la quasi-totalité des produits métalliques a pâti de la faiblesse de la demande du fait du ralentissement de l'activité économique mondiale. Le zinc et le plomb, en particulier, ont accusé des baisses respectives de 13,3% et de 5,5%. La production de minerais non métalliques s'est, en revanche, inscrite en hausse, notamment la barytine et la fluorine, dont les tonnages extraits se sont accrus successivement de 29,8% et de 25,3%.

L'ÉNERGIE

Estimée à 9,7 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), la consommation finale d'énergie a enregistré en 2001 une reprise de près de 5% après la stagnation observée l'année précédente ⁽¹⁾. Liée à la croissance de l'activité économique, cette évolution s'est traduite par une hausse des importations de produits énergétiques, passées de 11,1 millions de TEP en 2000 à 12,1 millions en 2001. Toutefois, la facture énergétique, chiffrée à 21,9 milliards de dirhams, ne s'est accrue que de 1%, en raison de la baisse des cours du pétrole.

Les produits pétroliers

La consommation finale de produits pétroliers a augmenté de 4% pour s'établir à 5,9 millions de tonnes, par suite de la progression de 8,1% de la demande de fuel et de celle de gasoil et de gaz liquéfiés, respectivement de 5% et de 4,5%. A l'inverse, la demande des autres hydrocarbures, en particulier l'essence, a fléchi.

S'agissant des prix intérieurs appliqués aux produits pétroliers, ils ont connu des hausses moins prononcées qu'en l'an 2000, soit en moyenne 6,6% pour l'essence, 6% pour le gasoil et 3,2% pour le fuel.

La production des raffineries s'est, quant à elle, établie à 6,3 millions de tonnes, en accroissement de 2,2% après avoir baissé de 5,6% en 2000, tandis que les importations de produits raffinés ont augmenté de 14% pour atteindre 1,7 million de tonnes.

(1) Voir annexes statistiques III-3 à III-7

Les excédents de produits pétroliers de 1,8 million de tonnes, constitués essentiellement de fuel et de naphta, ont été exportés pour une valeur de 3,1 milliards de dirhams, en hausse de 7,5% d'une année à l'autre.

Enfin, l'activité de prospection d'hydrocarbures s'est encore intensifiée en 2001. De nouveaux contrats de recherche ont été conclus avec des sociétés pétrolières internationales, notamment en offshore au sud du pays.

L'électricité

La consommation finale d'électricité a atteint 12,8 milliards de kWh et progressé de 5,1% en 2001, en liaison avec l'amélioration de l'activité économique et l'accroissement du taux d'électrification rurale, qui a atteint 50% par suite de la connexion au réseau de 1.760 nouveaux villages.

En regard, la production nette d'électricité s'est sensiblement accrue en 2001 pour s'établir à 13,2 milliards de kWh. Elle a été assurée à hauteur de 70% par les concessionnaires, grâce notamment au complexe thermique de Jorf Lasfar. La production a pu être renforcée par le démarrage du parc éolien de Tétouan et l'accroissement de la production d'électricité d'origine hydraulique. Aussi, l'apport thermique de l'Office national de l'électricité (ONE) a-il été sensiblement réduit, à 3,1 milliards de kWh au lieu de 4,4 milliards de kWh un an auparavant, et celui de l'extérieur à moins de 1,6 milliard de kWh.

Pour répondre au développement continu de la demande d'énergie électrique, qui progresse annuellement de 5% en moyenne, plusieurs projets sont en cours de réalisation. Il s'agit notamment de la centrale thermique à cycle combiné de Tahaddart, des parcs éoliens de Tanger et Tarfaya, de la station de transfert d'énergie par pompage à Afourer et du complexe hydroélectrique de Dchar El Oued. De même, les travaux de renforcement des interconnexions électriques, notamment avec l'Espagne, ont été entamés cette année.

Compte tenu de la contribution croissante du secteur privé à la production d'électricité, l'action de l'ONE est désormais axée davantage sur le transport et la distribution d'énergie électrique, notamment à travers la réalisation du programme d'électrification rurale. En outre, cet office a été autorisé, en vertu de l'amendement de ses statuts en décembre 2001, à développer des activités internationales, par la création de filiales. Celles-ci sont orientées notamment vers certains pays d'Afrique, tels que le Sénégal et la Mauritanie, et du bassin méditerranéen, comme l'Espagne avec laquelle l'ONE a conclu des contrats d'achat et de vente d'électricité.

Enfin, les pouvoirs publics ont décidé en l'an 2001 de mettre en place un observatoire de l'énergie, qui aura pour tâche principale d'enrichir la réflexion sur la politique nationale dans ce secteur.

LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

L'indice des industries de transformation, ayant comme base l'année 1992, a progressé de 3,2% en 2001, rythme légèrement inférieur à celui de l'année précédente ⁽¹⁾. D'après l'enquête annuelle du ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines, la production réalisée par ce secteur en l'an 2000, à laquelle ont contribué à hauteur de près de 44% les branches de la chimie et parachimie ainsi que celles de l'agro-alimentaire hormis le segment des boissons et tabacs, n'a mobilisé que 59% de l'ensemble du potentiel productif des entreprises. Ces dernières, au nombre de 6.500, employant près de 500.000 personnes, ont effectué durant l'année 2000 des investissements de plus de 11,5 milliards de dirhams. L'infrastructure d'accueil des unités industrielles s'est, au demeurant, renforcée par l'aménagement, en octobre 2001, d'une zone industrielle dans la province d'Al Hoceima. A cet égard, il convient de signaler que sur les 74 zones industrielles créées dans le cadre du programme national lancé durant les années quatre-vingt, 46 sont actuellement opérationnelles et 28 autres sont en phase d'équipement.

(1) Voir annexe statistique IV-1

A l'exception de la branche du textile et du cuir, qui a accusé une baisse d'activité dans les compartiments de l'habillement et de la bonneterie, toutes les autres industries ont évolué favorablement cette année. Dans le secteur agro-alimentaire, l'approvisionnement en matières premières s'est révélé suffisant, notamment pour les conserveries de poissons, qui ont pu de ce fait accroître leurs ventes à l'étranger, et les segments travaillant pour le marché local ont, pour la plupart, bénéficié d'une activité satisfaisante. En outre, les industries chimiques et parachimiques ont, dans l'ensemble, vu leur activité augmenter d'une année à l'autre, à la faveur aussi bien de la progression de la demande locale de médicaments, de peintures et de produits d'entretien que de la bonne tenue des exportations d'engrais. De même, les industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques ont connu une croissance sensible cette année, en relation avec l'orientation favorable de la majorité des branches, notamment celles des ouvrages en métaux, du matériel de transport et de l'industrie métallique de base.

Groupes de branches industrielles	Pondérations	Variations en % des indices de la production industrielle		
		1999	2000	2001
Industries alimentaires, boissons et tabacs.....	249	+1,1	+5,2	+4,5
Textile, habillement et cuir	223	-1,6	+0,7	-2,2
Chimie et parachimie	218	+4,8	+3,9	+4,2
Industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques	181	+6,6	+3,5	+6,4
Bois et matériaux de construction	129	+2,6	+3,5	+3,7
Ensemble des industries de transformation.....	1.000	+2,4	+3,5	+3,2

Les industries
alimentaires,
boissons et tabacs

L'activité de ce groupe d'industries, après avoir progressé de 5,2% l'année précédente, a connu en 2001 une augmentation de 4,5%, qui a bénéficié à la plupart des branches composant le secteur agro-alimentaire.

C'est ainsi que l'industrie laitière a enregistré une hausse de sa production de 6,1%. Celle-ci a, cependant, été complétée pour répondre aux besoins de la consommation par un recours substantiel aux importations durant le mois de Ramadan qui a coïncidé cette année avec la période de basse lactation.

Après une hausse de 9,6% en l'an 2000, l'activité de l'industrie sucrière s'est, pour sa part, maintenue à un niveau relativement élevé, avec une production de plus d'un million de tonnes de sucre, dont la moitié environ réalisée à partir de sucre brut d'origine locale.

Quant à la branche des conserves de poissons, orientée essentiellement vers l'exportation, sa production a enregistré une augmentation de 8,4%, après celle de 13% en l'an 2000, en relation avec un accroissement notable des apports de poissons, composés essentiellement de sardines. Pour ce qui est des investissements réalisés en 2001 en matière d'industrie de la pêche, ils ont porté sur 400 millions de dirhams, se traduisant par la création de 32 nouvelles unités, dont 22 de congélation, et permettant de générer 4.200 emplois nouveaux.

La production des minoteries industrielles s'est accrue de 4,3%. Les quantités écrasées, constituées à concurrence de plus de 85% de blé tendre, se sont établies à 39 millions de quintaux.

En ce qui concerne les boissons et tabacs, la progression de l'activité s'est sensiblement accélérée, atteignant 11,7% au lieu de 3,9% l'année précédente, par suite essentiellement d'une expansion de 26,4% de la production de boissons non alcoolisées. Cette dernière a été stimulée par l'accroissement de la demande, elle-même soutenue par le lancement de nouvelles marques de boissons. La fabrication de tabacs a également progressé, de 5% cette année contre 1,4% en 2000.

En revanche, l'activité de l'industrie des corps gras a stagné en 2001, après avoir augmenté de 3,1% un an auparavant.

La production de la branche des conserves de fruits et légumes a, pour sa part, diminué de 3,7%, en liaison avec le fléchissement des approvisionnements en agrumes et en produits maraîchers, notamment la tomate.

L'activité des industries du textile, de l'habillement et du cuir a accusé globalement une baisse de 2,2% en l'an 2001, qui recouvre un recul dans les branches de l'habillement et de la bonneterie et une progression notable du travail du cuir, notamment la fabrication de chaussures.

Les industries du textile,
de l'habillement
et du cuir

En diminution depuis 1999, la production de la branche de l'habillement s'est de nouveau inscrite en baisse sensible cette année, de l'ordre de 5,4%. Cette régression est liée principalement à celle de 6,1% enregistrée dans la confection du prêt à porter. La sous-branche de la lingerie et de la chemiserie a aussi connu un recul, de 2,6%. S'agissant de l'industrie des fibres synthétiques, elle a subi cette année une contraction de 35%, qui succède à l'accroissement de 9,2% affiché en l'an 2000, tandis que la bonneterie a marqué un repli de 4,5%. En revanche, le tissage de tapis et la production de l'industrie cotonnière ont augmenté respectivement de 17,4% et de 8,3%.

L'indice afférent au travail du cuir s'est, pour sa part, inscrit en hausse de 5,3%, du fait essentiellement de la progression de 10,2% de la production de chaussures, à la faveur du redressement des exportations et de l'instauration, en mai, d'une licence à l'exportation de peaux tannées qui a contribué à l'amélioration des conditions d'approvisionnement du secteur en matières premières. En revanche, l'activité des tanneries, qui avait crû de 9,5% en l'an 2000, a accusé un repli de 2,9%.

La production des industries de la chimie et de la parachimie, y compris la fabrication des articles en caoutchouc et en plastique ainsi que celle du papier et

Les industries chimiques
et parachimiques

carton, a augmenté globalement de 4,2% en 2001, au lieu de 3,9% l'année précédente.

La branche de la chimie et de la parachimie a ainsi vu son indice s'accroître de 5,9%, au lieu de 3,4% en l'an 2000, grâce principalement à la production d'acide phosphorique qui a augmenté de 3,2%, pour atteindre 2,8 millions de tonnes. De même, la fabrication de résines synthétiques s'est accrue de 5,2% et celle d'engrais, stimulée par le bon comportement des exportations, s'est développée de 9%. La production de médicaments et de produits pharmaceutiques, qui avait accusé une baisse de 8,3% en l'an 2000, a en revanche progressé cette année de 8%, sous l'effet du redressement de la demande. Il en a été de même de la production de peintures et de vernis ainsi que de celle de savon et de produits d'entretien, en hausse d'une année à l'autre respectivement de 16,3% et de 6,3%.

S'agissant de la fabrication d'articles en caoutchouc et en plastique, elle a accusé un recul de 2,7% en liaison, d'une part, avec le fléchissement de 2,9% de la production d'ouvrages en matière plastique, qui succède, cependant, à l'augmentation de 11,9% enregistrée en l'an 2000, et, d'autre part, avec la baisse continue de celle des pneumatiques, affectée par la concurrence des produits importés.

L'indice relatif à la branche du papier et carton s'est accru à un rythme de 3,2%, moins soutenu que celui, de 9,7%, enregistré l'année précédente. Cette décélération a été engendrée par la diminution de 7,8% de la production de pâte à papier, qui intervient après une progression de 10,7% réalisée en l'an 2000 à la faveur d'une appréciation des prix. En revanche, l'activité d'imprimerie et d'édition ainsi que la fabrication d'articles en papier et carton se sont renforcées respectivement de 8,9% et de 7,8%.

L'activité des industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques a marqué une hausse appréciable cette année, son indice s'étant accru de 6,4% au lieu de 3,5% en 2000.

Les industries mécaniques,
métallurgiques,
électriques et
électroniques

La production d'ouvrages en métaux s'est ainsi inscrite en progression de 9%, en rapport avec le développement de l'activité dans la plupart des sous-branches, principalement celles de la menuiserie métallique, de l'emballage et de la quincaillerie.

Dans le compartiment du matériel de transport, l'activité s'est intensifiée de 14,3%, du fait surtout du développement de l'assemblage de véhicules utilitaires ainsi que de voitures de tourisme, respectivement de 22,7% et de 11,4%. L'amélioration ainsi observée au sein de l'industrie automobile a trouvé son origine principale dans la multiplication des campagnes publicitaires et des facilités de crédit accordées à la clientèle. La production de matériel ferroviaire a, en revanche, stagné cette année, après avoir augmenté de 6,6% en 2000, tandis que le montage de cycles et motocycles a accusé une baisse de 2,3%, qui succède à celle de 23,1% enregistrée l'année précédente.

Dans le même temps, la production de l'industrie métallique de base a augmenté de 7%, grâce principalement à la reprise observée dans la branche de la sidérurgie, où l'activité s'est inscrite en hausse de 7,7% après avoir stagné en l'an 2000. La transformation de métaux non ferreux a, pour sa part, progressé de 2,3%.

En revanche, la production de matériel électrique et électronique s'est quasiment maintenue à son niveau de l'an 2000. La production de piles et celle de matériel d'éclairage ont enregistré des hausses respectives de 11,7% et de 1,3%, alors que des mouvements de repli ont été observés dans la plupart des autres sous-branches.

Quant à l'indice de la branche de machines et matériel d'équipement, en hausse de 10,3% un an auparavant, il a accusé une baisse de 1,9%, liée au

fléchissement enregistré dans la plupart des sous-branches, notamment celle de la production de machines pour le travail du bois et du métal.

Les matériaux de construction et la transformation du bois

En raison d'une demande soutenue, stimulée par la réalisation d'infrastructures routières et hôtelières, la mise en oeuvre des investissements du Fonds Hassan II pour le développement économique et social et la dynamique imprimée au programme de logement social, la production de matériaux de construction s'est sensiblement élargie cette année. En effet, la fabrication de ciments a atteint 8,1 millions de tonnes en 2001, en progression de 7,7% au regard de l'année précédente. Au demeurant, cette tendance est appelée à se poursuivre notamment avec la construction d'une nouvelle cimenterie à Tétouan. Quant à la production des agglomérés, elle a, à l'inverse, accusé une baisse de 2,2%.

Enfin, l'indice afférent à la branche du bois et des articles en bois s'est accru de 5,4%, par suite d'une expansion de 20,1% de la production de contre-plaqués et de 14,4% de celle de charpentes et de menuiserie du bâtiment, les autres activités ayant dans l'ensemble presque stagné.

LE TOURISME

Au terme de l'année 2001, le nombre de touristes a atteint, au niveau mondial, 689 millions, marquant une baisse annuelle d'environ 1%, qui succède, il est vrai, au taux de progression exceptionnel de 7% enregistré en l'an 2000. Le recul ainsi constaté, lié au ralentissement de l'activité économique au sein des grands marchés émetteurs, en particulier l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon, a été aggravé pour l'essentiel par les évènements survenus le 11 septembre aux Etats-Unis. En effet, après l'augmentation de 3% enregistrée de janvier à août comparativement à la même période de l'année précédente, les flux touristiques ont accusé durant les quatre derniers mois de l'an 2001 une chute de 11%. Cette contraction a touché à des degrés divers l'ensemble des régions

d'accueil, atteignant 30% au Moyen-Orient, 6% en Europe et 3,5% en Afrique. Le repli du tourisme s'est également traduit par une régression des activités qui lui sont directement liées, notamment le transport aérien.

Bien que le secteur touristique au Maroc, à l'instar de la plupart des autres pays du bassin méditerranéen, se soit senti de ce contexte international défavorable, il a toutefois été moins affecté par les événements du 11 septembre. Succédant à la hausse de 2,3% observée l'année précédente, le repli de l'effectif des touristes de séjour s'est, en effet, limité à 3,3% en l'an 2001, ce qui n'a pas manqué d'avoir un impact négatif sur le transport aérien, emprunté par plus de 70% des visiteurs. Cette diminution est imputable à la contraction de 23,1% observée durant les quatre derniers mois de cette année, qui contraste avec la progression de 6,2% enregistrée à fin août. S'agissant des recettes touristiques, chiffrées à 28,8 milliards de dirhams pour l'ensemble de l'année, elles ont connu une augmentation de 33,1% pour représenter l'équivalent de 7,5% du PIB et de 16,9% des recettes courantes de la balance des paiements.

Dans le cadre du renforcement des infrastructures touristiques, quelques établissements hôteliers ont été créés et plusieurs autres réaménagés durant l'année 2001 pour un investissement global de 1,2 milliard de dirhams, montant comparable à celui qui a été réalisé un an auparavant. De même, des conventions ont été signées entre l'Etat et des investisseurs étrangers pour la construction d'unités hôtelières, ainsi que pour l'aménagement de stations balnéaires, notamment dans les régions de Saïdia et d'Agadir.

Le flux touristique ⁽¹⁾

Les entrées de touristes étrangers ont accusé une baisse de 2% par rapport à l'année 2000, pour s'établir à 2,5 millions, dont plus de 8% sont des croisiè-

(1) Voir annexe statistique V-1

ristes. Le nombre de visiteurs européens, qui représentent plus de 80% du total des arrivées, a avoisiné les 2 millions, s'inscrivant en diminution de près de 3%. A l'exception notable des Français dont les entrées ont augmenté en un an de 3,2%, les autres grands marchés européens ont enregistré un recul, qui a atteint 13,7% pour l'Espagne, 13,2% pour l'Italie, 6,8% pour l'Allemagne et 1,2% pour le Royaume-Uni. De même, les arrivées en provenance de l'Amérique se sont réduites de 16,5% en un an.

En revanche, des résultats favorables ont pu être réalisés sur les marchés du monde arabe, notamment ceux du Moyen-Orient, qui ont augmenté globalement de 7,5%.

Compte tenu des arrivées des Marocains résidant à l'étranger, qui ont atteint près de 2 millions, en hausse de 10,4% d'une année à l'autre, le nombre global des touristes s'élève à 4,4 millions, marquant ainsi une hausse de 3,2% par rapport à l'année 2000.

L'activité hôtelière

L'infrastructure hôtelière regroupait, à fin 2001, environ 590 établissements classés, correspondant à une capacité d'accueil de plus de 97.000 lits. La fréquentation hôtelière, compte tenu du tourisme des résidents, s'est infléchie de 6%, en portant sur 12,7 millions de nuitées. Cette régression recouvre un accroissement de 5,7% des nuitées des nationaux, chiffrées à 2,4 millions, et un recul de 8,6% de celles des étrangers, qui ont atteint 10,3 millions. La durée moyenne de séjour de ces derniers s'est établie à 6,34 nuitées en 2001 au lieu de 7 nuitées l'année précédente. Aussi, le taux de fréquentation hôtelière est passé de 51,6% à 47,6% et se caractérise par d'importantes disparités d'une région à l'autre, s'établissant à près de 66% à Marrakech, 60% à Agadir, 37% à Tanger et 34% à Tétouan.

Les mesures adoptées ou envisagées pour promouvoir le tourisme reflètent la détermination des pouvoirs publics à ériger ce secteur en priorité économique afin de positionner le Maroc parmi les grandes destinations mondiales. Cette volonté s'est concrétisée par la signature en octobre 2001 de l'accord d'application du programme-cadre conclu en début d'année lors des assises du tourisme à Marrakech. Ce plan de développement du tourisme, qui prévoit un investissement de 30 milliards de dirhams, se fixe pour objectif, à l'horizon 2010, d'attirer dix millions de touristes. A cette fin, il est prévu de porter la capacité hôtelière à 230.000 lits et de repositionner la destination marocaine dans les créneaux balnéaires, qui représentent 80% de la demande mondiale de vacances. De même, les pouvoirs publics s'engagent à promouvoir la formation professionnelle, à subventionner l'achat de terrains à vocation touristique, à alléger la fiscalité et à ouvrir de nouvelles délégations du tourisme à l'étranger. Dans le cadre de ce programme, une attention particulière est également accordée à la politique des prix afin de faire face à la concurrence extérieure et de développer le tourisme intérieur. Enfin, dans le cadre de la professionnalisation des métiers, les règles d'organisation et de contrôle seront unifiées et élargies à l'ensemble des unités hôtelières.

LA DEMANDE

La demande finale des résidents, chiffrée à plus de 397 milliards de dirhams, a augmenté de 5,5%, faisant ressortir un déficit en ressources en biens et services de 14,1 milliards, soit 3,7% du PIB au lieu de 6,3% en l'an 2000 ⁽¹⁾.

La consommation

La consommation finale nationale, estimée à 309,6 milliards, a crû de 5,8%, au lieu de 4,3% un an auparavant, et sa part dans le PIB s'est élevée à près de 81%. Les dépenses des ménages en biens et services marchands ont augmenté de 4,5%, en liaison avec l'amélioration des revenus dans le monde rural et l'augmentation des salaires de certaines catégories de fonctionnaires, tandis que la consommation des services fournis par les administrations publiques s'est accrue de 10,2%.

L'investissement

La formation brute de capital fixe (FBCF), soutenue par l'augmentation des dépenses d'équipement de l'Etat ainsi que par les investissements réalisés notamment dans le secteur du tourisme, s'est maintenue à un montant de 85,3 milliards, laissant apparaître un taux d'investissement de 22,3% en 2001.

(1) Voir annexes statistiques I-5 à I-7

(En millions de dirhams)

Composantes de la formation brute de capital fixe	1998	1999	2000	2001	Variations en %	
					2000 1999	2001 2000
Matériel et outillage ..	39.401	43.542	42.519	40.010	- 2,3	- 5,9
Bâtiment	20.873	22.206	23.456	24.428	+ 5,6	+ 4,1
Travaux publics	11.915	12.583	15.559	16.861	+ 23,7	+ 8,4
Aménagement et plantations	2.376	2.415	2.582	2.740	+ 6,9	+ 6,1
Bétail	1.175	1.150	1.196	1.225	+ 4,0	+ 2,4
Formation brute de capital fixe (FBCF) ..	75.739	81.896	85.312	85.264	+ 4,2	- 0,1
FBCF/PIB (en %) ...	22,0	23,7	24,1	22,3	-	-

Les travaux publics, qui ont représenté en 2001 près d'un cinquième de la FBCF, ont connu une expansion de 8,4%, liée au renforcement des dépenses d'équipement de l'Etat dans le domaine des infrastructures de base, notamment pour la mobilisation des ressources en eau, l'extension du réseau routier et le désenclavement du monde rural. Le bâtiment a, quant à lui, marqué une hausse de 4,1%, attribuable à la construction de logements, notamment dans le cadre du programme de lutte contre l'habitat insalubre. Représentant près de la moitié des dépenses d'investissement, les acquisitions de matériel et outillages, qui avaient connu une progression notable en 1999 en liaison avec le développement des télécommunications, ont fléchi de 5,9% en 2001 pour s'établir à 40 milliards de dirhams.

Pour sa part, le revenu national brut disponible s'est accru de 12%, pour atteindre 415,7 milliards de dirhams, compte tenu des revenus et des transferts nets reçus de l'étranger, d'un montant de 32,8 milliards de dirhams, en expansion cette année de plus de 90%. Aussi, l'épargne nationale brute, d'un montant de 106 milliards, a-t-elle augmenté d'environ un tiers, permettant ainsi de couvrir la totalité des dépenses d'investissement, tandis que l'épargne intérieure s'est inscrite en hausse de 19,1% pour représenter une proportion de 19,1% du PIB, au lieu de 17,4% l'année précédente.

LES PRIX

La hausse des prix à la consommation, retracée à travers l'indice du coût de la vie, n'a pas dépassé 0,6% en 2001, au lieu de 1,9% un an auparavant et d'un taux annuel moyen de 1,4% au cours des cinq dernières années ⁽¹⁾.

Cette évolution globale est attribuable principalement aux fluctuations conjoncturelles des prix des produits alimentaires qui ont marqué en 2001 un recul de 1%, au lieu d'une hausse de 1,5% un an plus tôt. De leur côté, les prix des produits non alimentaires et des services ont enregistré une augmentation de 2% contre 2,2% l'année précédente. De même, s'inscrivant dans la tendance qui a prévalu depuis 1998, les prix pratiqués dans le secteur des industries manufacturières hors raffinage du pétrole ont marqué un léger repli, reflétant la baisse des coûts de production. Celle-ci est imputable à la relative stabilité des salaires et à la diminution des prix de l'énergie. Elle a également trouvé son origine dans le recul des coûts des matières premières importées, à la faveur d'une nouvelle réduction des droits de douane, le réaménagement du panier de cotation du dirham n'ayant pas pesé de manière significative sur les prix. La détente de ces derniers a, en outre, été favorisée par l'accentuation de la concurrence, dans un contexte marqué par le renforcement du dispositif réglementaire en la matière et par l'ouverture croissante de l'économie sur l'extérieur. En effet, la loi sur la liberté des prix et de la concurrence promulguée en 2000 est entrée en vigueur en juillet 2001. Elle définit les grands axes de la politique nationale dans ce domaine, en instituant un ensemble de mesures garantissant la transparence des relations commerciales ainsi que la protection et l'information des consommateurs.

(1) Voir annexes statistiques VI-1 et VI-2

L'indice du coût de la vie

L'indice du coût de la vie a fait apparaître en 2001 une hausse de 0,6% en moyenne annuelle, la plus faible depuis 1989, année retenue comme base 100 pour cet indicateur.

Comparativement au profil habituel, l'évolution de l'indice du coût de la vie au cours de l'année s'est caractérisée par des fluctuations saisonnières moins heurtées, à l'exception de la forte hausse intervenue en décembre, sous l'effet de la montée des prix des produits alimentaires et, plus particulièrement, du renchérissement de près d'un quart des légumes frais. Durant les trois premiers mois de 2001, les prix à la consommation ont ainsi marqué une détente sensible avant de s'inscrire en hausse en avril et mai. Au demeurant, le mouvement ascendant habituellement observé durant l'été, en relation avec l'afflux des touristes et des Marocains résidant à l'étranger, s'est révélé très modéré cette année.

Groupes de produits	Pondérations (en %)	Variations en % des indices annuels moyens du coût de la vie - base 100 en 1989			
		1999	2000	2001	Taux moyen des 5 dernières années (%)
Produits alimentaires	45,15	- 0,9	+1,5	-1,0	+0,3
dont : Viandes	10,26	- 1,7	- 5,4	+1,4	-0,9
Légumes frais.....	5,49	-11,1	+21,0	- 15,0	-1,7
Produits non alimentaires et services	54,85	+2,1	+2,2	+2,0	+2,3
- Habillement	7,48	+3,1	+2,4	+1,4	+2,9
- Habitation	12,48	+2,9	+1,7	+2,1	+2,1
- Equipement ménager...	5,31	+1,3	+0,2	+0,1	+1,2
- Soins médicaux	4,71	+1,2	+0,5	+1,4	+1,7
- Transport et communications.....	7,57	+1,7	+5,2	+2,6	+3,3
- Loisirs et culture	4,74	+1,3	+2,2	+3,6	+2,6
- Autres biens et services	12,55	+1,5	+2,1	+2,1	+2,1
Indice général	100	+0,7	+1,9	+ 0,6	+1,4

Les prix des produits alimentaires ont globalement fléchi cette année de 1%, après avoir augmenté de 1,5% en 2000. Cette évolution est attribuable à un recul de 15% des prix des légumes frais, qui s'étaient accrus de plus d'un cinquième un an auparavant, et à la diminution de 6,3% de ceux des poissons frais, liée principalement à une augmentation sensible de l'offre. Elle a également résulté du ralentissement du rythme d'accroissement des prix des corps gras, passé en un an de 6% à 3,5%, en relation notamment avec l'abaissement de 27,5% à 2,5% du droit d'importation sur les huiles alimentaires brutes, intervenu en novembre 2000 dans le cadre de la libéralisation de la filière oléagineuse.

En ce qui concerne les prix des produits non alimentaires et des services, ils se sont accrus de 2 %, au lieu de 2,2% en 2000 et de 2,3% en moyenne au cours des cinq dernières années. Cette décélération est attribuable en grande partie aux prix des transports et des communications, dont la hausse est passée en un an de 5,2% à 2,6%, du fait notamment de la diminution des tarifs des transports privés et de la réduction de ceux du téléphone fixe. Elle est également due au ralentissement de la hausse des prix des articles d'habillement et de ceux des équipements ménagers, sous l'effet principalement de l'accentuation de la concurrence. Les prix afférents à la rubrique "loisirs et culture" ont, en revanche, augmenté de 3,6% en 2001 au lieu de 2,2% l'année précédente, en raison surtout du relèvement de 5% des prix des manuels scolaires et de la majoration de 25% des prix de vente des quotidiens nationaux, intervenue en mars 2001.

L'indice des prix à la production

L'indice des prix à la production industrielle a fait apparaître une diminution de 1,8%, après la progression de 9,3% qui avait été enregistrée en l'an 2000 par suite essentiellement de la forte augmentation des prix pratiqués dans la branche "cokéfaction et raffinage".

Hors raffinage du pétrole, les prix des produits de l'industrie manufacturière ont fléchi globalement de 0,7%, reflétant une tendance à la baisse des coûts de production observée dans la quasi-totalité des branches.

Groupes de produits	Pondérations (en %)	Variations en % des indices moyens des prix à la production industrielle - base 100 en 1997			
		1999	2000	2001	Taux moyen sur trois ans (%)
Industries manufacturières hors raffinage du pétrole...	86,7	- 1,0	+0,2	- 0,7	- 0,5
dont :					
Industries alimentaires	28,9	- 1,1	- 0,1	- 0,6	- 0,8
Industries chimiques	13,3	- 2,1	+ 0,5	- 1,9	- 1,2
Industrie textile	6,5	+ 0,6	- 3,8	+ 0,3	- 1,0
Industrie de l'habillement ...	6,7	- 1,2	- 1,3	- 0,8	- 1,1
Raffinage du pétrole.....	13,3	+14,6	+78,8	- 6,6	+24,2
Indice général	100	+ 0,5	+ 9,3	- 1,8	+ 2,6

En effet, presque toutes les branches des industries manufacturières ont procédé à des réductions de prix, à l'exception notable de celle de "l'édition, imprimerie et reproduction", qui a connu une hausse de 4,6%. Les plus fortes baisses ont été observées notamment dans les compartiments du papier et carton et de l'industrie chimique, où les prix ont fléchi respectivement de 9% et de 1,9%. De même, dans la branche du raffinage du pétrole, les prix ont été réduits de 6,6%, après une augmentation de 78,8% en 2000.

L'EMPLOI

La population du Maroc en l'an 2001, estimée sur la base d'un taux d'accroissement démographique moyen de 1,6%, a atteint 29,2 millions d'habitants, en hausse de 465.000 par rapport à l'année précédente. La population âgée de 15 ans et plus a augmenté de 524.000 et s'est chiffrée à près de 20 millions. La population urbaine, qui représente près de 56% de la population totale, a augmenté de 459.000 en relation notamment avec l'exode des jeunes vers les villes, dont l'ampleur a toutefois été atténuée grâce au programme de lutte contre les effets de la sécheresse.

Selon les résultats de l'enquête nationale sur l'emploi ⁽¹⁾, la population active, en diminution de 55.000 en un an, s'est établie à 10,2 millions. La population active occupée est demeurée quasi stable, à 9 millions, dont 43,6% exercent dans les activités primaires, 19,7% dans le secteur secondaire et 36,7% dans les services. En revanche, le nombre de chômeurs a légèrement baissé en un an, de 1,4 à 1,3 million. Aussi, le taux de chômage, estimé à 12,5%, s'est-il inscrit en repli de 1,1 point de pourcentage, laissant apparaître une détente, enregistrée notamment en milieu urbain où ce taux est revenu de 21,5% à 19,5%. Le taux de chômage des diplômés, bien qu'en recul de 2,5 points, se situe encore à un niveau élevé, avec un taux de 25%.

Cette amélioration d'ensemble de la situation du marché du travail est attribuable au dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire, où les créations nettes d'emplois se sont chiffrées à 43.000 dans le bâtiment et les travaux publics, à 37.000 dans le commerce, à 20.000 dans les transports et communications et à 46.000 dans les autres services.

(1) Voir annexes statistiques VI-3 et VI-4

En ce qui concerne le monde rural, les mesures visant à lutter contre les effets de la sécheresse ont permis la création de 15 millions de journées de travail lors des deux premières phases du programme élaboré à cet effet. La troisième phase, lancée en juin 2001, a prévu, quant à elle, une enveloppe de 957 millions de dirhams destinée à stimuler l'investissement et la création d'emplois.

D'autres actions de promotion de l'emploi ont été poursuivies durant l'année 2001, notamment dans le cadre du programme de formation-insertion et de celui du soutien à l'initiative entrepreneuriale des jeunes. C'est ainsi que le dispositif "action-emploi", qui visait à créer annuellement 25.000 postes de travail sur une période de 4 ans, a permis d'insérer depuis sa mise en application plus de 66.000 jeunes diplômés, dont 500 durant le 1er semestre 2001, qui marque la fin de ce programme. Pour sa part, le plan de formation qualifiante, dispensée sur une période de 10 mois au profit de jeunes diplômés, a bénéficié à près de 1.600 personnes depuis son institution en septembre 1999. Lancé à cette même date, le programme d'appui à l'emploi indépendant a permis jusqu'en 2001 la création de 429 entreprises. Par ailleurs, les neuf associations exerçant l'activité de micro-crédit ont financé plus de 207.400 petits projets pour un montant global de 174 millions de dirhams.

Au plan institutionnel, l'année 2001 a été marquée par le démarrage effectif de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) dont le rôle est d'assurer, en tant qu'intermédiaire sur le marché du travail, une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emplois et de favoriser l'insertion des jeunes, notamment ceux qui disposent d'un diplôme.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC L'EXTÉRIEUR

Les échanges commerciaux se sont soldés en 2001 par un déficit comparable à celui de l'exercice précédent, et représentant 11,4% du PIB, au lieu de 12,3% en l'an 2000. Les recettes d'exportation se sont dans l'ensemble inscrites en hausse, à l'exception notable des ventes de crustacés, mollusques et coquillages, dont la production s'est sensiblement infléchie en relation notamment avec le repos biologique, ainsi que de celles de composants électroniques et de pâte à papier. Quant aux importations, elles ont bénéficié de la baisse des prix de nombre de produits sur les marchés internationaux, en particulier le pétrole, laquelle a atténué l'effet du renchérissement lié à la dépréciation de la monnaie nationale.

Les importations, d'un montant de 124,1 milliards de dirhams, ont marqué une hausse de 1,3%, après celle de 15,7% enregistrée en 2000. Cette décélération a résulté du repli des acquisitions d'avions et d'appareils de télécommunications, ainsi que de la stabilité de la facture énergétique, les autres achats à l'étranger ayant globalement augmenté. Arrêtées à 80,4 milliards de dirhams, les exportations se sont, quant à elles, accrues de 2%, au lieu de 7,1% l'année précédente. Cette progression est attribuable, notamment, aux ventes de phosphates et dérivés, ainsi que de biens finis de consommation.

En conséquence, le déficit commercial, qui s'était fortement creusé en 2000, s'est stabilisé à 43,6 milliards de dirhams, tandis que le taux de couverture des importations par les exportations, chiffré à 64,8%, s'est légèrement amélioré d'une année à l'autre ⁽¹⁾, comme il ressort du tableau ci-après :

(1) Voir annexes statistiques VII-1 à VII-4

En millions de dirhams	2000	2001	Variations en %
Importations C.A.F.	122.527	124.081	+ 1,3
Exportations F.O.B.....	78.827	80.440	+ 2,0
Solde.....	- 43.700	- 43.641	- 0,1
Taux de couverture (en %)	64,3	64,8	-

LES IMPORTATIONS

Chiffrées à 124,1 milliards de dirhams, les importations ont enregistré un accroissement de 1,3%, recouvrant une hausse des acquisitions de demi-produits, de denrées alimentaires et de biens de consommation et, à l'inverse, un repli des achats de produits bruts d'origine minérale et surtout de biens d'équipement. Quant à la facture énergétique, elle s'est maintenue à son niveau de l'année précédente.

Importations par catégorie de produits (en millions de dirhams)	2000	2001	Variations	
			Montants	En %
Alimentation, boissons et tabacs	14.210	15.348	+ 1.138	+ 8,0
Energie et lubrifiants	21.657	21.874	+ 217	+ 1,0
Produits bruts.....	8.055	7.646	- 409	- 5,1
Demi-produits (*)	24.365	26.387	+ 2.022	+ 8,3
Produits finis d'équipement	25.418	22.907	- 2.511	- 9,9
Produits finis de consommation	28.822	29.919	+ 1.097	+ 3,8
Total.....	122.527	124.081	+ 1.554	+ 1,3
(*) Y compris l'or industriel				

Les importations de produits alimentaires, dont les prix se sont généralement inscrits en hausse, ont atteint 15,3 milliards de dirhams, en augmentation de 8%. A elles seules, les acquisitions de céréales se sont accrues de 10,8%

Les produits
alimentaires

pour s'établir à 8,6 milliards de dirhams. Sur ce total, 6,2 milliards ont porté sur les achats de blé, qui ont progressé de 12,4%, pour un volume en baisse de 2,4%, à 33,6 millions de quintaux. Pour leur part, les acquisitions de sucre, chiffrées à 1,5 milliard de dirhams, ont marqué un accroissement de 5,3%, tandis que celles de produits laitiers sont passées, d'une année à l'autre, de 674 millions à 971 millions de dirhams, en élargissement de plus de 44%.

Les produits
énergétiques

Évaluée à 21,9 milliards de dirhams, la facture énergétique s'est maintenue à un niveau proche de celui enregistré en l'an 2000. Les acquisitions de pétrole brut, chiffrées à 14,5 milliards, ont diminué de 1,5% en relation avec la baisse du prix moyen du baril, le volume importé ayant augmenté de 5,9%. De même, les approvisionnements en produits pétroliers raffinés, pour une valeur de 4,7 milliards, se sont inscrits en léger retrait en dépit de l'accroissement des quantités importées, en particulier de gazole et de fioul. Pour leur part, les importations d'énergie électrique, d'un montant de 362 millions de dirhams, ont fléchi de près de moitié. En revanche, les achats de charbon se sont élevés à 2,3 milliards de dirhams et accrus de près de 60%, sous l'effet conjugué de l'augmentation des besoins des centrales thermiques et de la hausse des prix.

Les produits bruts

Les importations de produits bruts se sont établies à 7,6 milliards de dirhams, en diminution de 5,1%. Celle-ci est attribuable à la contraction des acquisitions de soufre et de bois bruts, revenues respectivement à 878 millions et 1,6 milliard de dirhams, au lieu de 1,3 milliard et 1,8 milliard un an auparavant. Les importations d'huiles végétales, chiffrées à 1,7 milliard de dirhams, ont à l'inverse augmenté de 12,4%.

Les demi-produits

Les approvisionnements en demi-produits, comptabilisés pour 26,4 milliards de dirhams, ont enregistré une progression de 8,3%, qui a concerné toutes les composantes de ce groupe de produits. En particulier, les importations de matières plastiques et de produits chimiques se sont élevées respectivement à 3,2 milliards et 3,7 milliards de dirhams et élargies de 11,6% et 7,1%,

tandis que celles de produits métallurgiques et sidérurgiques ont augmenté de 2,4% pour s'établir à 5,5 milliards de dirhams.

Les importations de biens d'équipement, chiffrées à 22,9 milliards de dirhams, se sont inscrites en baisse de 9,9%. Celle-ci est liée, en grande partie, à la contraction des achats d'avions ainsi que d'appareils électriques de téléphonie et d'émetteurs de télécommunications, qui s'étaient fortement accrus l'année précédente. Les acquisitions de machines et d'appareils divers, d'un montant de 4,7 milliards de dirhams, ont marqué, quant à elles, une hausse de 3,3%, tandis que celles de biens d'équipement agricole sont passées, d'une année à l'autre, de 724 millions à 888 millions de dirhams.

Les biens
d'équipement

Les importations de biens de consommation, effectuées pour un peu moins de la moitié dans le cadre de l'admission temporaire sans paiement, ont atteint 29,9 milliards de dirhams et progressé de 3,8%. A elles seules, les acquisitions de produits textiles, réalisées en majeure partie au titre de ce régime, se sont établies à 12,2 milliards de dirhams, en accroissement de 13,5%. De même, les achats de voitures de tourisme, de pièces détachées ainsi que de médicaments ont enregistré des hausses notables, pour s'élever respectivement à 2,1 milliards, à 1 milliard et à 1,7 milliard de dirhams.

Les biens de
consommation

LES EXPORTATIONS

Les recettes d'exportation ont augmenté de 2%, pour atteindre 80,4 milliards de dirhams. Les ventes de biens finis de consommation ainsi que de phosphates et dérivés, qui en représentent respectivement 39% et 17,5%, se sont accrues, alors que celles de biens d'équipement et de produits alimentaires se sont inscrites en baisse.

Exportations par catégorie de produits (en millions de dirhams)	2000	2001	Variations	
			Montants	En %
Alimentation, boissons et tabacs	16.751	16.185	- 566	- 3,4
Energie et lubrifiants	2.882	3.098	+ 216	+ 7,5
Produits bruts.....	7.569	7.542	- 27	- 0,4
Demi-produits (*).....	17.063	17.763	+ 700	+ 4,1
Produits finis d'équipement	4.809	4.460	- 349	- 7,3
Produits finis de consommation	29.753	31.392	+1.639	+ 5,5
Total	78.827	80.440	+1.613	+ 2,0
(*) Y compris l'or industriel				

Les produits
alimentaires

Les exportations de produits alimentaires, d'un montant de 16,2 milliards de dirhams, ont fléchi de 3,4%, consécutivement à la contraction de plus d'un quart des ventes de crustacés, mollusques et coquillages, revenues d'une année à l'autre de 6,7 milliards à près de 5 milliards de dirhams. En revanche, les exportations de primeurs ont progressé de 6,7%, tandis que les ventes de poissons frais et en conserves ainsi que celles de farine de poissons ont augmenté globalement de 20,8%, pour atteindre 4,3 milliards de dirhams.

Les produits bruts

D'un montant de 7,5 milliards de dirhams, les exportations de produits bruts se sont maintenues à leur niveau de l'an 2000. Alors que les ventes de phosphates, qui ont rapporté 4,7 milliards de dirhams, ont progressé de 13,5%, les livraisons des autres minerais ont fléchi de 8,9%, à 1,5 milliard de dirhams, et celles de pâte à papier et de liège ont diminué de plus de moitié.

Les demi-produits

Arrêtées à 17,8 milliards de dirhams, les exportations de demi-produits ont marqué une hausse de 4,1%, attribuable aux ventes d'engrais naturels et chimiques. Chiffrées à 4 milliards de dirhams, celles-ci se sont accrues de 17,1%, pour un volume en progression de 12,4%. Les exportations d'acide phosphorique ainsi que celles de transistors sont demeurées stables, respectivement à

5,4 milliards et 4,3 milliards de dirhams. Pour leur part, les recettes d'exportation de cuirs et peaux ont accusé une contraction de plus de 36%.

En s'établissant à 4,5 milliards de dirhams, les ventes de biens d'équipement, effectuées pour plus des neuf dixièmes sous le régime de l'admission temporaire, ont enregistré un fléchissement de 7,3%. Hormis les fils et câbles pour l'électricité, inscrits pour 2,5 milliards de dirhams et en expansion de 21,1%, les autres exportations, notamment de semi-conducteurs, ont généralement accusé des baisses plus ou moins sensibles.

Les biens
d'équipement

Les ventes de biens finis de consommation, réalisées presque en totalité dans le cadre du régime de l'admission temporaire, se sont élevées à 31,4 milliards de dirhams et accrues de 5,5%. Cette évolution a résulté, pour l'essentiel, du développement des exportations de vêtements confectionnés, passées de 16,2 milliards à 17,2 milliards de dirhams. Les ventes de chaussures, arrêtées à 1,3 milliard, et celles de tissus de fibres et de coton, à 680 millions de dirhams, ont progressé, pour leur part, respectivement de 14% et de 43,8%. Quant à la valeur des livraisons d'articles de bonneterie, elle s'est stabilisée à 8,9 milliards de dirhams, après avoir augmenté de 10,7% l'année précédente.

Les biens de
consommation

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES

Les échanges commerciaux demeurent concentrés sur l'Union européenne, pour près des trois quarts à l'exportation et pour 56,2% à l'importation. Chiffré à 11,1 milliards de dirhams, le déficit commercial envers les pays de l'Union a enregistré un allègement de 8%, par suite, d'une part, du recul des importations en provenance de la Suède, notamment celles d'appareils de télécommunications, et, d'autre part, de la progression des exportations vers les Pays-Bas et l'Espagne, qui constitue le deuxième client du Maroc. Chiffré à près de 8 milliards de dirhams, le déficit commercial vis-à-vis des autres pays

de l'Europe s'est creusé globalement de plus de moitié, en passant, à l'égard de la Russie en particulier, de 2 milliards à 3,5 milliards de dirhams.

Avec nos principaux fournisseurs de pétrole, l'Arabie Saoudite, l'Iraq et l'Iran, le solde déficitaire a porté sur un montant total de 12,3 milliards, en diminution de 11% d'une année à l'autre.

L'excédent des échanges avec l'Inde, qui reste la principale destination pour les ventes d'acide phosphorique, s'est établi à 2,1 milliards, au lieu de 2,7 milliards en 2000. De même, le surplus dégagé à l'égard du Japon, qui reçoit une large part des expéditions de crustacés, mollusques et coquillages, a fléchi de 940 millions à 152 millions de dirhams.

Quant au déficit commercial avec les Etats-Unis, d'un montant de 1,3 milliard de dirhams, il a baissé de plus des deux tiers, par suite du repli des importations, d'avions principalement. En revanche, le solde négatif vis-à-vis du Brésil est passé de 1,1 milliard à 2,1 milliards de dirhams, tandis que celui enregistré à l'égard du Canada est resté quasi stable, à 2,2 milliards de dirhams.

Les transactions commerciales ont fait ressortir avec l'Algérie un déficit de 2,1 milliards de dirhams, résultant des importations de gaz, tandis qu'elles ont dégagé avec l'ensemble des autres pays de l'Union du Maghreb Arabe un excédent de 150 millions de dirhams.

LES RELATIONS FINANCIÈRES AVEC L'ÉTRANGER

Les relations financières avec l'extérieur se sont caractérisées en 2001 par la réalisation de soldes excédentaires sans précédent, qui ont été dégagés au niveau aussi bien des transactions courantes que des opérations financières. En effet, les recettes du tourisme et surtout les transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger se sont accrus à un rythme exceptionnel. De même, les investissements étrangers, qui ont connu ces dernières années un développement sensible, ont enregistré en 2001 un essor remarquable à la faveur de l'ouverture du capital de Maroc Telecom. L'ensemble de ces résultats ont été acquis dans un contexte marqué par la poursuite des efforts de libéralisation de l'économie, comme en témoigne la mise en oeuvre, en mars 2001, de la deuxième tranche du démantèlement tarifaire dans le cadre de l'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne.

Par ailleurs, les autorités monétaires ont procédé en avril à un réaménagement du panier de cotation du dirham en vue de renforcer son ancrage à l'euro et de réduire ainsi l'impact exercé sur la monnaie nationale par la faiblesse persistante de cette devise vis-à-vis du dollar sur les marchés de change internationaux.

LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2001, la balance des paiements a fait apparaître un solde final excédentaire de 43,5 milliards de dirhams, venu renforcer considérablement les réserves de change, qui ont atteint l'équivalent de 11,7 mois d'importations de marchandises générales.

Les transactions courantes ont dégagé un surplus de 18,6 milliards de dirhams, ou 4,9% du PIB, attribuable à une progression d'un tiers des recettes

du tourisme et de plus de 60% des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger. Pour sa part, le déficit commercial a fléchi de 1,5%, tout en demeurant relativement élevé.

Dans le même temps, le compte de capital et d'opérations financières, qui s'était soldé par un déficit de 583 millions de dirhams en 2000, a dégagé cette année un excédent de 22,5 milliards, résultant des flux financiers en faveur du secteur privé, passés de 21,9 milliards à 37,7 milliards de dirhams, dont 33,1 milliards au titre des prêts et investissements. En raison à la fois de l'ampleur des remboursements de la dette et d'un moindre recours aux emprunts extérieurs, les sorties nettes afférentes au secteur public se sont, quant à elles, élevées à 12,2 milliards de dirhams en 2001 au lieu de 8,3 milliards un an auparavant ⁽¹⁾.

Soldes en millions de dirhams	1998	1999	2000	2001
A. Transactions courantes.....	-1.380	-1.637	-5.046	+18.642
Biens.....	-22.271	-23.998	-34.374	-33.842
dont marchandises générales.....	-30.008	-32.318	-44.629	-43.115
Services	+ 8.297	+10.905	+12.219	+21.615
dont voyages	+12.687	+14.673	+17.145	+24.827
Revenus	-9.926	-9.664	-9.271	-9.399
Transferts courants	+22.520	+21.120	+26.380	+40.268
B. Compte de capital et d'opérations financières	+ 2.218	+16.464	-583	+22.520
Capital.....	- 97	-83	-63	-101
Opérations financières	+ 2.315	+16.547	- 520	+22.621
Secteur privé	+ 5.377	+21.091	+7.557	+33.849
Secteur public	- 3.167	-4.298	-8.330	-12.162
Autres	+105	-246	+253	+934
C. Ecart statistique	+ 1.539	+ 1.238	+1.223	+2.329
Solde final	+2.377	+16.065	-4.406	+43.491

(1) Voir annexe statistique VIII-1

Les opérations courantes

Le déficit commercial en termes FOB, qui s'était accru de plus de 43% en 2000, a marqué une baisse de 1,5% pour s'établir à 33,8 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable aux échanges de marchandises générales dont le solde négatif, chiffré à 43,1 milliards, s'est réduit de 3,4%. Quant à la valeur ajoutée au titre des opérations réalisées dans le cadre du régime de l'admission temporaire sans paiement, elle a fléchi de 9%, à 9,2 milliards de dirhams, après avoir progressé de 23,8% en 2000.

Les biens

Le résultat excédentaire réalisé au niveau des services s'est élevé cette année à 21,6 milliards de dirhams et accru de plus de trois quarts, à la suite de l'expansion d'un tiers, ou 7,2 milliards, des recettes touristiques, qui ont atteint 28,8 milliards de dirhams. Compte tenu d'une baisse de 11,4% des dépenses en devises, qui se sont établies à 4 milliards, l'excédent de la balance des voyages est passé, en un an, de 17,1 milliards à 24,8 milliards de dirhams.

Les services

La rubrique des frais de transport a, pour sa part, fait apparaître un déficit de 1,4 milliard de dirhams, en diminution de 3%, tandis que les services d'assurances ont dégagé un solde négatif, au lieu d'un léger excédent en 2000. Quant aux autres services, ils ont au total enregistré un résultat déficitaire de 1,7 milliard contre 3,5 milliards de dirhams en l'an 2000.

Chiffré à 9,4 milliards de dirhams, le déficit résultant des opérations liées à la rémunération du capital s'est quasiment maintenu à son niveau de l'année précédente. Toutefois, cette stabilité recouvre une expansion de plus de moitié des dépenses au titre des revenus dont ont bénéficié les investisseurs privés étrangers, lesquelles ont atteint 4,5 milliards de dirhams, et un allègement de 7,3% des paiements d'intérêts de la dette publique, qui se sont établis à 8,5 milliards de dirhams. S'agissant des produits de placements publics à l'extérieur,

Les revenus

d'un montant de 3,5 milliards de dirhams, ils se sont inscrits en progression de plus d'un quart.

Les transferts
courants

Atteignant 36,9 milliards de dirhams, les transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger ont marqué une expansion de plus de 60%, qui a résulté en grande partie des opérations sur billets de banque, intervenues pour l'essentiel à la veille de l'entrée en vigueur de l'euro fiduciaire. Pour leur part, les recettes en devises au titre des pensions et autres allocations sociales sont passées de 3,2 milliards à 4 milliards de dirhams.

En ce qui concerne les transferts courants publics, réalisés principalement sous forme d'aides gouvernementales, les recettes se sont chiffrées à 734 millions de dirhams, tandis que les dépenses ont atteint 509 millions de dirhams, faisant ressortir un surplus de 225 millions contre 1,1 milliard en l'an 2000.

L'excédent des transferts courants s'est ainsi élevé globalement à 40,3 milliards, au lieu de 26,4 milliards de dirhams l'année précédente.

Le compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières, déficitaire de 583 millions de dirhams en 2000, a laissé apparaître cette année un excédent de 22,5 milliards de dirhams, qui trouve son origine dans le surplus inégalé jusque-là, de 33,8 milliards de dirhams, résultant des transactions financières des entreprises privées, celles du secteur public s'étant soldées par une sortie nette de 12,2 milliards de dirhams.

En effet, les apports en devises au profit du secteur privé se sont accrus de 15,8 milliards de dirhams pour atteindre 37,7 milliards, dont 33,1 milliards au titre des prêts et investissements. Ces derniers, constitués essentiellement d'investissements, à concurrence de 30,6 milliards, et de prêts et avances en

comptes courants, à hauteur de 2,2 milliards de dirhams, contre respectivement 2,8 milliards et 9,6 milliards un an auparavant, ont été destinés principalement au secteur des télécommunications, pour 26,4 milliards de dirhams. Dans ce total, un montant de 23,3 milliards a été généré par la cession de 35% du capital de Maroc Telecom à l'investissement privé étranger. D'autres secteurs d'activité ont également bénéficié de ces flux, notamment l'industrie et le commerce qui ont drainé respectivement près de 2,5 milliards et 1,1 milliard de dirhams. Les dépenses au titre des prêts et investissements, qui avaient porté en l'an 2000 sur un montant de 10,3 milliards de dirhams, en relation avec une opération de refinancement du deuxième opérateur GSM, se sont établies cette année à 3,9 milliards de dirhams.

Les financements extérieurs mobilisés par le Trésor et les établissements publics, d'un montant de 7,1 milliards de dirhams, ont enregistré une contraction de près d'un quart, qui a succédé à celle de 40% observée l'année précédente. Ce nouveau recul est imputable essentiellement aux crédits commerciaux, passés d'une année à l'autre de 2,5 milliards à 791 millions de dirhams, mais également aux prêts en devises, qui ont porté sur 6,2 milliards au lieu de 6,6 milliards de dirhams. Les ressources recueillies auprès des principaux bailleurs de fonds se sont, en effet, inscrites en diminution, à l'exception de celles consenties par la Banque européenne d'investissement, qui ont enregistré une expansion de près de moitié pour s'élever à 1 milliard de dirhams. C'est ainsi que les concours de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement accordés à l'appui des programmes de réforme économique et sociale se sont réduits respectivement de 53,1% et de 11,5%, en s'établissant à 683 millions et 1,2 milliard de dirhams.

En regard, les charges d'amortissement du capital de la dette extérieure publique, chiffrées à 19,2 milliards de dirhams, ont enregistré une hausse de 10,2%. Celle-ci est imputable en partie au démarrage des remboursements par le Trésor en 2001 de l'emprunt obligataire lancé en 1999 sur le marché financier international pour le rachat de dettes onéreuses, ainsi que du sixième accord de rééchelonnement conclu avec le Club de Paris. Elle a, dans une plus

grande mesure, résultat des opérations de conversion de la dette en investissements privés initiées avec la France et l'Espagne, pour une enveloppe globale de 1,2 milliard de dirhams.

Au total, les charges globales de la dette publique extérieure, aussi bien en capital qu'en intérêts, ont atteint 27,8 milliards de dirhams, soit 16,3% des recettes courantes, au lieu de 18,8% en l'an 2000.

LE MARCHÉ DES CHANGES

La cotation des devises

Afin de renforcer l'ancrage du dirham à l'euro et limiter ainsi sa volatilité vis-à-vis de la monnaie de notre principale zone d'échanges, les autorités monétaires ont procédé le 25 avril 2001 à un réaménagement du panier de cotation qui s'est traduit, à cette date, par une dépréciation du dirham de l'ordre de 5%.

Sur l'ensemble de l'année, le dirham s'est déprécié en moyenne de 6% vis-à-vis du dollar et de 3,1% et 1,1% par rapport respectivement à l'euro et à la livre sterling, alors qu'il s'est apprécié de 6,1% à l'égard du yen ⁽¹⁾. En définitive, le taux de change effectif du dirham a enregistré une dépréciation de 3,6% en valeur nominale et de 5,4% en termes réels.

(1) Voir annexes statistiques IX-1 et IX-2

Les opérations de change

L'activité des banques sur le marché des changes s'est caractérisée en l'an 2001, d'une part, par un repli des opérations de change au comptant et d'arbitrage de devises contre devises avec les correspondants étrangers et, d'autre part, par un accroissement sensible tant de leurs transactions à terme que de leurs dépôts auprès de la Banque centrale. Parallèlement, leurs positions de change, détenues pour l'essentiel en dollar américain et en euro, principales devises de règlement des transactions avec l'étranger, sont restées largement en deçà des ratios réglementaires.

Les opérations interbancaires d'achat et de vente au comptant de devises contre dirhams se sont établies, en moyenne mensuelle, à 1,5 milliard de dirhams au lieu de 1,6 milliard en 2000. A ce niveau, elles ont représenté 7,3% des transactions effectuées avec la clientèle.

Les opérations de même nature réalisées par les banques avec Bank Al-Maghrib sont demeurées limitées et ont porté presque exclusivement sur des achats de devises, qui se sont établis en moyenne mensuelle à 255 millions de dirhams, au lieu de 967 millions un an auparavant. En effet, en vue notamment de faire face à leurs engagements de change à terme, les banques ont préféré placer leurs excédents de trésorerie sous forme de dépôts auprès de la Banque centrale. Ces derniers ont ainsi plus que doublé d'une année à l'autre, atteignant, en moyenne des fins de mois, près de 3,8 milliards de dirhams.

S'agissant des arbitrages de devises contre devises initiés par les banques avec leurs correspondants étrangers, qui ont cette année encore porté pour plus des neuf dixièmes sur le dollar et l'euro, ils ont connu une tendance baissière tout au long de l'année, s'établissant en moyenne mensuelle à 10,1 milliards de dirhams, au lieu de 11,9 milliards en 2000. Cette évolution s'explique par l'attitude prudente adoptée par les banques dans leur gestion du risque de change, en particulier après les événements du 11 septembre.

En revanche, les engagements de change à terme des banques ont de nouveau sensiblement augmenté, pour atteindre, en moyenne des fins de mois, 7,1 milliards de dirhams au lieu de 4,7 milliards en l'an 2000. Cette progression d'ensemble est attribuable essentiellement à l'accroissement de 70% des opérations de couverture des importations, qui ont atteint 5,4 milliards, celles destinées à faire face au risque de change encouru par les exportateurs n'ayant connu qu'un léger accroissement, en passant de 1,5 milliard à 1,7 milliard de dirhams.

Les opérations de prêts et emprunts

Sur la base des moyennes des fins de mois, l'encours des prêts et emprunts interbancaires en devises est demeuré stable, à 951 millions de dirhams.

LES FINANCES PUBLIQUES

La politique adoptée dans le domaine des finances publiques est restée axée sur l'amélioration de l'efficacité du système fiscal et la rationalisation des dépenses. Au niveau des réalisations, la situation du Trésor a été confortée cette année par les recettes substantielles procurées par l'ouverture de 35% du capital de Maroc Telecom. L'Etat a pu ainsi ramener le déficit budgétaire à moins de 3% du PIB tout en augmentant les dépenses d'équipement, qui ont été renforcées par ailleurs par celles du Fonds Hassan II pour le développement économique et social. De même, les interventions à caractère social ont été soutenues par les dotations au titre du programme de lutte contre les effets de la sécheresse et des subventions des prix à la consommation. L'Etat a, en outre, procédé à la régularisation de la situation de certaines catégories de fonctionnaires en application des accords conclus dans le cadre du dialogue social et a pu engager des actions de restructuration en faveur de certains organismes publics.

Les dispositions fiscales contenues dans la loi de finances pour l'année 2001 visent à stimuler l'investissement privé à travers des baisses des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des droits d'enregistrement en faveur du secteur touristique, l'exonération de certains secteurs sociaux de la TVA et l'extension de la durée de l'exonération fiscale des agriculteurs jusqu'en l'an 2010. De même, il a été décidé d'abaisser de 500 millions à 200 millions de dirhams le montant minimum des programmes d'investissement ouvrant droit à la conclusion de conventions avec l'Etat en vue de l'obtention d'avantages spécifiques. La loi de finances a également prévu des réductions des droits de douane dans le cadre de la poursuite du processus de démantèlement tarifaire. De même, et afin de contribuer au développement du marché des capitaux, un

abattement sur l'IS a été accordé jusqu'en 2003 aux entreprises lors de leur introduction en bourse, à concurrence de 50% ou 25% selon que celle-ci s'accompagne ou non d'une augmentation de capital ⁽¹⁾.

L'EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES 2001

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2001, qui marque le retour à un exercice budgétaire couvrant l'année civile, a bénéficié de l'impact favorable découlant des recettes de privatisation, qui ont permis, en un an, de ramener le déficit budgétaire de 5,9% du PIB à 2,7%, niveau en deçà de la limite de 3% fixée initialement.

Les recettes ordinaires, y compris celles découlant de la cession de 35% du capital de Maroc Telecom, ont en effet enregistré une progression de 25,8 milliards de dirhams ou 27,8%, dépassant largement l'augmentation de 6,9 milliards ou 8,1% qu'ont connue les dépenses courantes. Aussi, l'excédent du budget ordinaire, passé de 7,3 milliards à 26,2 milliards, a-t-il permis de couvrir la totalité des dépenses d'investissement de l'Etat, chiffrées à 21,3 milliards de dirhams.

Les ressources ordinaires du Trésor

Les ressources ordinaires du Trésor ont atteint 118,7 milliards de dirhams, enregistrant par rapport à l'année précédente une expansion de 27,8%, attribuable pour l'essentiel aux recettes non fiscales, qui ont plus que quadruplé

(1) Voir annexes statistiques X-1 à X-4

pour atteindre 31,8 milliards de dirhams consécutivement à l'ouverture du capital de Maroc Telecom. Les autres recettes non fiscales se sont également inscrites en hausse, à l'exception de celles des monopoles, qui ont fléchi de 7,2% pour s'établir à 4,9 milliards de dirhams.

Pour leur part, les recettes fiscales, chiffrées à près de 84 milliards de dirhams, se sont accrues de 4,4% en dépit de la baisse des droits de douane et des différents allègements consentis en faveur de certains secteurs au titre de l'IS et de l'impôt général sur le revenu (IGR). Les rentrées d'impôts directs se sont élevées à 27,9 milliards de dirhams, en hausse de 4%. Celle-ci a résulté des recettes procurées par l'IS, qui ont progressé de 6,9% pour s'élever à 10,8 milliards de dirhams. Elle est imputable dans une moindre mesure à l'augmentation de 4,7% enregistrée par les impôts sur le revenu dans leur ensemble.

S'agissant des impôts indirects, d'un montant de 39,2 milliards de dirhams, ils ont marqué une progression de 6,9%. Dans cet ensemble, les recettes de la TVA ont augmenté de 8,5% pour s'établir à 23,3 milliards de dirhams, dont 12,8 milliards afférents aux importations. De même, les taxes intérieures de consommation, qui se sont chiffrées à 15,9 milliards, se sont accrues de 4,6% par suite de la hausse de 5% des recettes provenant des prélèvements sur les produits énergétiques, évaluées à 9,2 milliards de dirhams. Les droits de douane ont, à l'inverse, baissé de 3,6% en liaison avec l'entrée en vigueur, depuis le début du mois de mars 2001, de la deuxième tranche du démantèlement tarifaire, et du fait également de la réduction de 27,5% à 2,5% du droit d'importation sur les huiles alimentaires brutes, dans le cadre de la libéralisation de la filière oléagineuse entrée en vigueur en novembre 2000. Les droits d'enregistrement et de timbre, ont, pour leur part, rapporté 4,5 milliards de dirhams, au lieu de 4,2 milliards l'exercice précédent.

Les dépenses du Trésor

Les charges budgétaires ont atteint 129,1 milliards de dirhams, enregistrant une hausse de 15,4 milliards ou 13,6% imputable aux dépenses tant courantes que d'investissement.

Les dépenses ordinaires se sont accrues de 8,1% pour s'établir à 92,5 milliards de dirhams, dont 48 milliards de dirhams au titre des charges du personnel. Ces dernières ont augmenté de 12,9% en raison des régularisations opérées en vue de la revalorisation des traitements de certaines catégories de fonctionnaires, dans le cadre du dialogue social engagé en 1996. Quant aux dépenses en intérêts de la dette publique, d'un montant de 18,8 milliards de dirhams, elles ont enregistré une légère augmentation, imputable aux charges de la dette intérieure, passées de 12,3 à 12,9 milliards de dirhams, le service en intérêts de la dette extérieure ayant, à l'inverse, diminué de 6,3% pour s'établir à 5,9 milliards. Dans le même temps, les subventions du Trésor au titre de la compensation, chiffrées à près de 7,2 milliards de dirhams, se sont réduites de 414 millions de dirhams ou 5,4%.

Les dépenses d'investissement ont, pour leur part, connu une hausse de 10,4% pour atteindre 21,3 milliards de dirhams. Compte tenu, par ailleurs, des opérations des comptes spéciaux du Trésor, dont les versements au Fonds Hassan II pour le développement économique et social, le déficit budgétaire s'est établi à 10,4 milliards de dirhams, au lieu de 20,8 milliards un an auparavant. Toutefois, si en l'an 2000 le Trésor avait été amené, du fait du retard pris dans l'ouverture du capital de Maroc Telecom, à constituer des arriérés de paiement à hauteur de 12 milliards de dirhams, il a, au contraire, procédé cette année à l'apurement de ces arriérés, pour un montant de 8,8 milliards de dirhams. Aussi, le besoin de financement est-il passé en un an de 8,7 milliards à 19,2 milliards de dirhams.

LE FINANCEMENT DU DÉFICIT DU TRÉSOR

Afin de faire face à son besoin de financement ainsi qu'à des sorties nettes de 9,8 milliards de dirhams au titre de la dette extérieure, le Trésor a, à l'instar des dernières années, accru ses recours nets au financement intérieur, les portant à 29 milliards de dirhams, au lieu de 15 milliards en l'an 2000.

En millions de dirhams	Année** 2000	Année 2001
Recettes ordinaires	92.877	118.703
Recettes fiscales	80.473	83.988
Recettes non fiscales	7.403	31.796
Recettes de certains comptes spéciaux du Trésor	5.001	2.919
Dépenses ordinaires	85.544	92.502
dont intérêts de la dette publique.....	(18.620)	(18.754)
Solde ordinaire	7.333	26.201
Dépenses d'équipement	19.249	21.253
Solde des comptes spéciaux	- 6.958	-4.692
Fonds Hassan II	1.902	10.613
Excédent ou déficit global	-20.776	-10.357
Variation des arriérés	+12.059	-8.796
Déficit de caisse	- 8.717	-19.153
Financement net	8.717	19.153
Financement extérieur	-6.319	-9.798
Tirages	5.729	3.405
Remboursements	-12.048	-13.203
Financement intérieur	15.036	28.951
Financement bancaire	8.678	-7.795
- Bank Al-Maghrib (*).....	1.866	-19.227 (1)
- Banques	6.812	11.432
Financement non bancaire	6.358	36.746
- marché des capitaux	1.753	18.860
- Dépôts à caractère monétaire.....	461	113
- Autres dépôts	4.144	17.773 (1)
(*) Non compris les chèques pris à l'escompte.		
(**) Chiffres rectifiés.		
(1) Dont 10 milliards de dirhams de placements effectués par le Trésor au titre du compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.		

Le financement extérieur

Les mouvements de capitaux avec l'étranger se sont soldés par des sorties nettes de 9,8 milliards de dirhams, au lieu de 6,3 milliards en l'an 2000, poursuivant ainsi le mouvement de désengagement de l'Etat vis-à-vis de l'extérieur.

En effet, les concours extérieurs dont a bénéficié le Trésor se sont établis à 3,4 milliards de dirhams, en diminution de 40,6%. Ces apports de fonds ont été fournis par la Banque africaine de développement à hauteur de 843 millions et par le Fonds monétaire arabe pour un montant identique. La Banque mondiale et la France ont, pour leur part, accordé des prêts s'élevant respectivement à 551 millions et 243 millions de dirhams.

En regard, les remboursements de la dette extérieure se sont accrus de 9,6% pour atteindre 13,2 milliards de dirhams, dont 1,2 milliard au titre des opérations de conversion de la dette en investissements privés.

Le financement intérieur

Le recours net au financement intérieur a quasiment doublé en 2001, en totalisant 29 milliards de dirhams. D'une part, le Trésor s'est désendetté à l'égard de la Banque centrale, notamment en remboursant la facilité de caisse, et a constitué auprès d'elle un dépôt de 10 milliards de dirhams au titre du compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social. D'autre part, le Trésor a fortement accru ses recours nets au marché des capitaux, qui ont ainsi dépassé les 30 milliards de dirhams. Sur ce total, le montant net recueilli au titre des émissions par adjudications a représenté 26,7 milliards, dont 13,2 milliards souscrits par les banques, 9,5 milliards par les sociétés d'assurance et les organismes de prévoyance et 4,7 milliards par les OPCVM et les sociétés de bourse. Les souscriptions nettes à l'émission permanente de bons à six mois se sont, pour leur part, accrues de 5,4 milliards de dirhams.

LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE

La dette publique intérieure a augmenté de 11,6% pour s'établir, à fin décembre 2001, à environ 182 milliards de dirhams ou 62% de l'endettement global. Les emprunts contractés par suite de l'émission de bons par voie d'adjudication ou à guichet ouvert, qui se sont établis respectivement à 143 milliards et à 9,4 milliards, ont fortement augmenté, alors que les montants afférents aux autres instruments de la dette se sont inscrits en baisse. Par catégorie de créancier, le portefeuille d'effets publics des banques s'est élevé à 72,3 milliards de dirhams et celui des investisseurs institutionnels à 83 milliards de dirhams.

En recul continu depuis 1993, la dette extérieure s'est établie à 111,5 milliards de dirhams, au lieu de 118,7 milliards en 2000, et sa part dans l'endettement global a diminué, en un an, de 41% à 38%.

En définitive, l'encours de la dette publique totale est passé de 291 milliards de dirhams en l'an 2000 à 293 milliards en 2001, représentant ainsi l'équivalent respectivement de 82,2% et 76,5% du PIB.

LA MONNAIE

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

A l'instar des dernières années, la politique monétaire a continué d'œuvrer, en 2001, pour la consolidation de la stabilité des prix et la création de conditions favorables à une croissance économique soutenue. Dans les limites compatibles avec cet objectif, elle a également tenu compte des retombées que l'ouverture du capital de Maroc Telecom devait avoir tant sur le compte extérieur que sur les finances publiques et, partant, sur l'évolution monétaire et la liquidité du marché. Dans ces conditions, l'objectif monétaire, arrêté de manière concertée, a été fixé à un niveau optimal, et une nouvelle impulsion a été donnée au mouvement de baisse maîtrisée des taux d'intérêt.

En effet, la conciliation de l'objectif monétaire avec d'importantes entrées de devises et un financement sans restriction de l'activité économique a été rendue possible par une réduction des recours du Trésor au financement bancaire. Ainsi, la norme de progression monétaire a été fixée pour l'année 2001, par référence à l'agrégat M1, dans une fourchette de 9% à 10%, sur la base d'un taux de croissance escompté de 8% du PIB et d'une hausse des prix dans la limite de 2,5%.

En vue de favoriser l'assouplissement des conditions de financement de l'économie, Bank Al-Maghrib a, dès le 21 mars 2001 puis de nouveau le 8 novembre de la même année, abaissé, au total, de 75 points de base le taux de ses avances aux banques à 7 jours sur appels d'offres et de 125 points de base celui des avances à 5 jours, les ramenant respectivement à 4,25% et à 5,25%. Elle a ainsi réduit la marge entre les taux directeurs de 150 points de base à 100 points de base, afin de limiter la volatilité du taux interbancaire et de lui conférer davantage de pertinence en tant qu'indicateur auquel se réfèrent les opérateurs pour leurs prises de décisions.

Parallèlement, Bank Al-Maghrib, en fonction des objectifs retenus et de l'évolution de la liquidité bancaire, a modulé le volume de ses avances aux banques et procédé à des opérations d'open market et à des reprises de liquidités. Ce faisant, elle a visé à maintenir le taux du marché interbancaire à l'intérieur de la bande délimitée par le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres et celui des avances à 5 jours. Toutefois, lorsque les banques ne recourent plus au refinancement de Bank Al-Maghrib, le taux des reprises de liquidités devient de fait le taux directeur plancher⁽¹⁾.

LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Les instruments de la politique monétaire mis en place par Bank Al-Maghrib n'ont pas fait l'objet de réaménagement majeur en 2001, à l'exception du ratio de la réserve monétaire, dont le mode de calcul a été modifié en vue de son adaptation au contexte d'abondance de liquidités qui a caractérisé cet exercice.

Il convient de rappeler qu'après l'épuisement des liquidités excédentaires générées par l'attribution de la deuxième licence du GSM en août 1999, Bank Al-Maghrib avait rétabli, à compter du 22 mai 2000, les modalités de constitution de la réserve monétaire en moyenne des soldes créditeurs des comptes des banques au cours d'une période de référence d'un mois. Outre la souplesse qu'il confère à la gestion des trésoreries bancaires, ce mode de calcul contribue, en effet, à limiter la volatilité des taux sur le marché interbancaire ainsi que celle des interventions de la Banque centrale.

Comme le marché était redevenu " hors-banque", sous l'effet de l'abondance des liquidités résultant de l'ampleur des entrées de devises enregistrées cette année, Bank Al-Maghrib a dû imposer provisoirement aux banques, à partir

(1) Voir annexes statistiques XI-1 à XI-13

du 12 septembre 2001, de respecter en permanence le coefficient de la réserve monétaire et ce, afin de limiter l'effet des fluctuations des dépôts constitués à ce titre sur la régulation du marché monétaire.

LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La persistance du resserrement qui avait caractérisé les trésoreries bancaires au cours des derniers mois de l'année précédente jusqu'à la troisième semaine de février 2001 a amené Bank Al-Maghrib à accroître de 1,8 milliard ses avances aux banques, en les portant à 9 milliards de dirhams au 20 février. La Banque centrale a, en outre, injecté des liquidités de près de 1 milliard, en achetant des bons du Trésor sur le marché secondaire. Dans ces conditions, le taux du marché interbancaire, bien que soumis à de fortes pressions, n'a pas dépassé le seuil de 6,5%, qui correspondait au taux directeur plafond.

Sous l'effet du flux important de devises généré par l'ouverture du capital de Maroc Telecom, les trésoreries bancaires sont devenues excédentaires à partir du 21 février 2001. Une partie importante des liquidités induites par ce flux a été résorbée, par suite du remboursement par le Trésor de la facilité de caisse consentie par Bank Al-Maghrib et de la constitution auprès de cette dernière d'un dépôt pour le compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social. Dans le but de prévenir la chute du taux interbancaire du fait de la persistance des excédents de liquidités, Bank Al-Maghrib a, d'une part, graduellement réduit ses avances aux banques jusqu'à la mi-mai où elle a cessé d'alimenter le marché et, d'autre part, cédé, en avril et mai, sur le marché secondaire, la quasi-totalité de son portefeuille de bons du Trésor, pour environ 2,3 milliards. Bank Al-Maghrib a en outre procédé, notamment vers la fin des périodes de constitution de la réserve monétaire, à des reprises de liquidités, pour des montants qui ont atteint 2,3 milliards au maximum et à des taux variant entre 4% et 4,75%. Aussi, le taux du marché interbancaire s'est-il généralement maintenu à un niveau proche de celui des avances à 7 jours sur appels d'offres.

Constatant que les investisseurs anticipaient une orientation à la hausse des taux d'intérêt et concentraient leurs offres sur les courtes durées, alors que le Trésor manifestait des besoins en ressources longues, Bank Al-maghrib a cherché à favoriser une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de fonds sur le marché monétaire afin de canaliser les excédents de liquidités vers le Trésor. Elle a ainsi cessé ses opérations de reprises de liquidités le 15 juin, laissant délibérément le taux du marché interbancaire se détendre pour s'inscrire au-dessous du taux des avances à 7 jours sur appels d'offres. Pour limiter la chute de ce taux, tombé à moins de 2,45% le 11 juillet, Bank Al-Maghrib a cédé, le 12 juillet, le reliquat du portefeuille de bons du Trésor dont elle disposait et procédé de nouveau à des reprises de liquidités, à hauteur de 1 milliard. Le taux interbancaire s'est, en conséquence, redressé progressivement pour se situer au-dessus du taux des reprises de liquidités.

Au cours de la dernière décade de juillet et la première moitié d'août, les taux pratiqués sur le marché monétaire ont même connu une certaine tension en raison de l'impact restrictif exercé sur les trésoreries bancaires du fait de l'élargissement saisonnier de la circulation fiduciaire. Le taux interbancaire a ainsi atteint, le 25 juillet, près de 6%, niveau supérieur au taux des avances à 5 jours. Dans ces conditions, Bank Al-Maghrib, qui s'était abstenue d'alimenter le marché monétaire pendant dix semaines consécutives, a injecté, lors de l'appel d'offres du 25 juillet, des liquidités à hauteur de 2,8 milliards, montant qu'elle a porté à 4,2 milliards la semaine suivante. De ce fait, le taux du marché interbancaire a connu une certaine détente, se stabilisant à environ 5%.

Les trésoreries bancaires sont redevenues excédentaires de la mi-août jusqu'à la fin de l'année, sous l'effet conjugué du reflux de la circulation fiduciaire, de la consolidation des réserves de change et de la reprise des recours du Trésor à la Banque centrale. Aussi, celle-ci a-t-elle réduit à 3 milliards, puis à 500 millions, ses avances aux banques par le biais des appels d'offres, avant de les suspendre, de nouveau, à partir du 23 août. Pour éponger les excédents de liquidités résiduels, elle a dû recourir de façon permanente, à compter du 31 août, à des reprises de liquidités au taux de 4%, ramené par la suite à 3,5%, puis à 3% à partir du 14 septembre et ce, pour des montants dont le maximum a

atteint 5 milliards au début du mois d'octobre. Le taux du marché interbancaire s'est, dans ces conditions, stabilisé au-dessus de celui des reprises de liquidités, devenu de fait le taux directeur plancher.

LES RÉSULTATS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Sur l'ensemble de l'année 2001, le taux du marché interbancaire s'est établi en moyenne quotidienne à 4,44%, en repli de 97 points de base par rapport à celui enregistré au titre de l'exercice précédent. Cette évolution s'est traduite, d'une fin d'année à l'autre, par une nette décreue des taux créditeurs, illustrée par une baisse, de 38 points de base, du taux de rémunération moyen pondéré des dépôts bancaires à 6 et 12 mois. Elle s'est, en outre, accompagnée d'une diminution, de 10 à 169 points de base, des taux offerts sur les bons du Trésor émis par adjudication. Pour leur part, les taux de rémunération des dépôts en comptes sur carnets auprès des banques et en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale, indexés sur les taux des bons du Trésor au cours du semestre précédent, ont été réduits, pour la période de juillet à décembre 2001, respectivement à 4,72% au minimum et à 3,75%, en baisse de 39 et 20 points de base. Quant aux taux d'émission des certificats de dépôt et des bons des sociétés de financement, ils ont, dans l'ensemble, été orientés à la baisse, quoique de manière moins marquée.

S'agissant des conditions débitrices, le taux moyen pondéré du crédit a connu une nouvelle décreue, de 26 points de base, revenant, entre le premier et le second semestre 2001, de 9,13% à 8,87%. Cette baisse, intervenue alors que les taux maximums pratiqués sont restés généralement inchangés, à 13,25%, témoigne du fait que les banques appliquent à leurs meilleurs clients des taux proches des taux de base. Le reste de la clientèle se voit, en revanche, appliquer des taux incluant, en plus du taux de base, une prime de risque pouvant atteindre des niveaux élevés.

Pour ce qui a trait à l'objectif quantitatif, l'agrégat de monnaie M1 a enregistré, en glissement annuel, une progression chiffrée à 15,9%. Le dépassement

de la norme monétaire, fixée entre 9% et 10% au début de l'exercice 2001, trouve son origine exclusivement dans les flux nets de devises, qui se sont avérés près de deux fois et demie plus importants que prévu. Ces entrées de fonds ont résulté, en plus de l'ouverture du capital de Maroc Telecom, de l'accroissement exceptionnel des recettes du tourisme et surtout des rapatriements de fonds par les Marocains résidant à l'étranger. Le crédit intérieur à caractère monétaire s'est, quant à lui, inscrit en légère baisse. Dans le même temps, les agrégats de placements liquides, considérés globalement, se sont renforcés de 28,9%. Au total, les liquidités de l'économie, constituées de M3 et de l'ensemble des agrégats de placements liquides, se sont élargies de 10% en moyenne, au lieu de 5,7% au cours de l'année précédente.

Bien que le développement des liquidités se soit révélé plus fort que le rythme de croissance du PIB à prix courants, estimé à 8,1%, il apparaît somme toute raisonnable compte tenu de l'ampleur des entrées de devises enregistrées cette année. Au demeurant, l'affectation d'une partie des liquidités créées en 2001 à la constitution d'encaisses, plutôt qu'au financement de dépenses additionnelles, a contribué à la stabilité des prix. En effet, la hausse de l'indice du coût de la vie n'a pas dépassé 0,6% en 2001 par suite, il est vrai, de l'évolution favorable de certains facteurs, tels que l'accentuation de la concurrence, la baisse des prix des produits alimentaires, la poursuite du démantèlement tarifaire et le tassement des prix à l'importation, notamment ceux du pétrole.

Le degré de transmission des impulsions de la politique monétaire reste toutefois tributaire du comportement des banques, qui ont tendance, dans un contexte d'orientation à la baisse des taux d'intérêt, à répercuter sans délai les réductions des taux directeurs sur les conditions créditrices et à se montrer moins réactives quand il s'agit de les traduire en diminutions des taux débiteurs. En tout état de cause, les entreprises gagneraient à tirer parti des possibilités d'arbitrage entre les recours au crédit et au marché des capitaux et, pour les plus vulnérables d'entre elles, à prendre les dispositions nécessaires pour se mettre à niveau et à bénéficier des divers mécanismes de garantie mis en place par les pouvoirs publics.

LES AGRÉGATS DE MONNAIE ⁽¹⁾

L'agrégat de monnaie M3, qui représente la masse monétaire au sens large, s'est établi à fin décembre 2001 à 334 milliards, enregistrant une progression de 41,2 milliards ou 14,1%, plus rapide que celle de 8,4% constatée à l'issue de l'exercice précédent. Cette évolution recouvre un élargissement de l'agrégat M1 de 15,9% , contre 8,2% en 2000, lui-même attribuable à un accroissement de la circulation fiduciaire de 13,5%, au lieu de 2,6%, et de la monnaie scripturale de 17%, au lieu de 11,1%. Pour leur part, les comptes d'épargne et les dépôts à terme ont connu des hausses respectives de 12,3% et 10,5%, plus fortes que celles de 6,6% et 9,9% observées un an auparavant.

Dans le même temps, les agrégats de placements liquides (PL), considérés globalement, se sont élargis de 28,9%, alors qu'ils avaient accusé une contraction de 30,5% à l'issue de l'an 2000. Ce renforcement tient aux agrégats PL1 et PL2, qui ont augmenté respectivement de 41,9% et de 34,5%, l'agrégat PL3 ayant subi un nouveau repli, de près de 40%.

Au niveau des contreparties de M3, l'évolution des agrégats de monnaie, d'une fin d'année à l'autre, a résulté d'une expansion des avoirs extérieurs nets de 47,3 milliards de dirhams ou 86,4%. Le crédit intérieur à caractère monétaire, qui représente la contrepartie interne de la création monétaire, s'est quant à lui inscrit en légère baisse sous l'effet conjugué d'une diminution de 8,8% des créances sur l'Etat et d'une augmentation modérée des concours à l'économie, de 4,3%.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des différents agrégats de monnaie :

(1) Voir annexes statistiques XII-1 à XII-15

En millions de dirhams	Fin décembre 1999	Fin décembre 2000		Fin décembre 2001	
	Montants	Montants	Variations en %	Montants	Variations en %
- Monnaie fiduciaire	56.713	58.169	+ 2,6	66.025	+ 13,5
- Monnaie scripturale	110.815	123.094	+ 11,1	144.079	+ 17,0
Agrégat M1	167.528	181.263	+ 8,2	210.104	+ 15,9
- Placements à vue (M2-M1)...	33.069	35.240	+ 6,6	39.582	+ 12,3
Agrégat M2	200.597	216.503	+ 7,9	249.686	+ 15,3
- Placements à terme (M3-M2)	69.389	76.281	+ 9,9	84.294	+ 10,5
Agrégat M3	269.986	292.784	+ 8,4	333.980	+ 14,1

L'agrégat M1

L'agrégat M1, composé de la monnaie fiduciaire en circulation et de la monnaie scripturale, a sensiblement fléchi en janvier avant de s'orienter à la hausse durant le reste de l'année, à l'exception des mois d'avril et de septembre au cours desquels il s'est inscrit en baisse. A la fin de l'année 2001, il s'est établi à 210 milliards, marquant une progression de 28,9 milliards ou 15,9%, plus élevée que celle de 8,2% observée à l'issue de l'exercice précédent. Aussi, sa part dans l'agrégat M3 s'est-elle élargie d'un point de pourcentage pour atteindre 62,9%.

Conformément à son profil saisonnier, la circulation fiduciaire s'est inscrite en repli au cours des quatre premiers mois de l'année, sauf en février qui a connu une forte augmentation des transactions en relation avec les préparatifs de la célébration de la fête de l'Idul Adha. La monnaie fiduciaire a par la suite enregistré une progression plus vive en juillet et août, en raison des départs en congés et de l'intensification de l'activité touristique. Après le fléchissement cyclique intervenu en septembre et octobre, elle a de nouveau augmenté en novembre et surtout en décembre, en liaison avec l'avènement du Ramadan et la célébration de l'Idul Fitr ainsi qu'avec les départs en vacances de fin d'année.

En s'élevant à 66 milliards de dirhams, la monnaie fiduciaire a connu, en un an, une hausse de 7,9 milliards ou 13,5%, plus rapide que celle de 2,6% constatée un an auparavant. Sa part dans l'agrégat M1 s'est, toutefois, réduite de 0,7 point de pourcentage, pour revenir à 31,4%.

La monnaie scripturale a atteint 144,1 milliards de dirhams et marqué une hausse de 21 milliards ou 17%, après celle de 11,1% enregistrée à l'issue de l'exercice précédent. Cette évolution a découlé d'un accroissement de 13,4 milliards ou 18,6% des disponibilités en comptes de chèques auprès des banques, recouvrant un renforcement de 6,2 milliards ou 23,3% des avoirs des Marocains résidant à l'étranger. Pour leur part, les comptes courants chez les banques, chiffrés à 37,2 milliards, ont augmenté de 6 milliards ou 19,4%. Quant aux dépôts à vue auprès du Trésor et du Service des chèques postaux, ils se sont accrus globalement de 113 millions ou 1,4%, pour s'établir à 8,3 milliards.

L'agrégat M2

L'ensemble M2 - M1, constitué des placements à vue non transférables par chèques, s'est inscrit en hausse continue pour atteindre à fin décembre 39,6 milliards de dirhams, enregistrant une progression annuelle de 4,3 milliards ou 12,3%, deux fois plus forte que celle de l'an 2000. Les avoirs en comptes sur carnets auprès des banques, d'un montant de 33 milliards, se sont renforcés de 4 milliards ou 13,7%, au lieu de 6,2% auparavant. Les dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale, de 6,6 milliards, ont augmenté, quant à eux, de 368 millions ou 5,9%, contre 8,5% à l'issue de l'année antérieure.

L'agrégat M2, composé de M1 et de l'ensemble M2 - M1, s'est ainsi élevé à 249,7 milliards de dirhams, en hausse de 33,2 milliards ou 15,3%, au lieu de 7,9% en l'an 2000.

L'agrégat M3

Chiffré à 84,3 milliards de dirhams, l'ensemble M3 - M2, recensant les placements à terme sous forme de comptes et bons à échéance fixe et de certificats de dépôt, a connu un accroissement de 8 milliards ou 10,5% qui a permis de consolider cette catégorie d'épargne. Cette progression a été déterminée par les avoirs en comptes et bons à échéance fixe, qui se sont renforcés de 7,9 milliards ou 10,5%, les certificats de dépôt détenus par les entreprises non financières et les particuliers n'ayant augmenté que de 87 millions. La part des placements à terme dans l'agrégat M3 a, néanmoins, fléchi de près d'un point de pourcentage, revenant à 25,2%.

L'agrégat M3, qui recouvre M2 et l'ensemble M3 - M2, a atteint en définitive 334 milliards de dirhams et progressé de 41,2 milliards ou 14,1%, au lieu de 22,8 milliards ou 8,4% en l'an 2000.

LES AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES

En s'établissant à 35,3 milliards de dirhams, l'encours global des actifs constituant les agrégats de placements liquides (PL) s'est accru de 7,9 milliards ou 28,9%, alors qu'il avait accusé une contraction de 12 milliards ou 30,5% à l'issue de l'année précédente. Cette hausse recouvre un accroissement des agrégats PL1 et PL2 et, à l'inverse, un repli de l'agrégat PL3.

Le tableau ci-après fait ressortir l'évolution des différents agrégats de placements liquides :

En millions de dirhams	Fin décembre 1999	Fin décembre 2000		Fin décembre 2001	
	Montants	Montants	Variations en %	Montants	Variations en %
Agrégat PL 1	15.298	11.420	-25,3	16.206	+41,9
Agrégat PL 2	18.630	12.722	-31,7	17.111	+34,5
Agrégat PL 3	5.423	3.214	-40,7	1.936	-39,8
Total des agrégats PL	39.351	27.356	- 30,5	35.253	+28,9

L'agrégat PL1

L'agrégat PL1, qui comprend les titres de créances négociables, autres que les certificats de dépôt, souscrits par les entreprises non financières et les personnes physiques, s'est élevé à 16,2 milliards de dirhams et élargi de 4,8 milliards ou 41,9%, rompant ainsi avec l'orientation à la baisse enregistrée au cours des quatre dernières années. Ce renforcement est attribuable essentiellement au gain de demande pour les bons du Trésor à 6 mois émis à guichet ouvert, dont les souscriptions nettes ont connu un essor de 5,4 milliards ou 135,9% à la faveur du relèvement de leur taux de rémunération, passé à 6,10% au cours du second semestre 2001 au lieu de 5,50% à la même période de l'année antérieure. De même, les acquisitions de bons de sociétés de financement, chiffrées à 261 millions, ont augmenté de 136 millions. Celles des bons du Trésor négociables se sont, quant à elles, inscrites en baisse de 769 millions ou 10,5% et ce, pour la cinquième année consécutive.

Les agrégats PL2 et PL3

Après avoir marqué une contraction de 31,7% en l'an 2000, l'agrégat PL2, qui recouvre les titres d'OPCVM obligataires, s'est accru de 4,4 milliards ou

34,5%, pour atteindre 17,1 milliards de dirhams, sous l'effet de l'augmentation de la demande, stimulée par l'appréciation des cours, elle-même induite par la décrue des taux d'intérêt.

Quant à l'agrégat PL3, qui recense les titres émis par les OPCVM actions et diversifiés, pour 1,9 milliard de dirhams, il a subi, pour la troisième année consécutive, un repli, de 1,3 milliard ou 39,8%, en relation avec la tendance baissière qui a caractérisé l'activité de la Bourse de Casablanca.

LA LIQUIDITÉ DE L'ÉCONOMIE

L'ensemble des liquidités mises à la disposition de l'économie, constituées de la masse monétaire au sens large et du total des agrégats de placements liquides, s'est élevé, en moyenne des encours de fin de mois, à 343,8 milliards de dirhams, enregistrant une progression de 10%, plus forte que celle de 5,7% constatée en l'an 2000. Cette évolution recouvre une accélération du rythme d'accroissement des agrégats de monnaie et une diminution des agrégats de placements liquides considérés globalement.

En millions de dirhams ⁽¹⁾	1999	2000		2001	
	Montants	Montants	Variations en %	Montants	Variations en %
I- Agrégat M3.....	257.284	277.483	+ 7,9	309.915	+ 11,7
M1.....	158.612	171.690	+ 8,2	193.358	+ 12,6
M3-M1.....	98.672	105.793	+ 7,2	116.557	+ 10,2
II- Agrégats de placements liquides.....	38.480	35.220	- 8,5	33.925	- 3,7
Liquidités totales (I + II)	295.764	312.703	+ 5,7	343.840	+ 10,0

(1) En moyenne des encours de fin de mois.

En définitive, les liquidités de l'économie ont progressé à un rythme supérieur à celui de la croissance tant du PIB hors agriculture à prix courants, de 5,9%, que du PIB global, de 8,1%, entraînant une augmentation du taux de liquidité de l'économie, comme il ressort de l'évolution de l'ensemble des indicateurs retenus, à l'exception notable du rapport des liquidités totales au revenu national disponible. Ce ratio s'est en effet inscrit en baisse du fait notamment de l'essor des rapatriements de fonds des Marocains résidant à l'étranger.

Taux de liquidité de l'économie (en pourcentage)	1999	2000	2001
<u>M1</u> PIB hors agriculture	54,2	56,4	60,0
<u>M3</u> PIB hors agriculture	87,9	91,1	96,1
<u>M3</u> RND	71,7	74,8	74,6
<u>Liquidités totales</u> PIB hors agriculture	101,1	102,7	106,7
<u>Liquidités totales</u> PIB	85,6	88,3	89,8
<u>Liquidités totales</u> RND	82,4	84,2	82,7

LES CONTREPARTIES DE M3

L'évolution des contreparties de l'agrégat de monnaie M3 a été déterminée en 2001 par le renforcement exceptionnel qu'ont connu les réserves de change, le crédit intérieur à caractère monétaire ayant légèrement fléchi sous l'effet conjugué d'une contraction des créances sur l'Etat et d'une progression modérée des concours à l'économie.

Le tableau suivant retrace l'évolution des contreparties de l'agrégat M3 :

En millions de dirhams	Fin décembre 1999	Fin décembre 2000		Fin décembre 2001	
	Montants	Montants	Variations en %	Montants	Variations en %
Avoirs extérieurs nets (I).....	59.091	54.685	- 7,5	101.949	+ 86,4
Crédit intérieur global					
A. Créances sur l'Etat.....	76.033	85.934	+ 13,0	78.329	- 8,8
B. Concours à l'économie.....	193.097	208.024	+ 7,7	216.951	+ 4,3
C. Contrepartie des avoirs auprès de la C.E.N.	5.721	6.208	+ 8,5	6.576	+ 5,9
Total (A + B + C).....	274.851	300.166	+ 9,2	301.856	+ 0,6
<i>à déduire :</i>					
<i>Ressources à caractère non monétaire.....</i>	<i>58.611</i>	<i>58.534</i>	<i>- 0,1</i>	<i>60.883</i>	<i>+ 4,0</i>
Crédit intérieur à caractère monétaire (II)	216.240	241.632	+ 11,7	240.973	- 0,3
Total des contreparties (I+II)	275.331	296.317	+ 7,6	342.922	+ 15,7
Solde des éléments divers	- 5.345	- 3.533	-	-8.942	-
P.M : Agrégat M3	269.986	292.784	+ 8,4	333.980	+ 14,1

Les avoirs extérieurs nets

A la faveur de l'ouverture du capital de Maroc Telecom à l'investissement étranger, les avoirs extérieurs nets ont marqué une expansion en février 2001. Celle-ci a été au demeurant consolidée, notamment durant l'été et en décembre, par l'évolution favorable qu'ont connue les recettes touristiques et les rapatriements de fonds par les Marocains résidant à l'étranger.

En s'élevant à 99,3 milliards de dirhams à fin décembre 2001, les réserves nettes de change de Bank Al-Maghrib ont enregistré une augmentation de 46,6 milliards ou 88,5%, après une baisse de 10,6% à l'issue de l'exercice précédent.

Pour leur part, les avoirs extérieurs nets des banques, non compris leurs dépôts en devises auprès de Bank Al-Maghrib, ont progressé de 651 millions ou 32% pour s'établir à 2,7 milliards de dirhams. Au total, les disponibilités extérieures nettes du système bancaire ont atteint près de 102 milliards de dirhams et connu un essor de 47,3 milliards ou 86,4%, contre un fléchissement de 7,5% en l'an 2000.

Les créances sur l'Etat

Bénéficiant d'un important afflux de devises, le Trésor a remboursé la facilité de caisse de Bank Al-Maghrib pour un montant de 7,6 milliards et constitué, auprès d'elle, par tranches, un dépôt de 10 milliards de dirhams pour le compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social. Parallèlement, le Trésor, qui a maintenu sa présence sur le marché des adjudications, a accru ses recours aux banques de 11,4 milliards ou 18,5%. Au total, les créances sur l'Etat, y compris les dépôts des entreprises et des particuliers, ont ainsi été ramenées à 78,3 milliards, en diminution de 7,6 milliards ou 8,8%, après la hausse de 13% observée l'exercice précédent.

Les concours à l'économie

En raison de l'amélioration de la trésorerie des entreprises, consécutivement, en partie, aux paiements d'arriérés de l'Etat, les concours à l'économie, d'un montant de 217 milliards de dirhams, ont augmenté modérément, de 8,9 milliards ou 4,3% contre 7,7% en l'an 2000. Les crédits distribués par les banques ont enregistré une progression de 8,1 milliards ou 4%, recouvrant un accroissement des crédits immobiliers et des concours aux sociétés de financement et, à l'inverse, une relative stabilité des crédits à l'équipement et un repli des crédits de trésorerie.

En s'élevant à 301,9 milliards de dirhams, le crédit intérieur global, constitué des créances sur l'Etat et des concours à l'économie, s'est accru de 1,7 milliard ou 0,6%, au lieu de 25,3 milliards ou 9,2% en l'an 2000. Compte tenu d'une augmentation de 2,3 milliards des ressources à caractère non monétaire, le crédit intérieur à caractère monétaire s'est en définitive inscrit en baisse de 659 millions ou 0,3%, alors qu'il avait augmenté de 25,4 milliards ou 11,7% à l'issue de l'exercice précédent.

LES INSTRUMENTS DE PAIEMENT

Le système de paiement national demeure caractérisé par la prédominance de l'utilisation de la monnaie fiduciaire. Toutefois, en dépit du niveau relativement limité de la bancarisation, la part des instruments de paiement scripturaux n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. Le "système interbancaire marocain de télécompensation" mis en place par Bank Al-Maghrib et les établissements bancaires permettra, à travers l'automatisation de la compensation de ces instruments, de faire face au volume croissant des valeurs échangées, de sécuriser les opérations et d'en réduire les délais de règlement. Dans le domaine de la monétique, il est également prévu de créer dans un proche avenir un "centre monétique interbancaire" en vue d'assurer l'interbancaire des cartes de paiement émises par les différents établissements de crédit.

LES BILLETS ET MONNAIES

Le montant des billets et pièces de monnaie en circulation à fin décembre 2001 s'est élevé à 69,6 milliards de dirhams, marquant une hausse annuelle de 13,3% qui dépasse largement celle de 2,3% observée au terme de l'exercice précédent. Cette accélération, particulièrement sensible en fin d'année, est liée notamment aux opérations de change manuel des devises de la zone euro, effectuées à la veille du passage à l'euro fiduciaire.

Chiffres à fin décembre	Nombre en milliers d'unités			Valeur en millions de dirhams		
	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 1999	Année 2000	Année 2001
Billets en circulation						
5 dirhams.....	4.282	4.243	4.218	21,4	21,2	21,1
10 dirhams.....	28.958	23.123	19.731	289,6	231,2	197,3
20 dirhams.....	44.601	48.063	50.423	892,0	961,3	1.008,5
50 dirhams.....	35.336	34.501	35.755	1.766,8	1.725,0	1.787,8
100 dirhams.....	284.032	279.543	303.142	28.403,2	27.954,3	30.314,2
200 dirhams.....	137.860	146.788	174.870	27.572,0	29.357,7	34.974,0
Total des billets.....	535.069	536.261	588.139	58.945,0	60.250,7	68.302,9
Total des pièces.....	1.366.071	1.416.354	1.492.638	1.122,3	1.192,9	1.292,4

Les billets, d'un montant de 68,3 milliards de dirhams, constituent plus de 98% de la circulation fiduciaire. Leur structure en valeur se caractérise par l'accroissement continu de la part des coupures de 200 dirhams, passée en un an de 48,7% à 51,2%, au détriment de celle des billets de 100 dirhams, revenue de 46,4% à 44,4%. S'agissant des proportions des coupures de 50 dirhams et de 20 dirhams, elles sont demeurées faibles et limitées respectivement à 2,6% et 1,5%.

Les opérations de versement et de retrait de fonds auprès des guichets de Bank Al-Maghrib, initiées principalement par les banques et les comptables publics, se sont soldées durant l'exercice 2001 par une sortie nette de fonds de 7,8 milliards de dirhams, au lieu de seulement 1,4 milliard un an auparavant et 6,8 milliards en 1999 ⁽¹⁾.

(1) Voir annexe statistique XIII-1

En millions de dirhams	Année 1999	Année 2000	Année 2001
Sorties de fonds	53.786	55.892	69.501
Entrées de fonds	46.977	54.450	61.687
Sorties nettes de fonds.....	6.809	1.442	7.814

Chiffrées à 69,5 milliards de dirhams, les sorties de fonds, particulièrement importantes en été et en fin d'année, ont augmenté de près d'un quart ou 13,6 milliards, du fait essentiellement de la progression, de 12,6 milliards, des retraits effectués par les banques, dont la part est passée en un an de 62,2% à 68,7%. Les retraits réalisés par les comptables publics ont, en revanche, vu leur proportion revenir de 34,8% à 28,7%.

Parallèlement, les versements de fonds se sont accrus de 13,3% pour atteindre 61,7 milliards, sous l'effet d'une hausse de même ampleur enregistrée par les remises des banques qui ont constitué, cette année encore, neuf dixièmes du montant global.

Sur un total de 511,7 millions de billets versés aux guichets de Bank Al-Maghrib en l'an 2001, plus des quatre cinquièmes ont fait l'objet d'opérations de tri. Ces dernières se sont soldées par le retrait de la circulation de 208,9 millions de coupures dont l'état ne répondait plus aux normes requises, soit la moitié des billets triés au lieu de 78% un an auparavant et 74% en 1999, ce qui témoigne d'une amélioration de l'état de ces instruments de paiement.

En milliers de billets	Année 1999	Année 2000		Année 2001	
	Nombre	Nombre	Variations en %	Nombre	Variations en %
Versements aux guichets de Bank Al-Maghrib	411.239	464.788	+ 13,0	511.685	+10,1
Billets triés.....	362.494	459.140	+ 26,7	414.155	- 9,8
Billets annulés...	266.507	358.148	+34,4	208.935	- 41,7

LES PAIEMENTS SCRIPTURAUX

Les opérations de compensation

Le nombre de valeurs échangées dans les 20 chambres de compensation qu'abritent les différentes agences de Bank Al-Maghrib s'est établi à 22 millions et n'a pas changé d'une année à l'autre. En effet, alors que le nombre d'effets de commerce présentés s'est inscrit en hausse de 3,7%, celui des chèques a accusé un léger repli. S'agissant des taux de rejet, ils ont augmenté, passant de 21,3% à 23% pour les effets et de 3% à 3,2% pour les chèques.

Années	Nombre d'opérations (en milliers)			Montant des opérations (en millions de dirhams)			
	Effets	Chèques	Total	Effets	Chèques	Virements	Total
1999	2.787	18.808	21.595	61.630	426.913	294.711	783.254
2000	3.203	18.783	21.986	64.932	431.929	318.634	815.495
2001	3.320	18.660	21.980	69.330	438.878	363.438	871.646

La valeur totale des virements, chèques et effets ayant transité par les chambres de compensation en l'an 2001 s'est élevée à 871,6 milliards de dirhams et accrue de 6,9%, au lieu de 4,1% un an auparavant. Cette évolution est imputable pour près des quatre cinquièmes à la hausse, de 14,1%, du montant des virements, dont la part est ainsi passée de 39% à 42%, tandis que celle des chèques est revenue de 53% à 50% et celle des effets est restée stable, à 8% ⁽¹⁾.

(1) Voir annexe statistique XIII-2

Le système interbancaire marocain de télécompensation

Le projet de mise en place du “Système interbancaire marocain de télécompensation” a enregistré en 2001 des progrès notables avec l’homologation, en fin d’exercice, de tous les participants au nouveau dispositif et ce, après que les tests entrepris avec quatre banques pilotes se sont révélés concluants.

A partir du mois de février 2002, le mécanisme de télécompensation a commencé à fonctionner en parallèle avec le système manuel et porte, dans une première étape, sur les chèques échangés sur la place de Casablanca, avant d’être étendu aux autres valeurs et places.

La centralisation des incidents de paiement

Les déclarations de non-paiement de chèques pour absence ou insuffisance de provision, effectuées auprès du Service central des incidents de paiement (SCIP) par les établissements tenant des comptes de chèques, ont concerné 305.843 cas en l’an 2001. A ce niveau, elles se révèlent en baisse d’une année à l’autre de 3,5%, après les hausses de 5,4% et de 14,8% enregistrées respectivement en l’an 2000 et en 1999.

La diminution ainsi observée s’est accompagnée d’un accroissement du taux de régularisation des incidents de paiement de chèques, passé en un an de 19% à 22%. De même, le nombre de demandes de renseignements adressées au SCIP par les établissements adhérents a dépassé 742.000 et augmenté de 24% au lieu de 6% un an auparavant et de seulement 3,7% en 1999.

Les cartes bancaires

Le recours aux instruments de paiement électroniques pour le règlement des transactions continue à progresser parallèlement au développement de la bancarisation et à la mise en place par les établissements de crédit de l'infrastructure nécessaire. Au demeurant, la création à brève échéance d'un "centre monétique interbancaire", en vue d'assurer l'interbancaire des différentes cartes bancaires pour en faciliter l'usage, est de nature à renforcer cette évolution.

A cet égard, le nombre de cartes émises a atteint 1,3 million d'unités à fin décembre 2001, s'inscrivant en progression de 29% au regard de l'année précédente et de 51% par rapport à 1999. La même tendance à la hausse a caractérisé le nombre des guichets et distributeurs automatiques de billets, qui a augmenté de 69% en deux ans pour atteindre 960. Près de 23 millions d'opérations de retrait d'espèces ont été effectuées cette année, au lieu de 20,5 millions en 2000, pour une valeur de 13,9 milliards de dirhams, en accroissement de 2,5%. En regard, les paiements par cartes auprès des commerçants affiliés ont porté sur un montant de 1,3 milliard de dirhams et progressé de 26% en un an.

LE CRÉDIT

Du fait de la faiblesse des recours des entreprises non financières au marché des capitaux, les concours des établissements de crédit demeurent la principale source de financement de l'économie. A fin décembre 2001, l'encours des crédits a atteint 227,8 milliards de dirhams, soit environ 60% du PIB, marquant ainsi un accroissement de 7,4 milliards ou 3,3%, rythme inférieur à la tendance observée au cours des dernières années. Cette progression a concerné aussi bien les prêts des banques que ceux des sociétés de financement.

Représentant près de 86% de l'ensemble des concours à l'économie, les crédits distribués par les banques ont vu leur taux de progression revenir de 11,9% en l'an 2000 à 2,5% en 2001, alors même que l'activité économique globale s'inscrivait en hausse sensible. Cette décélération des crédits bancaires a trouvé son origine principale dans l'amélioration de la trésorerie des entreprises, induite par les paiements d'arriérés de l'Etat pour près de 9 milliards de dirhams.

S'agissant des concours des sociétés de financement, ils ont marqué une augmentation de 8,6%, sensiblement moins forte que celle, de 15,2%, enregistrée en l'an 2000. Ce ralentissement est imputable au tassement de l'activité des sociétés de crédit à la consommation, lié au niveau d'endettement atteint par une partie de leur clientèle.

LES CRÉDITS DISTRIBUÉS PAR LES BANQUES

En s'élevant à 208 milliards de dirhams, les crédits bancaires ont marqué, d'une fin d'année à l'autre, une progression de 8,5 milliards ou 4,2%, inférieure de moitié à celle observée à l'issue de l'exercice précédent.

Les développements suivants retracent la ventilation des crédits bancaires par objet, par terme, par secteur et par agent économique, établie sur la base des déclarations des banques conformément aux prescriptions du nouveau plan comptable, entré en vigueur en janvier 2000.

Répartition des crédits bancaires selon leur objet

En millions de dirhams	Décembre 2001	En % du total
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	78.269	37,6
Crédits à l'équipement.....	45.225	21,7
Crédits immobiliers	30.836	14,8
Crédits à la consommation	14.600	7,0
Créances diverses sur la clientèle	3.397	1,6
Créances en souffrance	35.699	17,2
Total des crédits des banques ⁽¹⁾.....	208.026	100,0

En s'établissant, à fin décembre 2001, à 78,3 milliards de dirhams, l'encours des comptes débiteurs et des crédits de trésorerie a représenté 37,6% de l'ensemble des crédits distribués par les banques. Pour sa part, celui des crédits à l'équipement s'est élevé à 45,2 milliards, soit 21,7% du total, tandis que les encours des crédits immobiliers et à la consommation ont atteint respectivement 30,8 milliards et 14,6 milliards de dirhams.

S'agissant des créances en souffrance, compte non tenu des agios réservés, elles se sont établies à 35,7 milliards de dirhams, représentant ainsi plus de 17% du portefeuille de crédits des banques. Ce taux reflète, d'une manière générale, le risque de crédit encouru et, en outre, pour ce qui est des banques spécialisées, la poursuite du processus de reclassement de leurs créances conformément à la réglementation en vigueur.

(1) Y compris le total des concours consentis par les banques aux sociétés de financement.

Répartition des crédits bancaires par terme

En millions de dirhams	Décembre 2001	En % du total
Crédits à court terme.....	88.426	42,5
Crédits à moyen et long termes.....	83.901	40,3
Crédits à moyen terme.....	38.703	18,6
Crédits à long terme.....	45.198	21,7
Créances en souffrance.....	35.699	17,2
Total des crédits des banques	208.026	100,0

A fin décembre 2001, l'encours des facilités à court terme, d'un montant de 88,4 milliards de dirhams, a représenté 42,5% de l'ensemble des crédits bancaires. Celui des autres concours, soit 83,9 milliards ou 40,3% du total, est constitué à hauteur de 38,7 milliards de crédits à moyen terme et de 45,2 milliards de crédits à long terme.

Répartition des crédits bancaires par secteur d'activité

En millions de dirhams	Décembre 2001	En % du total
Secteur primaire.....	17.821	8,6
Agriculture, chasse, sylviculture.....	15.875	7,6
Pêche, aquaculture	1.946	1,0
Secteur secondaire	45.982	22,1
Industries extractives	1.715	0,8
Énergie et eau	2.706	1,3
Industries manufacturières	32.851	15,8
Bâtiment et travaux publics	8.710	4,2
Secteur tertiaire	144.223	69,3
Hôtellerie	7.580	3,6
Transport et communications	4.837	2,3
Commerce	69.242	33,3
Activités financières	18.510	8,9
Autres services	44.054	21,2
Total des crédits des banques	208.026	100,0

En s'élevant, à fin décembre 2001, à 17,8 milliards de dirhams, l'encours des facilités accordées au secteur primaire a représenté 8,6% de l'ensemble des crédits distribués par les banques. Celui des crédits bénéficiant au secteur secondaire, d'un montant de 46 milliards, compte tenu de facilités de 33 milliards allouées aux industries manufacturières, a pour sa part constitué 22,1% du total. Quant aux concours consentis au secteur tertiaire, qui correspondent à 69,3% des crédits bancaires, ils ont atteint 144,2 milliards, dont plus de 69 milliards au profit des activités commerciales.

LES CRÉDITS DISTRIBUÉS PAR LES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

L'encours des crédits distribués par les sociétés de financement s'est établi à 31,9 milliards de dirhams, marquant une progression de 2,5 milliards ou 8,6%, contre 15,2% en 2000 et 18% en 1999.

En millions de dirhams	Déc. 1999	Déc. 2000	Déc. 2001	Variations Déc.01/Déc.00	
				Montants	En %
Sociétés de crédit à la consommation	16.434	17.934	18.727	+ 793	+ 4,4
Sociétés de crédit-bail	7.260	9.209	10.916	+ 1.707	+18,5
Sociétés de crédit immobilier	1.234	1.152	1.209	+ 57	+ 4,9
Sociétés d'affacturage	263	625	528	- 97	-15,5
Sociétés de cautionnement	298	456	511	+ 55	+12,1
Total des crédits des sociétés de financement.....	25.489	29.376	31.891	+2.515	+ 8,6

A fin décembre 2001, les facilités consenties par les sociétés de crédit à la consommation, d'un montant de 18,7 milliards de dirhams, soit 58,7% des concours des sociétés de financement, ont augmenté de 793 millions ou 4,4%, au lieu de 9,1% à l'issue de l'année précédente. Les prêts personnels non affectés constituent 54% du portefeuille des crédits de ces sociétés, alors que les prêts pour achat de véhicules et de biens d'équipement ménagers en représentent respectivement 19% et 9,5%.

Chiffrés à plus de 10,9 milliards, soit 34,2% du total des prêts des sociétés de financement, les concours des sociétés de crédit-bail ont, pour leur part, enregistré une forte progression, de 1,7 milliard ou 18,5%, qui fait suite à celle de 26,8% observée en l'an 2000. Le crédit-bail a été destiné au financement de biens d'équipement à concurrence de 59,3%, de voitures de tourisme pour 24% et de biens immeubles à hauteur de près de 8%. Quant aux prêts accordés par les sociétés de crédit immobilier, ils se sont élevés à 1,2 milliard et accrus de 4,9%, alors qu'ils avaient accusé une baisse de 6,6% en l'an 2000.

S'agissant des interventions des sociétés d'affacturage, elles ont porté sur 528 millions de dirhams, accusant ainsi un recul de 97 millions ou 15,5%, après avoir, il est vrai, plus que doublé un an plus tôt.

Enfin, les engagements par signature donnés par les sociétés de cautionnement, et qui représentent l'essentiel de leur activité, se sont élevés à près de 3,2 milliards, alors que leurs crédits par décaissement ont totalisé 511 millions, montant en hausse de 55 millions ou 12,1%.

**RÉPARTITION DES CRÉDITS
PAR AGENT ÉCONOMIQUE**

En millions de dirhams	Décembre 2001	En % du total
Sociétés.....	137.705	60,5
Entrepreneurs individuels.....	21.372	9,4
Particuliers.....	61.348	26,9
Collectivités locales et administrations publiques	7.354	3,2
Total des crédits des établissements de crédit	227.779	100,0

En s'établissant, à fin décembre 2001, à 137,7 milliards de dirhams, les facilités allouées aux sociétés ont représenté 60,5% de l'ensemble des concours des établissements de crédit. Les crédits bénéficiant aux entrepreneurs individuels se sont, pour leur part, élevés à 21,4 milliards, tandis que ceux consentis aux particuliers ont atteint 61,3 milliards, soit 26,9% du total. Enfin, les prêts accordés aux collectivités locales, notamment par le Fonds d'équipement communal, ont été chiffrés à 7,4 milliards de dirhams.

LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Le réaménagement des règles prudentielles, entrepris par les autorités monétaires à la fin de l'exercice précédent, a été complété cette année par l'institution d'un ensemble de règles régissant le contrôle interne que les établissements de crédit sont tenus de mettre en place en vue d'assurer une meilleure maîtrise des risques. Afin d'inciter les établissements de crédit à se conformer à la réglementation en vigueur, des sanctions pécuniaires applicables aux différentes infractions ont, en outre, été édictées. Ce renforcement du dispositif prudentiel et son alignement sur les normes internationales visent à prévenir les différents risques liés à l'exercice de l'activité des établissements de crédit. Par ailleurs, les autorités monétaires ont poursuivi leurs efforts d'assainissement de la situation financière de certaines banques spécialisées, pour qu'elles soient à même de faire face à la concurrence croissante dans un contexte de libéralisation progressive des activités financières.

Arrêtée à fin décembre 2001, la liste des établissements de crédit comprend 19 banques ⁽¹⁾, par suite de deux opérations de fusion-absorption intervenues en cours d'exercice entre 4 banques de la place, et 50 sociétés de financement, nombre sans changement par rapport à l'année dernière. S'agissant de l'implantation bancaire, elle s'est élargie avec l'ouverture de 111 nouveaux guichets permanents, ce qui porte leur effectif total à 1.814 unités, soit un guichet pour 16.000 habitants.

L'activité globale des établissements de crédit, telle que retracée par l'évolution de leurs emplois et ressources, s'est inscrite en hausse de 9,2%, au lieu de 9,6% un an auparavant. Ce léger ralentissement est imputable aux sociétés

(1) Y compris le Crédit populaire dont le réseau comprend la Banque centrale populaire et 16 banques régionales.

de financement, dont l'activité a crû de 7,6% au lieu de 11,9% au terme de l'exercice précédent, celle des banques ayant augmenté au même rythme, de 9,4%, tel qu'enregistré l'année précédente. S'agissant des banques off-shore, installées à Tanger, leur nombre, après l'agrément de 3 nouveaux établissements, est passé à six, dont quatre étaient effectivement opérationnelles à fin décembre 2001. Le total du bilan de ces dernières a atteint 211,3 millions de dollars et progressé de 13,3%, contre 8% en l'an 2000.

L'ACTIVITÉ DES BANQUES

Le système bancaire national continue de se caractériser par une importante concentration financière. En effet, trois grandes banques interviennent à hauteur de 48% dans le total de la situation comptable cumulée et cinq établissements intermédiaires pour 39%. La part des onze banques restantes est inférieure à 13%.

Montants en milliards de dirhams	Nombre de banques		Total de la situation comptable cumulée			
			En milliards de dirhams		En %	
	2000	2001	2000*	2001	2000*	2001
40 et plus	3	3	154,0	167,1	47,8	48,4
De 20 à moins de 40.....	5	5	119,6	133,6	37,2	38,7
De 10 à moins de 20.....	2	1	25,7	16,6	8,0	4,8
Moins de 10.....	11	10	22,6	28,2	7,0	8,1
Total	21	19	321,9	345,5	100,0	100,0
(*) Chiffres rectifiés.						

Les emplois des banques

Le total des emplois des banques a atteint 351,1 milliards de dirhams ⁽¹⁾ à fin décembre 2001 et augmenté de 30,2 milliards ou 9,4%, rythme identique à celui de l'année précédente. La progression ainsi constatée est due à l'accroissement de leurs portefeuilles de valeurs d'Etat et des crédits à l'économie, ainsi qu'à l'augmentation de leurs avoirs auprès de Bank Al-Maghrib ⁽²⁾.

Les crédits à l'économie ont constitué cette année 59% des emplois des banques en s'établissant à 207 milliards de dirhams, montant en hausse de 7,9 milliards ou 4%, au lieu de 15,6 milliards ou 8,5% en l'an 2000. Quant aux créances en souffrance, elles ont augmenté de 4,8 milliards ou 15,4% pour atteindre 35,7 milliards, soit 17,2% de l'ensemble des crédits.

Le portefeuille de valeurs d'Etat, détenu par les banques au terme de l'exercice 2001, s'est établi à 72,3 milliards de dirhams et a enregistré une hausse de 10,7 milliards ou 17,3%, largement supérieure à celle, de 6,8 milliards ou 12,5%, observée à l'issue de l'année précédente. Cette évolution a concerné essentiellement les bons du Trésor souscrits par adjudication, dont l'encours a augmenté de 13,2 milliards ou 31,1% pour s'établir à 55,5 milliards. En revanche, celui des valeurs du Trésor acquises de gré à gré a fléchi de 17,6% en revenant à 13,5 milliards. Quant au volume des bons du Trésor souscrits dans le cadre du financement des programmes socio-économiques, il est passé, en un an, de 1 milliard à 1,2 milliard de dirhams.

En ce qui concerne les autres titres en portefeuille, ils ont totalisé 22,8 milliards de dirhams et augmenté de 19%. Ainsi, les titres de participation, recensés pour plus de 12 milliards, ont crû de 13,3% et sont constitués de parts

(1) Les emplois divers et les ressources diverses ont fait l'objet de compensation.

(2) Voir annexe statistique XIV-1

acquises dans le capital de compagnies d'assurances, d'établissements de crédit et d'autres sociétés à caractère financier. Les titres de transaction et de placement ont, pour leur part, porté globalement sur 10,8 milliards et progressé de 2,2 milliards, par suite de l'accroissement des acquisitions de bons et obligations émis par les banques spécialisées, dont l'encours est passé de 5,4 milliards à 7,4 milliards. De même, le montant des bons des sociétés de financement détenus par les banques a plus que doublé en atteignant 1 milliard de dirhams. En revanche, le portefeuille de titres émis par les entreprises non bancaires a fléchi de 356 millions, pour s'établir à 621 millions de dirhams.

Le total des valeurs en caisse et des avoirs liquides a dépassé 29 milliards de dirhams, marquant une hausse de 9,4 milliards ou 47,9%, nettement supérieure à celle de 2,1 milliards ou 12% observée un an auparavant. Cette évolution est liée essentiellement à l'expansion de plus de 7 milliards des avoirs des banques auprès de Bank Al-Maghrib, au titre de la réserve monétaire et des opérations de reprises de liquidités.

Enfin, les opérations interbancaires se sont établies à 3,2 milliards de dirhams, en baisse de 39,2%, alors que les avoirs des banques auprès des correspondants étrangers sont restés stables, à 5,8 milliards de dirhams.

Les ressources des banques

Les dépôts collectés par les banques ont progressé, en un an, de 31,3 milliards de dirhams ou 14%, pour atteindre 254,5 milliards, soit 72,5% de l'ensemble des ressources. Les dépôts à vue non rémunérés, d'un montant de 133,2 milliards, dont 64% sous forme de comptes de chèques, se sont accrus de 20,1 milliards ou 17,8%, au lieu de 13 milliards ou 13% en l'an 2000. En regard, les dépôts rémunérés ont totalisé 121,3 milliards et augmenté de 11,2 milliards, par suite de l'accroissement des dépôts à terme et des comptes sur carnets respectivement de 7,9 milliards et de 4 milliards. A l'inverse, le montant

des certificats de dépôt émis a baissé de 675 millions pour avoisiner les 5 milliards de dirhams.

L'encours des emprunts longs a été ramené à 22,2 milliards, au lieu de 24,9 milliards en l'an 2000 et 27,9 milliards en 1999. En effet, les emprunts extérieurs ont diminué de plus d'un milliard, s'établissant à 12 milliards, dont 45% au passif de la Caisse nationale de crédit agricole, tandis que l'encours des emprunts obligataires intérieurs est revenu de 11,8 milliards à 10,2 milliards de dirhams.

Parallèlement, les banques ont renforcé leurs fonds propres de plus de 3 milliards, les portant à 32,6 milliards de dirhams, soit 9,3% de leurs ressources. Cette évolution est attribuable à hauteur de 2,2 milliards aux augmentations nettes de capital, lesquelles recouvrent essentiellement la recapitalisation de deux banques spécialisées, pour un montant de 3 milliards, et la perte du capital des deux banques ayant fait l'objet d'absorption en cours d'exercice. Le reliquat représente l'accroissement des réserves, qui se sont établies à 15,9 milliards de dirhams.

Une évolution similaire a caractérisé les provisions, qui, en dépassant 22 milliards, ont augmenté de 4,7 milliards ou 27,3%, au lieu de 2,4 milliards ou 16,1% un an auparavant. La progression sensible ainsi constatée reflète, en particulier, l'obligation dans laquelle se trouvent les banques de renforcer les provisions en vue d'une couverture appropriée des risques encourus.

Les engagements entre banques ont totalisé 10,5 milliards de dirhams, enregistrant une hausse de 440 millions ou 4,4%, inférieure à celle de 1,7 milliard ou 19,6% observée un an auparavant. Dans le même temps, les engagements des établissements bancaires vis-à-vis de leurs correspondants étrangers ont été réduits de 651 millions, à 3,2 milliards de dirhams. De même, du fait de l'aisance qui a caractérisé leur trésorerie, les banques ont ramené leur recours à Bank Al-Maghrib à 7 millions de dirhams à fin décembre 2001, au lieu de

7,2 milliards au terme de l'an 2000. Enfin, leurs emprunts nets auprès des organismes financiers, notamment les OPCVM, sont restés quasi stables, à 2,3 milliards de dirhams.

L'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

L'activité des sociétés de financement a connu en l'an 2001 une décélération, après le net essor observé durant les exercices précédents. De fait, le total des bilans de ces établissements s'est élevé à 34 milliards de dirhams, marquant une hausse de 2,4 milliards ou 7,6%, inférieure à celle de 3,4 milliards ou 11,9% enregistrée l'année précédente. Cette évolution d'ensemble est imputable aux sociétés de crédit à la consommation et aux sociétés de crédit-bail, dont les bilans cumulés respectifs ont augmenté de 4,2% et de 19,5%, au lieu de 6,8% et de 22% ⁽¹⁾. Elle est surtout due aux autres sociétés de financement, dont l'activité a globalement fléchi de 8,5%.

Les sociétés de crédit à la consommation

Chiffré à 19,8 milliards de dirhams à fin décembre 2001, le total du bilan des 29 sociétés de crédit à la consommation a augmenté de 804 millions ou 4,2%, au lieu de 1,2 milliard ou 6,8% un an auparavant. Cet accroissement reflète une augmentation de même ampleur des crédits, lesquels, en atteignant 18,7 milliards, ont représenté, cette année encore, plus de 94% de l'actif. Parallèlement, les créances en souffrance ont progressé de 14,1%, s'élevant à 3,3 milliards, soit près de 18% de l'ensemble des prêts, au lieu de 16,2% en l'an 2000. En revanche, les provisions correspondantes, maintenues à leur niveau de 2,3 milliards de dirhams de l'année précédente, ont représenté 69,3% des créances en souffrance, au lieu de 80% environ au terme de l'exercice précédent.

(1) Voir annexes statistiques XIV-2 et XIV-3

Les sociétés de crédit-bail

Le total des bilans des 9 sociétés de crédit-bail a atteint 11,2 milliards de dirhams et augmenté de 19,5%, après la hausse de 22% enregistrée un an auparavant, par suite d'un accroissement des crédits de 18,5%, qui se sont ainsi établis à 10,9 milliards. S'agissant des créances en souffrance, elles ont avoisiné 1,2 milliard et augmenté de 28,6%, au lieu de 3,7% en l'an 2000. Aussi, les provisions correspondantes ont-elles été renforcées de plus d'un cinquième et portées à 807 millions de dirhams.

Les autres sociétés de financement

L'encours à fin décembre 2001 des crédits par décaissement octroyés par les autres sociétés de financement est resté stable, à 2,2 milliards de dirhams. Cette stagnation recouvre, cependant, des évolutions divergentes des différentes catégories de prêts. Ainsi, les facilités accordées par les sociétés de crédit immobilier ont progressé de 4,9% pour atteindre 1,2 milliard. Celles consenties par les sociétés de cautionnement se sont élevées à 511 millions et accrues de 12,1%. En revanche, les créances gérées par les sociétés d'affacturage ont fléchi de 15,5% en revenant à 528 millions. S'agissant des crédits par signature accordés par les sociétés de cautionnement, ils se sont établis à 3,1 milliards et n'ont presque pas changé d'une fin d'année à l'autre.

LES COEFFICIENTS PRUDENTIELS

Les autorités monétaires ont procédé à la fin de l'année 2000 au réaménagement du mode de calcul de certains ratios prudentiels en vue de les aligner sur les normes internationales. Les banques commerciales se sont, dans l'ensemble, largement conformées aux nouvelles règles.

Ainsi, le coefficient minimum de solvabilité du système bancaire, calculé semestriellement, a atteint 12,6% à fin décembre 2001. Ce ratio a ainsi dépassé le taux réglementaire de 8% que les établissements bancaires sont tenus de maintenir entre, d'une part, le total de leurs fonds propres et, d'autre part, les éléments de leur actif et leurs engagements par signature, pondérés en fonction de leur degré de risque.

S'agissant des positions de change nettes globales des banques, elles se sont accrues en moyenne de 2,8% à 5,3% pour les positions longues, mais ont diminué de 1,9% à 0,8% pour les positions courtes, taux nettement inférieurs au ratio maximum fixé par les autorités monétaires à 20% de leurs fonds propres nets. Parallèlement, les positions de change longues par devise se sont établies, en moyenne, à 1,8% pour le dollar et à 3,1% pour l'euro, alors que les positions courtes sur ces mêmes devises ont été ramenées à près de 0,2% de leurs fonds propres nets. Ces ratios apparaissent très en deçà du taux maximum de 10% prévu par la réglementation prudentielle.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

L'activité sur le marché des capitaux a connu un redressement en 2001, essentiellement sur les compartiments des titres de créances, traduisant la préférence des investisseurs pour les placements les moins risqués. Le Trésor et les émetteurs privés ont, en effet, mobilisé sur le marché des capitaux des ressources d'un montant de 62,7 milliards, en accroissement de près de 19 milliards ou plus de 43%, tirant ainsi profit d'une conjoncture marquée par l'abondance des liquidités et par l'orientation à la baisse des taux d'intérêt. Parallèlement, les transactions sur le marché secondaire des bons du Trésor ont connu un grand essor alors que, sur le marché boursier, les volumes traités se sont à nouveau contractés et le repli des cours s'est poursuivi.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont poursuivi leurs efforts destinés à susciter auprès des investisseurs un regain d'intérêt pour les placements boursiers et à améliorer l'efficacité du marché des titres d'Etat. Ainsi, des mesures ont été annoncées en début d'année, prévoyant notamment la création d'un comité de concertation composé de représentants des autorités monétaires et des opérateurs et chargé de mettre au point des propositions visant à adapter la réglementation et à dynamiser le marché financier. Par ailleurs, le Trésor a commencé à annoncer ses besoins de financement sur une base mensuelle au lieu de tous les trois mois, abaissé de 250.000 dirhams à 100.000 dirhams la valeur nominale des bons émis par adjudication et relevé le plafond des gisements de lignes de 1 à 1,5 milliard de dirhams en vue d'en réduire le nombre et de simplifier la gestion des titres d'Etat. De même, la convention qui le lie aux intermédiaires en valeurs du Trésor a été révisée. Ainsi, ces établissements peuvent, en contrepartie de leur engagement à animer les compartiments primaire et secondaire du marché des adjudications, présenter des offres non compétitives servies à concurrence de 50% au taux ou au prix limite et, à hauteur de 50%, au taux ou au prix moyen pondéré.

Parallèlement, en vue d'accroître la transparence et la sécurité des transactions, le Conseil déontologique des valeurs mobilières a précisé les modalités de traitement des ordres en bourse et explicité la nature des relations entre les sociétés de bourse et les établissements dépositaires de titres dans le cadre du dénouement des opérations. Cette institution a également renforcé les principes déontologiques applicables aux sociétés de bourse et défini le statut et les missions du contrôleur interne au sein de ces sociétés.

Le marché interbancaire

Sur la base des encours de fin de mois, la moyenne des transactions, tant au jour le jour qu'à terme, est passée à 3 milliards de dirhams, marquant ainsi une progression de près de 10 %. Les taux d'intérêt sur le marché interbancaire se sont inscrits en baisse pour s'établir, en moyenne quotidienne, à 4,44% au lieu de 5,41% au cours de l'année 2000 ⁽¹⁾. Cette diminution reflète l'impact de l'orientation imprimée à l'action de régulation menée par la Banque centrale dans un contexte d'abondance de liquidités.

Le marché des bons du Trésor

La mise en oeuvre des mesures adoptées en début d'année, notamment l'annonce des besoins du Trésor sur une base mensuelle et le recours régulier de ce dernier au marché des adjudications, a contribué à accroître le montant des émissions, dans un contexte marqué par l'abondance des liquidités et la baisse des taux d'intérêt. Dans le même temps, l'activité a continué à se développer sur le marché secondaire.

(1) Voir annexe statistique XV-1

Compte tenu de l'ampleur de l'offre, reflétée par des soumissions d'un montant de 175 milliards de dirhams au lieu de 67 milliards, le Trésor a accru ses recours au marché des adjudications, les portant en 2001 à 57,4 milliards contre 40,3 milliards au cours de l'année précédente. Les souscriptions brutes des banques ont atteint 42,2 milliards et représenté près des trois quarts du total, au lieu de 68% précédemment, tandis que celles de la Caisse de dépôt et de gestion se sont établies à 10 milliards représentant 17,4% du total au lieu de 13% un an auparavant. A l'inverse, les acquisitions des OPCVM ainsi que celles des compagnies d'assurance et des organismes de prévoyance se sont contractées, ne constituant respectivement que 6,2% et 2,8% du montant global.

Représentant plus de la moitié des émissions effectuées en 2001, le montant émis dans le cadre des adjudications de bons à court terme s'est élevé à plus de 31 milliards de dirhams. Ces titres ont été assortis de taux en baisse, se situant en moyenne entre 4,65% et 5,26%, alors qu'ils oscillaient un an auparavant dans une fourchette de 5,29% à 5,73%. Compte tenu des remboursements, qui ont atteint 21,8 milliards, l'encours des bons à court terme s'est chiffré, en fin d'année, à 26,1 milliards de dirhams, en hausse de 56,2%.

Les émissions de bons à moyen et long termes ont, pour leur part, porté sur 26,3 milliards et marqué une progression de 30,3%, attribuable essentiellement à l'expansion des bons à 2 ans, qui ont plus que doublé pour atteindre 10,1 milliards de dirhams. Les taux d'intérêt offerts sur ces maturités ont accusé un recul et se sont établis, à fin décembre, à 6,18% pour les bons à 5 ans et à 6,74% pour l'échéance de 10 ans, au lieu respectivement de 6,72% et de 6,84% l'année précédente. Quant à leur encours, il s'est élevé en fin d'année à 116,9 milliards de dirhams ⁽¹⁾, en accroissement de 17,4%.

(1) Voir annexes statistiques de XV-2 à XV-4

Le marché secondaire
des bons du Trésor

Les transactions sur le marché secondaire ont porté, en moyenne mensuelle, sur 157 milliards et atteint, au total, près de 1.888 milliards de dirhams, marquant une expansion de près de 64%. Bien que le volume des opérations fermes se soit nettement accru, il ne représente encore qu'une faible proportion des transactions effectuées sur ce marché, lequel demeure largement dominé par les opérations de prêts et d'emprunts entre établissements de crédit et entre ces derniers et leur clientèle. De fait, à l'origine de près de 55% des transactions totales, les banques et la Caisse de dépôt et de gestion restent les principaux intervenants sur ce compartiment, suivies par les OPCVM, dont la part s'est établie à 41,3%. La répartition des transactions par tranche de durée résiduelle révèle la prépondérance, à hauteur de 45%, des maturités variant entre 6 mois et 2 ans, au lieu des échéances de plus de 5 ans à 10 ans au cours de l'année 2000. Ce positionnement des intervenants en faveur plutôt de la partie courte de la courbe des taux s'explique par les rendements attrayants qu'elle offre au regard du risque encouru.

Les autres titres de créances négociables

En contraction de près de moitié en l'an 2000, les émissions de titres de créances négociables ont connu une nette reprise pour atteindre 3,6 milliards de dirhams. En effet, les émissions de bons des sociétés de financement sont passées de 1,6 milliard de dirhams à 2,1 milliards, et celles de certificats de dépôt de 950 millions à 1,5 milliard. Une seule émission de billets de trésorerie a été effectuée, pour un montant de 25 millions de dirhams. Les taux appliqués à l'ensemble de ces opérations se sont inscrits en baisse et se sont situés pour les maturités les plus fréquentes, celle d'un an pour les certificats de dépôt et celle de 3 ans pour les bons des sociétés de financement, dans des fourchettes variant respectivement de 5,25% à 7% et de 6% à 8,05%. L'encours des titres

de créances négociables autres que les bons du Trésor s'est élevé, à fin décembre 2001, à 10,8 milliards de dirhams, dont près de 6 milliards en bons de sociétés de financement et 4,9 milliards de certificats de dépôt ⁽¹⁾.

Les émissions obligataires

Les émissions d'obligations, en passant de 846 millions à 1,6 milliard de dirhams, ont enregistré un net redressement après le recul de moitié observé en l'an 2000. Ce montant englobe, d'une part, un emprunt d'un milliard, non coté en bourse, effectué par l'Ominium Nord Africain pour une durée de 5 ans, au taux nominal de 6,70% et, d'autre part, une émission d'obligations à 5 ans de la Banque nationale pour le développement économique rémunérée à 7%, pour une valeur de 600 millions de dirhams.

LA BOURSE DES VALEURS

La tendance à la baisse des cours s'est poursuivie pour la troisième année consécutive et l'indice général a accusé un recul de 7,39%. En effet, à l'exception de la hausse qui a suivi l'annonce, en début d'année, de mesures d'urgence destinées à redynamiser le marché, le repli des cours a prévalu tout au long de l'année, au terme de laquelle l'indice général a toutefois connu un léger redressement en relation avec les opérations de revalorisation ⁽²⁾.

(1) Voir annexe statistique XV-5

2) Voir annexe statistique XV-6

Parallèlement à la baisse des cours, la capitalisation boursière a subi une diminution de 8,83%, pour s'établir à 105 milliards de dirhams, en dépit de quatre augmentations de capital, d'un montant global de 571 millions et de deux introductions en bourse, totalisant 124 millions, qui ont par ailleurs porté à 55 le nombre de sociétés inscrites à la cote. La capitalisation boursière n'a ainsi représenté que 27,4% du produit intérieur brut, contre près d'un tiers un an auparavant.

Le chiffre d'affaires, d'un montant de 25,3 milliards de dirhams, a de nouveau, accusé une baisse, de 27%, liée au recul de 54,8% des échanges sur le marché des blocs, de sorte que la part de ce dernier dans le volume global des transactions est revenue de 55% à 35%. Cette évolution, qui s'explique par l'absence de grandes opérations stratégiques, s'est accompagnée d'une diminution, de 90% à 78%, de la part des transactions sur actions dans le chiffre d'affaires total.

Les dividendes distribués par les sociétés cotées se sont élevés à 4 milliards de dirhams, en hausse de 9%, tandis que les attributions gratuites d'actions n'ont porté que sur 75 millions de dirhams au lieu de 761 millions en 2000. Aussi, le taux de rendement général n'a-t-il guère varié, s'établissant à 3,93%.

Au niveau des indicateurs boursiers, l'indice général de la Bourse des valeurs de Casablanca (IGB), ayant comme base l'année 1979, a été remplacé à compter du premier janvier 2002 par de nouveaux indices répondant mieux aux besoins des divers intervenants et conformes aux standards internationaux. Il s'agit notamment du MASI (Moroccan All Shares Index), qui intègre toutes les actions cotées, et du MADEX (Moroccan Most Active Shares Index) composé des valeurs les plus liquides.

L'ÉPARGNE FINANCIÈRE

Les flux de placements financiers des entreprises non financières et des particuliers ont enregistré en 2001 un renforcement substantiel, se chiffrant à 66,1 milliards de dirhams au lieu de 29,5 milliards en 2000, année au cours de laquelle ils avaient, il est vrai, accusé une chute de 19,3 milliards ⁽¹⁾. Cette expansion recouvre une forte progression des avoirs liquides, notamment sous forme de dépôts à vue dans un contexte caractérisé par la faiblesse des opportunités de placements, elle-même engendrée par la baisse des rendements et la persistance du repli des cours boursiers. En outre, la préférence des agents non financiers s'est orientée davantage vers les instruments à faible risque de perte en capital, tels les avoirs en comptes sur carnets, les dépôts en comptes à terme et surtout les titres émis par les OPCVM obligataires. Les souscriptions aux valeurs d'Etat ont également connu une orientation favorable, attribuable exclusivement à une reprise remarquable des placements en bons à six mois émis à guichet ouvert, dont les taux d'intérêt se sont inscrits en hausse, contrairement à ceux des autres émissions. En revanche, les acquisitions nettes sur le marché des adjudications ont globalement marqué un recul.

Quant à l'épargne longue, elle a accusé un léger ralentissement par rapport à la tendance observée les années précédentes. Les souscriptions aux titres de sociétés se sont maintenues à un niveau élevé, tandis que les provisions techniques constituées par les entreprises d'assurance et les organismes de prévoyance ont enregistré une progression limitée en raison des difficultés liées aux opérations de restructuration de certains organismes de retraite.

(1) Voir annexes statistiques XVI-1 à XVI-3

L'évolution des placements des agents non financiers au cours des trois dernières années est ainsi retracée dans le tableau ci-après :

En millions de dirhams	Encours de fin d'année			Flux nets	
	1999	2000	2001	2000	2001
Avoirs liquides.....	172.344	182.843	211.259	+10.499	+28.416
Placements à vue et à court terme ..	108.868	114.746	133.644	+ 5.878	+18.898
Placements à moyen terme	8.785	7.612	6.054	-1.173	- 1.558
Titres d'OPCVM.....	24.053	15.936	19.049	-8.117	+ 3.113
Epargne institutionnelle.....	82.897	90.305	95.627	+7.408	+ 5.322
Sous-total	396.947	411.442	465.633	+14.495	+54.191
Titres de sociétés.....				+12.993	+12.783
dont : . Titres nouvellement émis.....				+12.975	+12.783
. Actions de sociétés privatisées				+18	-
Total brut.....				+27.488	+66.974
Ajustement.....				+1.983	-988
Total net				+29.471	+66.075

Les avoirs liquides

Les avoirs liquides ont enregistré une progression de 15,5% qui s'est traduite par un flux net de 28,4 milliards, supérieur à celui de l'année 2000. Cette expansion reflète une augmentation des avoirs en billets de banque de 7,9 milliards et une hausse marquée des dépôts à vue de 20,5 milliards. Elle s'explique, en partie, par les transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger et par le développement des comptes courants des entreprises, notamment en fin d'année.

Les placements à vue et à terme

Les placements à vue et à terme se sont inscrits en augmentation de 17,3 milliards de dirhams, après avoir dégagé un flux net de 4,7 milliards l'année antérieure. L'accroissement ainsi constaté a résulté exclusivement de l'évolution des placements à vue, notamment des comptes sur carnets, des dépôts à terme et des souscriptions en bons du Trésor à 6 mois émis à guichet ouvert.

Les avoirs en comptes sur carnets se sont, en effet, renforcés de 4,3 milliards, du fait essentiellement de l'accroissement d'environ 4 milliards des dépôts gérés par les banques et, dans une moindre mesure, de ceux constitués auprès de la Caisse d'épargne nationale, qui ont progressé de 370 millions. Leur augmentation a été plus sensible que celle enregistrée l'année précédente en raison de la hausse des taux de rémunération servis sur cette catégorie de placements. C'est ainsi que le taux des comptes sur carnets bancaires, qui s'était établi à 4,48% au cours du second semestre 2000, a atteint 4,72% durant la période correspondante de cette année. Parallèlement, le taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale est passé de 3,30% à 3,75%.

Les disponibilités des comptes à terme et bons à échéance fixe ont augmenté de 8,2 milliards de dirhams, après avoir crû d'environ 6 milliards en 2000, confirmant ainsi la préférence des agents non financiers pour ces actifs dont le rendement, bien qu'en légère baisse, s'est révélé cette année relativement attrayant. Le taux moyen pondéré servi sur ces placements s'est, en effet, situé jusqu'en octobre dans une fourchette allant de 4,87% à 5,12% avant de régresser en fin d'année à 4,69%.

Les souscriptions nettes de bons du Trésor se sont soldées en l'an 2001 par un flux positif résultant pour l'essentiel d'un essor de 5,4 milliards de dirhams de l'encours des bons du Trésor à 6 mois émis dans le public, qui fait suite à la chute de 3 milliards observée l'année précédente. Ce regain de vigueur tient à

l'augmentation du taux d'intérêt servi sur cet instrument, dont le mode de fixation a été indexé, à compter de février 2001, sur le taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines émis par adjudication au cours du semestre précédent, majoré de 25 points de base. S'agissant des placements nets des agents non financiers sur le marché des adjudications, ils ont connu un ralentissement de leur rythme de progression, leur flux s'étant établi à 586 millions contre 2,1 milliards en 2000.

Les titres d'OPCVM

L'encours des titres des OPCVM détenus par les entreprises non financières et les particuliers a augmenté cette année d'environ 3,1 milliards de dirhams, après avoir accusé un repli de 8,1 milliards un an auparavant. Cette évolution est attribuable à la reprise enregistrée par les titres d'OPCVM obligations, qui se sont accrus de 4,4 milliards par suite de l'augmentation de la demande et de l'appréciation des cours. L'indice de performance de cette catégorie d'actifs s'est ainsi amélioré en une année de 7,2%. Les placements en titres d'OPCVM actions et diversifiés ont, quant à eux, marqué un repli de 1,3 milliard, après celui de 2,2 milliards enregistré un an auparavant, et ce eu égard à la persistance de la tendance baissière des cours boursiers qui s'est répercutée sur les indices mesurant les résultats financiers de ces organismes. Ces derniers se sont, en effet, dépréciés d'une fin d'année à l'autre de 6,75% pour les OPCVM actions et de 0,82% pour les OPCVM diversifiés.

Au total, sur un actif net global des OPCVM de 39,6 milliards de dirhams en 2001, la part des titres détenus par les agents non financiers s'est élargie à 48,1%, au lieu de 45,8% en 2000. Cette tendance recouvre, cependant, une évolution divergente selon les catégories d'OPCVM. En effet, alors que la part des agents non financiers dans les OPCVM obligataires a crû de 45,3% à 50,4%, celle qu'ils détiennent dans les autres types d'OPCVM est revenue, d'une année à l'autre, de 47,6% à 33,9%.

L'épargne institutionnelle

A fin décembre 2001, les fonds gérés par les entreprises d'assurance et les organismes de retraite et de prévoyance ont atteint un montant total estimé à 95,6 milliards de dirhams, en accroissement de 5,3 milliards contre 7,4 milliards l'année antérieure.

Les organismes de retraite et de prévoyance ont constitué à fin 2001 des réserves techniques chiffrées à environ 49 milliards de dirhams, au lieu de 47,1 milliards un an auparavant, soit un flux net de 1,9 milliard contre 3,6 milliards en l'an 2000. Les provisions additionnelles des établissements gérés par la Caisse de dépôt et de gestion ⁽¹⁾ se sont établies à 21,3 milliards, enregistrant un flux positif de 2,1 milliards, proche de celui de l'exercice précédent. La Caisse nationale de sécurité sociale a, pour sa part, dégagé des disponibilités d'un montant de 14 milliards de dirhams, en baisse de 745 millions. Le plan de restructuration mis en oeuvre par les pouvoirs publics devrait permettre l'amélioration de la situation de cette institution en assurant l'équilibre du régime, qui connaît des déficits au titre des prestations à long terme, telles la retraite et l'invalidité. Ce programme de mise à niveau, qui vise à réorganiser la Caisse et à en redéfinir les principaux métiers, repose sur l'augmentation du nombre des affiliés, le relèvement des barèmes de cotisation ainsi que sur le renforcement des fonds de réserve.

Les provisions techniques des sociétés d'assurance se sont établies, quant à elles, à 46,6 milliards de dirhams, affichant une hausse de 3,5 milliards, au lieu de 3,8 milliards en 2000.

(1) Il s'agit de la Caisse nationale de retraite et d'assurances (CNRA) et du Régime Collectif d'allocation de retraites (RCAR).

Les titres de sociétés

Les investissements nets en titres de sociétés nouvellement émis se sont chiffrés à 12,8 milliards de dirhams, en légère baisse par rapport à ceux effectués en 2000. En effet, face à des apports bruts en capital d'un montant de 21,3 milliards, plus importants que celui de l'année précédente, les réductions de capital, en nette progression, ont atteint 8,5 milliards de dirhams, dont 5,3 milliards au titre des transformations de sociétés.

L'évolution des investissements en titres de sociétés, au cours des quatre dernières années, est retracée dans le tableau ci-après :

En millions de dirhams	1998	1999	2000	2001
Accroissement brut de capital	9.107	14.946	17.600	21.282
- Augmentations de capital	5.937	11.263	12.390	10.801
- S.A.....	5.058	10.459	11.197	7.920
<i>Apports en numéraire</i>	<i>2.881</i>	<i>3.841</i>	<i>309</i>	<i>4.124</i>
<i>Incorporation de réserves.....</i>	<i>792</i>	<i>2.054</i>	<i>9.480</i>	<i>2.595</i>
<i>Apports en nature</i>	<i>1.385</i>	<i>4.564</i>	<i>1.408</i>	<i>1.201</i>
- SARL.....	879	804	1.193	2.881
- Constitutions de sociétés	3.170	3.683	5.210	10.481
- S.A.....	2.176	861	415	3.480
- SARL.....	994	2.822	4.795	7.001
Réductions de capital	1.355	3.552	4.625	8.499
- S.A.....	1.171	3.329	4.433	8.074
<i>Réductions</i>	<i>326</i>	<i>562</i>	<i>531</i>	<i>531</i>
<i>Dissolutions et fusions.....</i>	<i>427</i>	<i>857</i>	<i>877</i>	<i>2.274</i>
<i>Transformations.....</i>	<i>418</i>	<i>1.910</i>	<i>3.025</i>	<i>5.269</i>
- SARL.....	184	223	192	425
Accroissement net de capital.....	7.752	11.394	12.975	12.783
Actions de sociétés privatisées	208	7	18	-

Les augmentations de capital se sont chiffrées à 10,8 milliards de dirhams et ont concerné 2.073 sociétés. Dans cet ensemble, le montant afférent aux sociétés anonymes, au nombre de 531, s'est élevé globalement à 7,9 milliards, dont 4,1 milliards au titre d'apports en numéraire et 2,6 milliards par incorporation de réserves. S'agissant de la répartition sectorielle, les entreprises industrielles et financières ont bénéficié de plus des deux tiers du total des apports. Les sociétés à responsabilité limitée (SARL) sont, pour leur part, intervenues à hauteur de 2,9 milliards, au lieu de 1,2 milliard en 2000, dans les augmentations de capital qui ont concerné 1.542 unités concentrées pour l'essentiel dans les secteurs de l'industrie et des assurances.

Les apports de fonds pour la constitution de nouvelles sociétés ont doublé pour atteindre 10,5 milliards de dirhams, en relation principalement avec la création de 5.774 sociétés à responsabilité limitée pour un investissement global de 7 milliards. Quant aux sociétés anonymes, au nombre de 138, elles sont intervenues dans ce total à hauteur de 3,5 milliards au lieu de 415 millions un an auparavant. La tendance à privilégier la forme juridique des sociétés à responsabilité limitée s'est confirmée cette année encore, se traduisant par la transformation de 2.285 sociétés anonymes, pour un capital global de 5,3 milliards de dirhams.

Les placements effectués en 2001 par les agents non financiers ont permis, directement ou par le biais des intermédiaires financiers, de financer l'ensemble de l'économie à concurrence de 32,7 milliards de dirhams, au lieu de 47,9 milliards l'année précédente. Parallèlement, les avoirs en devises ont connu en 2001 une expansion de 47,3 milliards de dirhams alors qu'ils avaient fléchi de 4,4 milliards au terme de l'exercice précédent.

Le Trésor, qui a bénéficié de ressources de privatisation importantes, a pu réduire globalement ses recours au financement, revenus d'une année à l'autre de 13,8 milliards à 9,7 milliards de dirhams, notamment en se désendettant pour un montant substantiel à l'égard de la Banque centrale. De même, les entreprises, dont la situation de trésorerie s'est améliorée par suite de l'apurement des arriérés de l'Etat, ont limité leur demande de crédit. Ainsi, le financement net obtenu par les agents non financiers n'a pas dépassé 23 milliards de dirhams, contre 33,8 milliards en 2000.

LE BILAN DE BANK AL-MAGHRIB

Le montant total du bilan de Bank Al-Maghrib s'est élevé à 120.095,1 millions de dirhams à fin décembre 2001, enregistrant une hausse de 31.348 millions ou 35,3% au lieu de 3,6% en l'an 2000.

L'importante augmentation ainsi constatée a résulté, au niveau de l'actif, du renforcement sensible des avoirs en devises convertibles et, du côté du passif, de l'augmentation des billets en circulation, des dépôts des banques, notamment au titre des opérations de reprises de liquidités, ainsi que des disponibilités du compte "Fonds Hassan II pour le développement économique et social" ouvert en cours d'année par le Trésor.

ACTIF

Les avoirs extérieurs bruts de Bank Al-Maghrib ont atteint 100.189,5 millions de dirhams à fin décembre 2001 et représenté 83,4% du montant total de l'actif au lieu de 60,3% un an auparavant. En effet, après avoir enregistré une baisse de 6.166,9 millions en 2000, les réserves de change ont marqué une expansion de 46.646 millions ou 87,1%. Cette évolution est attribuable exclusivement à la forte augmentation des avoirs en devises convertibles, en relation avec l'ouverture du capital de Maroc Telecom et l'accroissement notable des recettes touristiques et des transferts des Marocains résidant à l'étranger.

Avoirs en or,
en droits de tirage
spéciaux et en devises
convertibles

L'encours des avances consenties par la Banque centrale à l'Etat s'est établi à 6.136,1 millions de dirhams, montant en baisse de 7.613,3 millions ou 55,4%, par suite du remboursement, en février, par le Trésor, de la facilité de caisse qui lui est accordée en vertu du paragraphe 2 de l'article 35 du dahir instituant Bank Al-Maghrib. En fin d'exercice, l'utilisation de cette facilité a été limitée à 636,1 millions, au lieu de 8.249,4 millions un an auparavant.

Concours financiers
à l'Etat

En revanche, le montant inscrit au titre des avances conventionnelles est resté inchangé, à 5.500 millions, et se répartit comme suit :

250 millions de dirhams au titre de l'avance conventionnelle	du 12 mars 1964
250 millions de dirhams au " " "	du 31 déc. 1967
500 millions de dirhams au " " "	du 7 mai 1970
1.000 millions de dirhams au " " "	du 13 mars 1974
2.000 millions de dirhams au " " "	du 13 oct. 1977
1.500 millions de dirhams au " " "	du 9 avril 1980

Comptes courants
postaux

Les avoirs de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux ont baissé de 7 millions d'une année à l'autre, pour s'établir à 26,4 millions de dirhams.

Opérations de crédit

Les opérations de crédit se sont chiffrées à 9.902,4 millions de dirhams et apparaissent en diminution de 6.261,7 millions ou 38,7%. Cette évolution est imputable aux avances accordées aux banques sur le marché monétaire, dont l'encours, en raison de l'aisance des trésoreries bancaires, s'est fortement réduit en passant de 7.161,2 millions à 7,4 millions de dirhams, montant représentant des facilités à 24 heures. En revanche, le portefeuille des effets en cours de recouvrement, constitué essentiellement des chèques à crédit immédiat réglés au Trésor, a marqué une hausse de 59,6 millions en s'élevant à 1.591,2 millions de dirhams.

Emploi du capital
et des réserves

Ce chapitre, qui regroupe principalement les immobilisations nettes des amortissements et les titres en portefeuille, a totalisé 2.662,7 millions de dirhams et augmenté, d'une fin d'année à l'autre, de 91,6 millions ou 3,6%.

Comprenant en majeure partie les créances à récupérer sur les tiers, les éléments divers de l'actif ont atteint globalement 1.178 millions de dirhams, s'inscrivant en progression de 98 millions ou 9,1%.

Divers

PASSIF

Le montant des billets en circulation à fin décembre 2001 s'est élevé à 68.302,9 millions de dirhams, soit 57% environ du total du passif, enregistrant une hausse de 8.052,2 millions ou 13,4% qui dépasse largement celle de 1.305,7 millions ou 2,2% observée à l'issue de l'exercice précédent. Cet accroissement notable tient, en partie, aux opérations de change des billets de banque de la zone euro.

Billets en circulation

La ventilation des billets en circulation à la fin de l'année 2001 se présente comme suit :

4.217.743 billets	de 5 dirhams	DH	21.088.715,00
19.730.663 billets	de 10 dirhams	DH	197.306.630,00
50.422.609 billets	de 20 dirhams.....	DH	1.008.452.180,00
35.755.600 billets et 1/2	de 50 dirhams.....	DH	1.787.780.025,00
303.142.251 billets et 1/2	de 100 dirhams.....	DH	30.314.225.150,00
174.870.014 billets et 1/2	de 200 dirhams.....	DH	34.974.002.900,00
Total		DH	68.302.855.600,00

La valeur totale des pièces en circulation s'est accrue, d'une fin d'exercice à l'autre, de 99,5 millions ou 8,3% pour atteindre 1.292,4 millions de dirhams, se répartissant comme suit :

Circulation métallique

- Or

10.807 pièces commémoratives de 250 dirhams.....	DH	2.701.750,00
1.991 pièces commémoratives de 500 dirhams.....	DH	995.500,00

- Argent

6.377.789 pièces de 1 dirham (type 1960).....	DH	6.377.789,00
651.019 pièces de 5 dirhams (type 1965).....	DH	3.255.095,00
27.243 pièces commémoratives de 50 dirhams...	DH	1.362.150,00
9.138 pièces commémoratives de 100 dirhams....	DH	913.800,00
3.925 pièces commémoratives de 150 dirhams....	DH	588.750,00
19.505 pièces commémoratives de 200 dirhams	DH	3.901.000,00

- Nickel

208.737.225 pièces de 50 centimes.....	DH	104.368.612,50
383.320.986 pièces de 1 dirham.....	DH	383.320.986,00
62.069.205 pièces de 5 dirhams.....	DH	310.346.025,00
38.382.243 pièces de 10 dirhams.....	DH	383.822.430,00

- Bronze d'aluminium

219.903.947 pièces de 5 centimes.....	DH	10.995.197,35
308.871.121 pièces de 10 centimes.....	DH	30.887.112,10
241.855.836 pièces de 20 centimes.....	DH	48.371.167,20

- Aluminium

22.396.212 pièces de 1 centime.....	DH	223.962,12
-------------------------------------	----	------------

Total DH 1.292.431.326,27

Engagements en or
et en devises
convertibles

Les engagements en or et en devises convertibles ont totalisé 4.184,1 millions de dirhams à fin décembre 2001, marquant une hausse de 1.129 millions ou 37%, qui succède au repli de 93,7 millions ou 3% observé un an auparavant. L'accroissement ainsi constaté est imputable surtout aux dépôts en devises effectués par les banques, lesquels ont progressé de plus de moitié en dépassant 3.257 millions de dirhams.

Le montant global de ce chapitre, inscrit pour 33.116 millions de dirhams, a plus que doublé d'une fin d'année à l'autre. Cette expansion s'explique, en grande partie, par le dépôt d'un montant de 10.000 millions de dirhams constitué par le Trésor au titre du compte "Fonds Hassan II pour le développement économique et social". Elle tient également, mais dans une moindre mesure, aux "comptes de reprise de liquidités" des banques, qui présentent un solde créditeur global de 4.000 millions au lieu d'un solde nul à la fin de l'an 2000.

Dépôts et autres engagements

La contrevaletur des allocations de droits de tirage spéciaux, soit 433,6 millions de dirhams, n'a pas connu de variation d'une fin d'année à l'autre.

Allocations de droits de tirage spéciaux

S'établissant à 5.423,7 millions de dirhams, ce chapitre a enregistré une augmentation annuelle de 257,8 millions, qui reflète l'accroissement des réserves, le capital étant resté inchangé à 500 millions de dirhams.

Capital et réserves

En s'élevant à 7.342,1 millions de dirhams, les éléments divers du passif ont plus que doublé d'une fin d'exercice à l'autre. Le résultat net de l'exercice, après prélèvement de 1.108,2 millions de dirhams au titre de l'impôt sur les sociétés, s'est établi à 1.727,4 millions de dirhams.

Divers

**BILAN ET COMPTE DE RESULTATS
DE L'EXERCICE 2001**

BILAN DE BANK AL-MAGHRIB

ACTIF

	En dirhams
Avoirs en or, en droits de tirage spéciaux et en devises convertibles.....	100.189.544.735,09
- Avoirs en or	1.956.510.279,91
- Souscription FMI-tranche de réserve	1.293.531.311,54
- Avoirs en droits de tirage spéciaux	1.425.775.551,02
- Avoirs en devises convertibles	95.214.091.717,62
- Souscription au Fonds Monétaire Arabe	299.635.875,00
Accords de paiement.....	11.307,30
Concours financiers à l'État.....	6.136.100.000,00
- Avances à l'État - Article 35 par. 3 des Statuts.....	5.500.000.000,00
- Avance à l'État - Article 35 par. 2 des Statuts.....	636.100.000,00
- Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	-
Comptes courants postaux.....	26.407.115,05
Opérations de crédit.....	9.902.401.481,65
- Avances	8.311.182.768,63
- Effets en cours de recouvrement	1.591.218.713,02
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire.....	-
Emploi du capital et des réserves.....	2.662.663.780,20
Divers.....	1.177.977.716,13
Total de l'Actif.....	120.095.106.135,42

	En dirhams
Billets et monnaies en circulation.....	69.595.286.926,27
- Billets	68.302.855.600,00
- Monnaies	1.292.431.326,27
Engagements en or et en devises convertibles.....	4.184.119.213,74
- Engagements en or	-
- Engagements en devises convertibles	3.982.897.716,29
- Engagements en dirhams convertibles	7.389.056,54
- Organismes internationaux	193.832.440,91
Accords de paiement.....	225.353,02
Dépôts et autres engagements.....	33.115.978.020,86
- Compte courant du Trésor public	1.065.760,00
- Banques - comptes opérations	2.880.936.692,66
- Banques - comptes de réserves	13.613.420.000,00
- Banques - comptes de reprise de liquidités	4.000.000.000,00
- Autres comptes	12.602.881.795,52
- Autres engagements	17.673.772,68
Allocations de droits de tirage spéciaux.....	433.628.327,61
Capital et réserves.....	5.423.727.804,31
- Capital	500.000.000,00
- Réserves	4.923.727.804,31
Divers	7.342.140.489,61
Total du Passif	120.095.106.135,42

COMPTE DE RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2001

	En dirhams
PRODUITS	
Produits d'escompte	1.715.933,12
Intérêts	3.566.173.816,17
Commissions	160.657.965,34
Autres produits financiers	128.091.524,45
Produits divers	88.321.103,32
I. Total des produits.....	3.944.960.342,40
CHARGES	
Dépenses de fonctionnement	480.572.523,06
Charges diverses	436.112.848,86
Dotations aux amortissements	124.360.747,71
Constitution de provisions	68.322.119,72
II. Total des charges.....	1.109.368.239,35
III. Bénéfice brut (I-II).....	2.835.592.103,05
IV. Impôt sur les sociétés	1.108.239.639,13
V. Bénéfice net (III-IV).....	1.727.352.463,92

ANNEXES

**I-1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**
(Prix du marché de l'année 1980)

(En millions de dirhams)

Branches d'activité	1997	1998	1999*	2000*	2001**
Activités primaires.....	17.120	21.901	18.251	15.576	19.823
Agriculture, sylviculture et pêche	17.120	21.901	18.251	15.576	19.823
Activités secondaires	38.484	39.358	40.421	41.447	43.668
Industrie extractive	4.088	3.951	3.905	3.701	3.977
Énergie et eau ⁽¹⁾	6.225	6.544	6.753	6.722	7.265
Industrie manufacturière.....	22.806	23.277	23.906	24.749	25.785
Bâtiment et travaux publics.....	5.365	5.586	5.857	6.276	6.641
Activités tertiaires	46.824	50.005	51.924	54.553	55.730
Transports et communications.....	7.961	8.655	9.358	10.234	10.333
Commerce et DTI ⁽²⁾	24.663	26.555	27.618	29.162	30.137
dont : - Commerce	15.313	16.467	16.779	17.459	18.364
- DTI	9.350	10.088	10.839	11.703	11.773
Autres services ⁽³⁾	14.200	14.795	14.948	15.157	15.260
Produit intérieur brut marchand	102.428	111.264	110.596	111.576	119.220
Administrations publiques	21.769	22.465	23.027	23.351	24.428
Produit intérieur brut.....	124.197	133.729	133.622	134.927	143.648

I-2 - VARIATIONS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
(Prix du marché de l'année 1980)

(Variations en pourcentage)

Branches d'activité	1997	1998	1999*	2000*	2001**
Activités primaires.....	- 26,5	24,7	- 16,7	-14,7	27,3
Agriculture, sylviculture et pêche	- 26,5	24,7	- 16,7	-14,7	27,3
Activités secondaires	5,5	1,8	2,7	2,5	5,4
Industrie extractive	15,3	- 3,4	- 1,2	- 5,2	7,5
Énergie et eau ⁽¹⁾	6,4	1,2	3,2	- 0,5	8,1
Industrie manufacturière.....	3,4	2,4	2,7	3,5	4,2
Bâtiment et travaux publics.....	7,0	4,1	4,9	7,1	5,8
Activités tertiaires.....	1,8	6,0	3,8	5,1	2,2
Transports et communications.....	2,4	8,7	8,1	9,4	1,0
Commerce et DTI ⁽²⁾	0,8	7,7	4,0	5,6	3,3
dont : - Commerce	- 2,6	7,5	1,9	4,1	5,2
- DTI	6,9	7,9	7,4	8,0	0,6
Autres services ⁽³⁾	3,3	1,7	1,0	1,4	0,7
Produit intérieur brut marchand.....	- 3,1	7,6	- 0,6	0,9	6,9
Administrations publiques.....	2,2	3,2	2,5	1,4	4,6
Produit intérieur brut.....	- 2,2	6,8	- 0,1	1,0	6,5

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) DTI : Droits et taxes à l'importation nets des subventions.

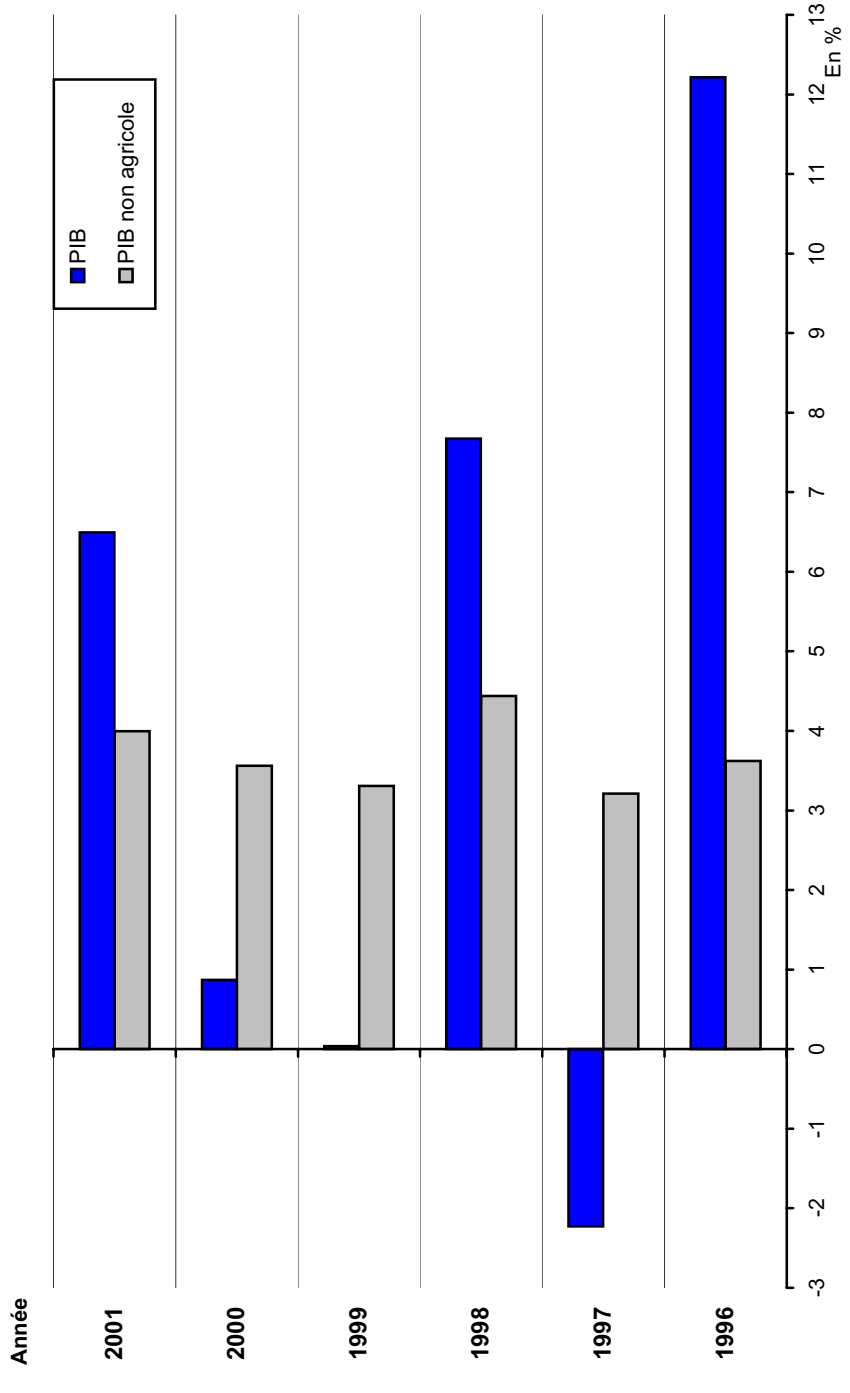
(3) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VARIATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT A PRIX CONSTANTS



**I-3 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Branches d'activité	1997	1998	1999*	2000*	2001**
Activités primaires.....	49.140	59.211	52.905	49.570	60.546
Agriculture, sylviculture et pêche	49.140	59.211	52.905	49.570	60.546
Activités secondaires	104.975	108.669	110.553	112.867	118.238
Industrie extractive	7.132	7.335	7.464	7.036	7.446
Énergie et eau ⁽¹⁾	26.867	27.462	27.159	25.264	26.589
Industrie manufacturière.....	56.212	58.400	59.582	62.267	64.851
Bâtiment et travaux publics.....	14.764	15.472	16.348	18.300	19.352
Activités tertiaires.....	120.836	128.892	132.712	141.142	145.975
Transports et communications.....	18.555	19.796	21.678	24.700	26.367
Commerce et DTI ⁽²⁾	62.069	66.104	66.339	70.683	72.895
dont : - Commerce	36.667	39.312	39.843	42.549	44.533
- DTI	25.402	26.792	26.496	28.134	28.362
Autres services ⁽³⁾	40.212	42.992	44.695	45.759	46.713
Produit intérieur brut marchand.....	274.951	296.772	296.170	303.579	324.759
Administrations publiques.....	43.391	47.234	49.424	50.489	58.138
Produit intérieur brut.....	318.342	344.006	345.594	354.068	382.897

I-4 - VARIATIONS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

(Prix courants)

(variations en pourcentage)

Branches d'activité	1997	1998	1999*	2000*	2001**
Activités primaires.....	49,7	-20,3	- 10,7	- 6,3	22,1
Agriculture, sylviculture et pêche	49,7	-20,3	- 10,7	- 6,3	22,1
Activités secondaires	6,7	5,9	1,7	2,1	4,8
Industrie extractive	10,7	27,3	1,8	- 5,7	5,8
Énergie et eau ⁽¹⁾	7,8	5,1	- 1,1	- 7,0	5,2
Industrie manufacturière.....	5,4	3,1	2,0	4,5	4,1
Bâtiment et travaux publics.....	8,2	9,8	5,7	11,9	5,7
Activités tertiaires.....	6,6	2,5	3,0	6,4	3,4
Transports et communications.....	2,7	3,2	9,5	13,9	6,7
Commerce et DTI ⁽²⁾	10,2	0,9	0,4	6,5	3,1
dont : - Commerce	13,9	- 0,7	1,4	6,8	4,7
- DTI	5,1	3,3	- 1,1	6,2	0,8
Autres services ⁽³⁾	3,0	4,8	4,0	2,4	2,1
Produit intérieur brut marchand.....	13,9	- 1,3	- 0,2	2,5	7,0
Administrations publiques.....	9,9	6,5	4,6	2,2	15,1
Produit intérieur brut.....	13,4	- 0,3	0,5	2,5	8,1

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) DTI : Droits et taxes à l'importation nets des subventions.

(3) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

I-5 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	1998	1999*	2000*	2001**	Variations en %	
					2000	2001
					1999	2000
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	344.005	345.594	354.068	382.897	2,5	8,1
Déficit en ressources	15.782	14.880	22.188	14.125	49,1	-36,3
Importations de biens et services non facteurs	93.500	99.543	115.693	119.560	16,2	3,3
Exportations de biens et services non facteurs	77.718	84.663	93.504	105.435	10,4	12,8
Total des ressources disponibles.....	359.787	360.474	376.256	397.022	4,4	5,5
EMPLOIS						
Consommation finale nationale	283.570	280.562	292.573	309.627	4,3	5,8
- Ménages résidents	221.569	214.416	224.883	235.008	4,9	4,5
- Administrations publiques	62.001	66.146	67.689	74.619	2,3	10,2
Investissement.....	76.217	79.912	83.684	87.396	4,7	4,4
Formation brute de capital fixe.....	75.739	81.896	85.312	85.264	4,2	- 0,1
Variation des stocks.....	+ 478	- 1.984	- 1.629	+ 2.131	-	-
Total des emplois	359.787	360.474	376.256	397.022	4,4	5,5

I-6 - LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	1998	1999*	2000*	2001**	Variations en %	
					2000	2001
					1999	2000
Produit intérieur brut	344.005	345.594	354.068	382.897	2,5	8,1
Revenus nets reçus de l'extérieur.....	14.402	13.243	16.981	32.767	28,2	93,0
Revenu national brut disponible	358.407	358.837	371.049	415.664	3,4	12,0
Consommation finale nationale.....	283.570	280.562	292.573	309.627	4,3	5,8
Épargne nationale brute	74.837	78.275	78.476	106.037	0,3	35,1
Affectation du revenu national brut disponible	358.407	358.837	371.049	415.664	3,4	12,0

I-7 - INVESTISSEMENT ET ÉPARGNE

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	1998	1999*	2000*	2001**	Variations en %	
					2000	2001
					1999	2000
Épargne nationale brute.....	74.837	78.275	78.476	106.037	0,3	35,1
Transferts nets en capital						
reçus du reste du monde	- 96	- 84	- 63	- 101	-24,1	59,5
Besoin de financement	1.506	1.720	5.270	-	206,3	-
Total des ressources.....	76.247	79.912	83.683	105.936	4,7	26,6
Formation brute de capital fixe.....	75.739	81.896	85.312	85.264	4,2	- 0,1
Variation des stocks	+ 508	- 1.984	- 1.629	+ 2.131	-	-
Capacité de financement	-	-	-	+ 18.541	-	-
Total des emplois.....	76.247	79.912	83.683	105.936	4,7	26,6

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

II-1 - CÉRÉALICULTURE

	Campagne 1999-2000			Campagne 2000-2001		
	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)
Céréales principales						
Blé tendre.....	1.823	9.533	5,2	1.724	22.776	13,2
Blé dur.....	1.079	4.274	4,0	977	10.398	10,6
Orge.....	2.251	4.668	2,1	2.126	11.552	5,4
Maïs.....	238	950	4,0	254	536	2,1
Total.....	5.391	19.425	3,6	5.081	45.262	8,9
Céréales secondaires	45,8	438	9,6	57,6	678	11,8
dont : riz	5,6	252	45,0	7,5	396	52,8

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la programmation et des affaires économiques).

II-2 - CÉRÉALES

Commercialisation officielle

(En milliers de quintaux)

	Juin 1999 à mai 2000	Juin 2000 à mai 2001	Juin à décembre 2001
Blé tendre.....	8.113	4.036	10.205
Blé dur.....	135	99	140
Orge.....	90	6	184
Maïs.....	359	28	33
Total.....	8.697	4.169	10.562

Source : Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses.

II-3 - LÉGUMINEUSES

	Campagne 1999-2000			Campagne 2000-2001		
	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)
Fèves	138	326	2,4	143	820	5,7
Pois chiches	66	151	2,3	58	318	5,5
Petits pois	30	61	2,0	28	128	4,6
Lentilles	41	27	0,7	42	129	3,1
Divers	45	235	5,2	43	222	5,2
Total.....	320	800	2,5	314	1.617	5,1

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la programmation et des affaires économiques).

II-4 - CULTURES MARAÎCHÈRES

	Oct. 1999 à Sept. 2000			Oct. 2000 à Sept. 2001		
	Superficie (1000 ha)	Production (1000 t)	Rendement (en t/ha)	Superficie (1000 ha)	Production (1000 t)	Rendement (en t/ha)
Cultures maraîchères de saison	210,0	3.477	16,6	216,0	3.700	17,1
Primeurs	23,0	1.010	43,9	24,0	962	40,1
Tomates	5,7	550	96,5	4,7	446	94,9
Pommes de terre	10,5	190	18,1	9,5	140	14,7
Autres fruits et légumes ...	6,8	270	39,7	9,8	376	38,4
Total.....	233,0	4.487	19,3	240,0	4.662	19,4

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la production végétale).

II-5 - EXPORTATION DE PRIMEURS

(En milliers de tonnes)

	Oct. 1998 à Sept. 1999	Oct. 1999 à Sept. 2000	Oct. 2000 à Sept. 2001
Tomates	233	215,8	186,8
Pommes de terre	90	66,6	47,1
Autres légumes	72	93,4	109,7
Total.....	395	375,8	343,6

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la production végétale).

II-6 - AGRUMES

(En milliers de tonnes)

	Oct.98 à Juil.99		Oct.99 à Juil.2000		Oct.2000 à Juil.2001	
	Production	Exportation	Production	Exportation	Production	Exportation
Oranges.....	852	334	845	325	694	254
Clémentines	325	163	360	192	175	95
Divers	126	86	195	80	110	41
Total.....	1.303	583	1.400	597	979	390

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la production végétale).

II-7 - BETTERAVE À SUCRE ET PRODUCTION DE SUCRE

	Superficies récoltées (ha)	Récolte (tonnes)	Rendement (tonnes/ha)	Production de sucre* (tonnes)
Campagne 1999-2000				
Gharb	13.700	646.000	47,2	} 121.000
Loukkos	4.400	266.000	60,5	
Tadla	15.200	772.000	50,8	100.403
Doukkala	17.300	1.002.000	57,9	130.011
Moulouya	3.300	138.000	41,8	17.360
Total.....	53.900	2.824.000	52,4	368.774
Campagne 2000-2001				
Gharb	16.500	767.000	46,5	} 126.672
Loukkos	5.600	225.000	40,2	
Tadla	13.500	675.000	50,0	80.000
Doukkala	18.400	1.192.000	64,8	159.000
Moulouya	4.400	247.000	56,1	33.048
Total.....	58.400	3.106.000	53,2	398.720

(*) Données du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la production végétale).

II-8 - CANNE À SUCRE ET PRODUCTION DE SUCRE

	Superficies récoltées (ha)	Production (tonnes)	Rendement (tonnes/ha)	Production de sucre* (tonnes)
2000				
Gharb	12.400	907.200	73,2	} 135.000
Loukkos	5.200	418.600	80,5	
Total.....	17.600	1.325.800	75,3	135.000
2001				
Gharb	13.644	989.000	72,5	} 101.593
Loukkos	4.262	332.000	77,9	
Total.....	17.906	1.321.000	73,8	101.593

(*) Données du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.
Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la production végétale).

II-9 - COTON ⁽¹⁾

	Campagne 1999-2000			Campagne 2000-2001		
	Superficie (ha)	Production (Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie (ha)	Production (Qx)	Rendement (Qx/ha)
Doukkala	200	4.000	20,0	300	3.600	12,0

(1) Depuis la campagne 1999 - 2000, la culture du coton est pratiquée uniquement dans la région de Doukkala.
Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.
(Direction de la production végétale).

II-10 - OLÉICULTURE

(En milliers de tonnes)

	Récolte fin 1999 - début 2000	Récolte fin 2000 - début 2001*	Récolte fin 2001 - début 2002**
	Production d'olives.....	650	420
Production d'huile.....	60	35	50

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.

(Direction de la production végétale).

II-11 - OLÉAGINEUX

	Campagne 1999-2000			Campagne 2000-2001		
	Superficie récoltée (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie récoltée (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)
	Tournesol.....	48,8	200	4,1	61,5	270
Arachide.....	21	440	21,0	20,8	500	24,0

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.

(Direction de la production végétale).

II-12 - VITICULTURE

	Année 1999		Année 2000		Année 2001	
	Superficie (ha)	Production (tonnes)	Superficie (ha)	Production (tonnes)	Superficie (ha)	Production (tonnes)
Raisins de table	39.000	230.000	37.500	196.600	38.800	203.200
Raisins de cuve	10.800	80.000	9.800	56.000	10.700	60.800
Total.....	49.800	310.000	47.300	252.600	49.500	264.000

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.

(Direction de la production végétale).

II-13 - ÉLEVAGE ⁽¹⁾

(En milliers de têtes)

	1999	2000	2001*
Bovins.....	2.565	2.575	2.500
Ovins.....	14.587	14.499	15.000
Caprins.....	4.704	4.930	4.800
Total.....	21.856	22.004	22.300

(1) Il s'agit du recensement du cheptel effectué en octobre-novembre.

(*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.

(Direction de la programmation et des affaires économiques).

II-14 - PRODUCTION DE VIANDE DISPONIBLE À LA CONSOMMATION

(En milliers de tonnes)

	1999	2000*	2001**
Viande rouge	316	330	335
Bovins.....	135	140	150
Ovins.....	116	120	115
Caprins.....	20	22	21
Autres et abats.....	45	48	49
Viande blanche	230	220	255

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts.

(Direction de l'élevage).

II-15 - PÊCHES MARITIMES

(En milliers de tonnes)

	2000*	2001**
Production.....	898,8	1.101,1
Pêche hauturière.....	133,5	122,5
Pêche côtière.....	765,3	978,6
Consommation de produits frais⁽¹⁾	203,4	197,2
Transformation	557,8	769,7
Conserves ⁽¹⁾	180,0	210,0
Sous-produits	321,5	505,7
Congélation	56,3	54,0
Exportation	329,4	366,3
Poisson frais et congelé.....	47,1	52,8
Crustacés et mollusques	178,3	124,9
Conserves	82,2	98,4
Sous-produits	21,8	90,2

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) Désormais, l'Office national des pêches (ONP) déduit de la consommation de produits frais les achats effectués par les mareyeurs mais livrés au secteur des conserveries, pour les inclure dans la rubrique "Conserves".

Sources : - Production : Ministère des pêches maritimes et Office national des pêches.

- Exportation : Office des changes.

III-1 - PRINCIPAUX PRODUITS MINIERES

(en milliers de tonnes)

	Production ⁽¹⁾			Exportation ⁽²⁾		
	1999	2000*	2001**	1999	2000*	2001**
Phosphates secs.....	22.163,0	21.463,0	21.995,0	11.380,8	10.487,5	10.684,0
Autres minerais non métalliques						
. Barytine.....	328,9	343,6	445,8	212,2	327,2	404,2
. Fluorine.....	83,1	77,0	96,5	83,4	78,2	93,9
. Sel	156,2	162,4	231,3	-	-	-
. Bentonite	36,5	43,2	80,4	-	-	-
Minerais métalliques						
. Zinc	216,2	201,7	174,8	230,5	190,3	184,3
. Plomb	114,2	117,4	110,9	47,8	39,2	31,2
. Fer	6,6	6,5	5,0	0,2	-	-
. Cuivre	25,3	23,2	19,1	29,5	25,2	20,9
. Manganèse	29,2	25,8	13,2	24,9	16,9	13,7

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : (1) Production : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.

(2) Exportation : Office des changes.

III-2 - INDICE DE LA PRODUCTION MINIÈRE

(base 100 en 1992)

	Pondé- ration	1999	2000*	2001**	Variations en % <u>2001</u> 2000
		Indice général.....	100,0	113,5	109,6
- Phosphates.....	78,65	115,8	112,1	114,9	+ 2,5
- Minerais métalliques	16,50	106,6	103,2	89,0	- 13,8
- Autres minerais non métalliques ...	4,85	99,7	90,8	147,3	+ 62,2

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

(Direction de la statistique)

III-3 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	1999		2000*		2001**	
	Total	%	Total	%	Total	%
Consommation primaire	9.664	100	9.655	100	10.134	100
- Charbon	2.209	22,9	2.567	26,6	3.274	32,3
- Produits pétroliers	6.730	69,6	6.236	64,6	6.139	60,6
- Gaz naturel	33	0,3	38	0,4	38	0,4
- Électricité hydraulique, éolienne et importée.....	692	7,2	814	8,4	683	6,7
dont :						
Matières premières locales	329	100	267	100	325	100
- Anthracite	72	21,9	16	6,0	-	-
- Pétrole et gaz naturel.....	45	13,7	51	19,1	48	14,8
- Électricité hydraulique et éolienne.....	212	64,4	200	74,9	277	85,2
Déficit énergétique.....	9.335		9.388		9.809	
- En pourcentage de la consommation globale.....		96,6		97,2		96,8

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.

III-4 - PRODUCTION D'ÉNERGIE

	1999	2000*	2001**	Variations en % <u>2001</u> 2000
Activité d'extraction				
Production d'antracite (1.000 t)	129,2	29,0	-	-
Production de pétrole brut (1.000 t)	12,9	14,0	10,8	- 22,9
Production de gaz naturel (millions m ³).....	43,0	50,0	50,0	-
Activité de transformation				
Production des raffineries (1.000 t) ⁽¹⁾	6.556,0	6.189,0	6.324,0	2,2
Production nette d'énergie électrique (millions kWh)	11.419	11.579	13.228	14,2
dont : production concessionnelle (thermique et éolienne)	(4.924,0)	(6.499,8)	(9.232,7)	(42,0)

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) A l'exclusion des produits non énergétiques (bitumes et lubrifiants).

Sources : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines
et Office national de l'électricité.

III-5 - PRODUCTION D'ÉNERGIE EXPRIMÉE EN TONNES ÉQUIVALENT PÉTROLE (TEP)

En milliers de T.E.P.	2000*			2001**		
	Quantités	Variations en %	Structure	Quantités	Variations en %	Structure
Production totale ⁽¹⁾	9.216	- 4,0	100,0	9.763	5,9	100,0
dont :						
. Produits pétroliers ⁽²⁾	6.189	- 5,6	67,2	6.324	2,2	64,8
. Electricité	3.011	1,4	32,7	3.439	14,2	35,2
. Charbon.....	16	- 77,8	0,1	-	-	-

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) La production totale d'énergie a été évaluée à partir des données du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines et de l'Office national de l'électricité et sur la base d'un coefficient de conversion de 0,26 TEP par 1000 kWh pour l'électricité et de 0,56 TEP par tonne pour le charbon.

(2) A l'exclusion des produits non énergétiques (bitumes et lubrifiants).

III-6 - CONSOMMATION TOTALE D'ÉNERGIE

	1999	2000*	2001**	Variations en % <u>2001</u> 2000
Produits pétroliers (1.000 t)	6.730	6.236	6.139	- 1,6
- Produits blancs	3.652	3.656	3.759	2,8
. Essence ordinaire.....	80	79	79	-
. Essence super.....	329	326	320	- 1,8
. Carburacteur.....	287	285	265	- 7,0
. Gasoil.....	2.842	2.841	2.980	4,9
. Divers.....	114	125	115	- 8,0
- Gaz liquéfiés	1.109	1.129	1.180	4,5
. Butane.....	1.013	1.038	1.080	4,0
. Propane.....	96	91	100	9,9
- Fuel-oil	1.969	1.451	1.200	- 17,3
. Quantités utilisées pour la production d'électricité	981	611	292	- 52,2
. Autres	988	840	908	8,1
Charbon (1.000 t)	3.379	3.913	4.969	27,0
. Quantités utilisées pour la production d'électricité	2.677	3.219	4.171	29,6
. Autres	702	694	798	15,0
Gaz naturel (millions m³).....	43	50	50	-
Électricité ONE (millions kWh)	11.675	12.175	12.800	5,1
dont : apports extérieurs	1.844	2.363	1.564	- 33,8

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Sources : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines
et Office national de l'électricité.

III-7 - CONSOMMATION FINALE D'ÉNERGIE

En milliers de tonnes équivalent - pétrole TEP	2000*			2001**		
	Quantités	Variations en %	Structure en %	Quantités	Variations en %	Structure en %
Consommation finale d'énergie⁽¹⁾	9.275	0,1	100	9.730	4,9	100
. Produits pétroliers	5.651	- 2,1	60,9	5.875	4,0	60,4
dont :						
(gasoil)	(2.828)	(- 0,1)	(30,5)	(2.970)	(5,0)	(30,5)
. Électricité	3.166	4,3	34,1	3.328	5,1	34,2
. Charbon	458	- 1,1	5,0	527	15,1	5,4

(1) La consommation finale d'énergie est évaluée à partir des données du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines et de l'Office national de l'électricité, sur la base d'un coefficient de conversion de 0,26 TEP par 1000 kWh pour l'électricité et de 0,66 TEP par tonne pour le charbon.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

IV-1 - INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Base 100 en 1992)

	Pondération	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Variations en %	
					<u>2000</u> 1999	<u>2001</u> 2000
Industries alimentaires, boissons et tabacs	249	123,3	129,7	135,5	5,2	4,5
. Industries alimentaires ⁽¹⁾	184	125,8	132,7	135,8	5,5	2,3
. Boissons et tabacs	65	116,3	120,8	134,9	3,9	11,7
Industries du textile, de l'habillement et du cuir	223	117,2	118,0	115,4	0,7	- 2,2
. Produits textiles et bonneterie	113	98,4	102,0	101,9	3,7	- 0,1
. Habillement à l'exclusion des chaussures	90	142,1	138,7	131,2	- 2,4	- 5,4
. Cuir, articles et chaussures en cuir	20	111,2	114,8	120,9	3,2	5,3
Industries chimiques et parachimiques	218	127,6	132,6	138,2	3,9	4,2
. Produits de la chimie et de la parachimie	151	125,7	130,0	137,7	3,4	5,9
. Articles en caoutchouc et en plastique	30	127,7	126,3	122,9	- 1,1	- 2,7
. Papier et carton, imprimerie	37	135,1	148,2	153,0	9,7	3,2
Industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques	181	117,1	121,2	128,9	3,5	6,4
. Produits de l'industrie métallique de base.....	22	135,0	135,3	144,8	0,2	7,0
. Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines.....	61	105,4	109,0	118,8	3,4	9,0
. Machines et matériel d'équipement	20	109,2	120,5	118,2	10,3	- 1,9
. Matériel de transport.....	41	120,3	125,5	143,4	4,3	14,3
. Matériel électrique et électronique	34	126,4	127,1	127,4	0,6	0,2
. Matériel de bureau, de mesure, d'optique et d'horlogerie ...	2	136,9	159,6	114,9	16,6	-28,0
. Autres industries manufacturières	1	108,6	111,7	108,8	2,9	- 2,6
Bois et matériaux de construction	129	115,5	119,6	124,0	3,5	3,7
. Bois et articles en bois	21	106,2	110,8	116,8	4,3	5,4
. Transformation des minéraux de carrière.....	108	117,3	121,3	125,4	3,4	3,4
Ensemble des industries de transformation	1000	120,7	124,9	128,9	3,5	3,2

(1) Produits des industries alimentaires (branche 10) et autres produits des industries alimentaires (branche 11).

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

V-1 - ENTRÉES DE TOURISTES

	Année 2000	Année 2001	Variations		Cumul des 8 premiers mois de l'année		Variations		Cumul des 4 derniers mois de l'année		Variations	
			2001 2000 (%)	2000	2001	2001 2000 (%)	2000	2001	2001 2000 (%)	2000	2001	2001 2000 (%)
I - Touristes de nationalité étrangère	2.505.708	2.456.922	-2,0	1.673.920	1.796.023	+7,3	831.788	660.899	-20,5			
A. Tourisme de séjour	2.325.505	2.249.662	-3,3	1.574.082	1.672.017	+6,2	751.423	577.645	-23,1			
Pays d'union Européenne.....	1.805.088	1.772.365	-1,8	1.218.368	1.317.881	+8,2	586.720	454.484	-22,5			
dont :												
. France	813.865	840.230	+3,2	564.289	629.744	+11,6	249.576	210.486	-15,7			
. Espagne	232.245	200.519	-13,7	152.098	144.629	-4,9	80.147	55.890	-30,3			
. Allemagne	211.039	196.700	-6,8	137.893	139.079	+0,9	73.146	57.621	-21,2			
. Royaume-Uni	137.232	135.642	-1,2	89.728	100.318	+11,8	47.504	35.324	-25,6			
. Italie	142.426	123.628	-13,2	96.109	97.767	+1,7	46.317	25.861	-44,2			
Autres pays d'Europe.....	113.494	92.180	-18,8	76.425	65.533	-14,3	37.069	26.647	-28,1			
Amérique.....	178.625	149.103	-16,5	121.426	122.112	+0,6	57.199	26.991	-52,8			
dont :												
. États-Unis	121.068	97.072	-19,8	79.815	81.632	+2,3	41.253	15.440	-62,6			
. Canada	34.320	31.633	-7,8	24.929	24.746	-0,7	9.391	6.887	-26,7			
. Argentine	6.876	5.693	-17,2	4.859	4.619	-4,9	2.017	1.074	-46,8			
Maghreb	63.989	71.454	+11,7	44.446	51.243	+15,3	19.543	20.211	+3,4			
Moyen-Orient	67.157	72.165	+7,5	48.561	52.504	+8,1	18.596	19.661	+5,7			
Afrique	36.077	38.477	+6,7	22.777	23.511	+3,2	13.300	14.966	+12,5			
Asie	40.120	33.094	-17,5	27.825	24.287	-12,7	12.295	8.807	-28,4			
Autres pays	20.955	20.824	-0,6	14.254	14.946	+4,9	6.701	5.878	-12,3			
B. Tourisme de croisière.....	180.203	207.260	+15,0	99.838	124.006	+24,2	80.365	83.254	+3,6			
II - Ressortissants marocains résident à l'étranger	1.787.532	1.973.653	+10,4	1.446.095	1.608.376	+11,2	341.437	365.277	+7,0			
Total	4.293.240	4.430.575	+3,2	3.120.015	3.404.399	+9,1	1.173.225	1.026.176	-12,5			

Source : Département du tourisme.

VI-1 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)

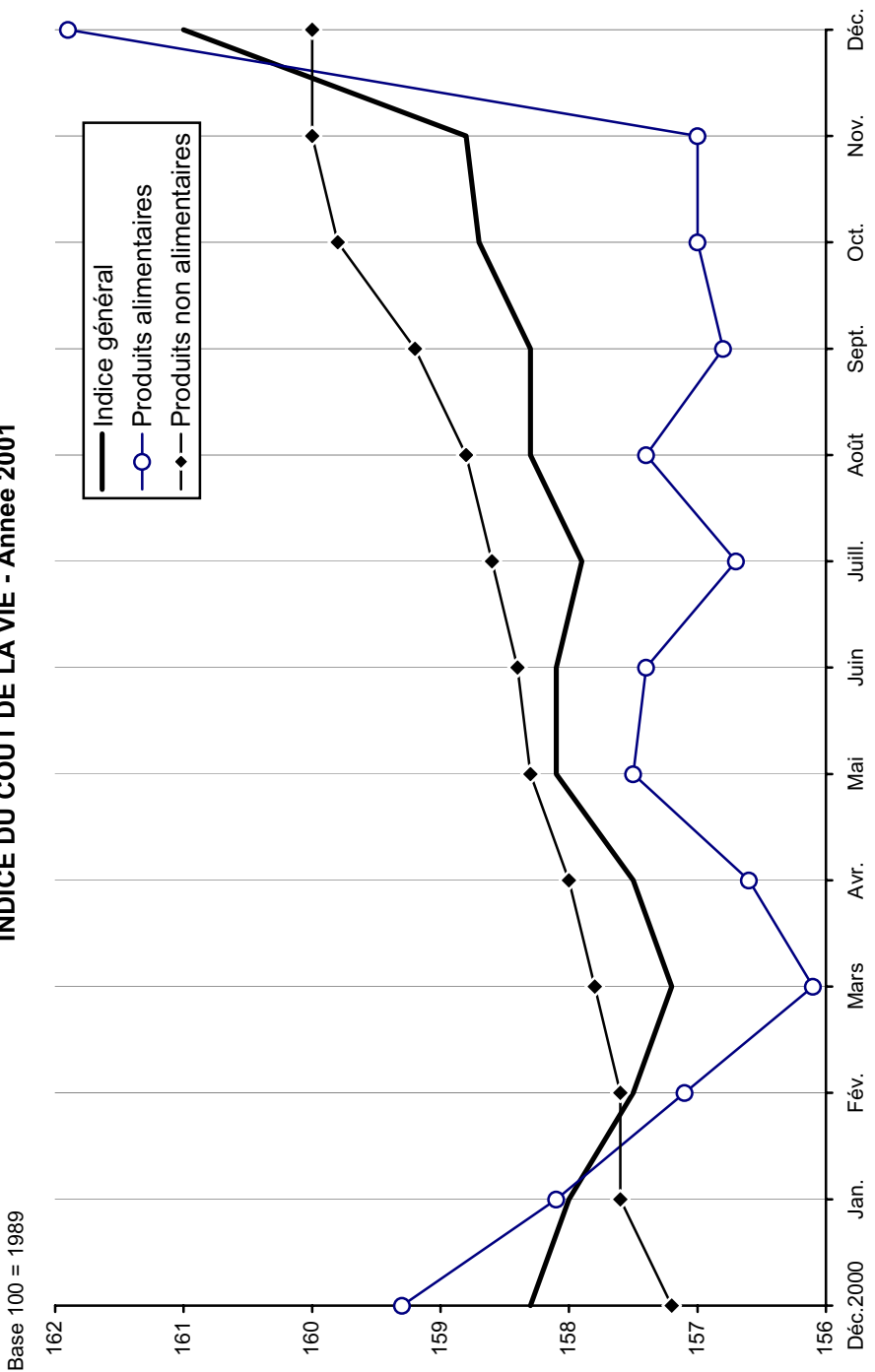
(Base 100 en 1989)

Groupes	2001												Variations en %				
	2000												Déc.01	2001*			
	Moy. an-nuelle	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moy. an-nuelle	Déc.00	2000*
Produits alimentaires	159,1	159,3	158,1	157,1	156,1	156,6	157,5	157,4	156,7	157,4	156,8	157,0	157,0	161,9	157,5	+ 1,6	- 1,0
Céréales et produits à base de céréales	141,8	142,3	142,3	142,2	142,4	142,3	142,1	141,8	142,0	142,4	142,5	142,6	143,0	143,1	142,4	+ 0,6	+ 0,4
Lait, produits laitiers et oeufs	137,4	142,6	141,8	138,9	136,4	135,8	136,2	136,1	136,1	138,5	140,6	142,8	146,0	146,8	139,7	+ 2,9	+ 1,7
Corps gras	135,3	138,1	138,3	140,1	141,1	139,7	139,6	139,7	139,6	139,8	140,4	141,0	141,2	140,5	140,1	+ 1,7	+ 3,5
Viandes	162,8	164,6	171,2	173,4	172,5	165,4	160,5	159,3	158,4	160,0	161,9	162,5	167,8	168,2	165,1	+ 2,2	+ 1,4
Poissons frais	178,1	184,4	182,2	179,7	167,0	158,1	159,3	157,3	155,1	159,0	156,9	162,9	178,2	186,9	166,9	+ 1,4	- 6,3
Légumes frais	196,2	192,5	165,2	156,0	154,2	169,2	178,0	165,0	164,6	165,2	157,1	154,1	166,1	206,2	166,7	+ 7,1	-15,0
Fruits frais	174,8	168,5	177,1	177,3	174,3	189,8	218,1	248,9	237,9	235,3	231,4	231,9	171,7	171,0	205,4	+ 1,5	+17,5
Produits non alimentaires	155,6	157,2	157,6	157,6	157,8	158,0	158,3	158,4	158,6	158,8	159,2	159,8	160,0	160,0	158,7	+ 1,8	+ 2,0
Habillement	161,3	162,8	162,8	162,7	162,7	162,8	163,2	163,3	163,4	163,6	164,0	164,2	164,4	165,0	163,5	+ 1,4	+ 1,4
Habitation	159,2	160,7	161,9	162,0	162,1	162,1	162,3	162,4	162,4	162,5	162,6	163,0	163,1	163,1	162,5	+ 1,5	+ 2,1
Équipement ménager	138,2	138,2	138,3	138,2	138,0	137,9	138,0	137,9	137,9	138,4	138,8	138,9	139,0	139,0	138,4	+ 0,6	+ 0,1
Soins médicaux	140,6	140,5	140,7	140,8	142,6	142,6	142,6	142,8	143,0	143,0	143,0	143,0	143,2	143,2	142,5	+ 1,9	+ 1,4
Transport et communications	158,4	162,1	162,2	161,6	162,1	162,2	162,4	162,4	162,6	162,8	162,9	162,9	163,1	163,2	162,5	+ 0,7	+ 2,6
Loisirs et culture	154,0	157,5	157,5	157,4	158,0	158,1	158,3	158,3	158,4	158,4	161,3	162,9	162,8	162,8	159,5	+ 3,4	+ 3,6
Autres biens et services	163,1	164,5	164,7	164,6	164,8	164,9	165,9	166,2	166,6	166,9	167,8	168,6	168,9	169,1	166,6	+ 2,8	+ 2,1
Indice général	157,3	158,3	158,0	157,5	157,2	157,5	158,1	158,1	157,9	158,3	158,3	158,7	158,8	161,0	158,3	+ 1,7	+ 0,6

(*) Moyenne annuelle.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

INDICE DU COÛT DE LA VIE - Année 2001



VI-2 - INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (*)

(Base 100 = 1997)

	Pondérations en%	Moyenne 2000	2001				Moyenne	Variations en %		
			1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre		Moyenne	2000 1999	2001 2000
Industries alimentaires	28,9	99,8	100,2	98,1	98,7	99,8	99,2	- 0,1	- 0,6	
Industrie du tabac	3,1	113,7	113,4	113,4	113,4	113,4	113,4	+ 1,5	- 0,3	
Industrie textile	6,5	97,1	96,1	97,2	98,1	98,1	97,4	- 3,8	+ 0,3	
Industrie de l'habillement	6,7	97,6	96,9	96,9	96,9	96,5	96,8	- 1,3	- 0,8	
Industrie du cuir et de la chaussure	1,6	97,0	97,0	96,0	96,0	96,0	96,3	+ 0,1	- 0,7	
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1,8	99,0	98,7	99,0	98,5	97,8	98,5	-	- 0,5	
Industrie du papier et du carton	2,6	103,8	98,0	95,0	94,7	90,4	94,5	+ 7,3	- 9,0	
Edition, imprimerie, reproduction	1,4	91,3	96,0	92,9	96,5	96,5	95,5	- 0,9	+ 4,6	
Raffinage du pétrole	13,3	152,8	142,3	147,1	150,3	131,0	142,7	+ 78,7	- 6,6	
Industrie chimique	13,1	98,5	98,3	98,7	94,6	94,6	96,6	+ 0,4	- 1,9	
Industrie du caoutchouc et des plastiques	2,0	97,6	99,3	98,2	96,1	96,8	97,6	- 3,2	-	
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	5,9	103,5	103,5	103,6	106,2	106,2	104,9	+ 2,1	+ 1,4	
Métallurgie	3,2	101,1	99,1	100,4	99,8	99,8	99,8	+ 3,4	- 1,3	
Travail des métaux	3,0	100,3	100,8	100,9	101,3	101,3	101,1	+ 0,3	+ 0,8	
Fabrication de machines et équipements	0,9	97,8	96,6	96,4	96,5	96,2	96,4	- 2,9	- 1,4	
Fabrication de machines et appareils électriques	2,0	107,8	107,4	107,4	107,4	105,3	106,9	+ 3,8	- 0,8	
Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	0,5	97,2	97,2	96,8	96,8	96,8	96,9	- 0,2	- 0,3	
Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	0,1	96,8	96,8	96,8	96,8	96,8	96,8	+ 3,1	-	
Industrie automobile	2,5	98,9	98,9	99,1	99,1	99,4	99,1	+ 0,3	+ 0,2	
Fabrication d'autres matériels de transport	0,1	95,0	94,0	92,2	92,4	92,4	92,8	- 1,9	- 2,3	
Fabrication de meubles, industries diverses	0,9	99,0	98,8	102,6	102,7	102,7	101,7	- 0,9	+ 2,7	
Indice général	100	107,0	105,7	105,6	105,8	103,4	105,1	+ 9,3	- 1,8	

(*) Indice calculé sur la base des prix hors taxe, sortie usine.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VI-3 - INDICATEURS DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE

(Population en milliers et taux en %)

	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Année 2000	Année 2001	Variations absolues 2001/2000 ⁽²⁾	Année 2000	Année 2001	Variations absolues 2001/2000 ⁽²⁾	Année 2000	Année 2001	Variations absolues 2001/2000 ⁽²⁾
	Population totale	15.849	16.308	+ 459	12.857	12.863	+ 6	28.706	29.171
Population âgée de 15 ans et plus	11.384	11.807	+ 423	8.046	8.147	+ 101	19.430	19.954	+ 524
Population active âgée de 15 ans et plus	5.345	5.433	+ 88	4.940	4.797	- 143	10.285	10.230	- 55
dont : - Population occupée	4.199	4.372	+ 173	4.692	4.583	- 109	8.891	8.955	+ 64
- Population en chômage	1.146	1.061	- 85	248	214	- 34	1.394	1.275	- 119
Taux d'activité ⁽¹⁾	47,0	46,0	- 1,0	61,4	58,9	- 2,5	52,9	51,3	- 1,6
Taux de chômage	21,5	19,5	- 2,0	5,0	4,5	- 0,5	13,6	12,5	- 1,1
• Selon le sexe									
Hommes	19,9	18,0	- 1,9	6,5	5,6	- 0,9	13,8	12,5	- 1,3
Femmes	26,7	24,7	- 2,0	1,7	1,6	- 0,1	13,0	12,5	- 0,5
• Selon l'âge									
15 à 24 ans	37,6	35,5	- 2,1	7,9	7,2	- 0,7	19,9	18,9	- 1,0
25 à 34 ans	30,0	28,0	- 2,0	6,7	5,9	- 0,8	20,7	19,2	- 1,5
35 à 44 ans	10,4	9,2	- 1,2	2,7	2,3	- 0,4	7,3	6,5	- 0,8
45 ans et plus	4,3	3,5	- 0,8	1,1	1,1	-	2,7	2,3	- 0,4
• Selon le diplôme									
Sans diplôme	13,1	11,8	- 1,3	3,5	3,0	- 0,5	7,1	6,4	- 0,7
Ayant un diplôme	29,7	26,8	- 2,9	17,0	15,8	- 1,2	27,5	25,0	- 2,5

(1) Population active âgée de 15 ans et plus rapportée à la population âgée de 15 ans et plus.

(2) Pour les taux, il s'agit d'une variation en points de pourcentage.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

**VI-4 - ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SELON LES BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (1)**

(En milliers de personnes)

Branches d'activité	Année 2000	Année 2001	Variations	
			absolues	en %
Agriculture, élevage et pêche	4.010	3.900	- 110	- 2,7
Industries (y compris l'artisanat)	1.187	1.169	- 18	- 1,5
Bâtiment et travaux publics	555	598	+ 43	+ 7,7
Commerce	1.118	1.155	+ 37	+ 3,3
Transports et communications	297	317	+ 20	+ 6,7
Administration générale et services sociaux fournis à la collectivité.....	925	976	+ 51	+ 5,5
Autres services (y compris les réparations)	789	835	+ 46	+ 5,8
Activités mal désignées	10	5	- 5	- 50,0
Total	8.891	8.955	+ 64	+ 0,7

(1) Il s'agit de l'emploi des personnes âgées de 15 ans et plus.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

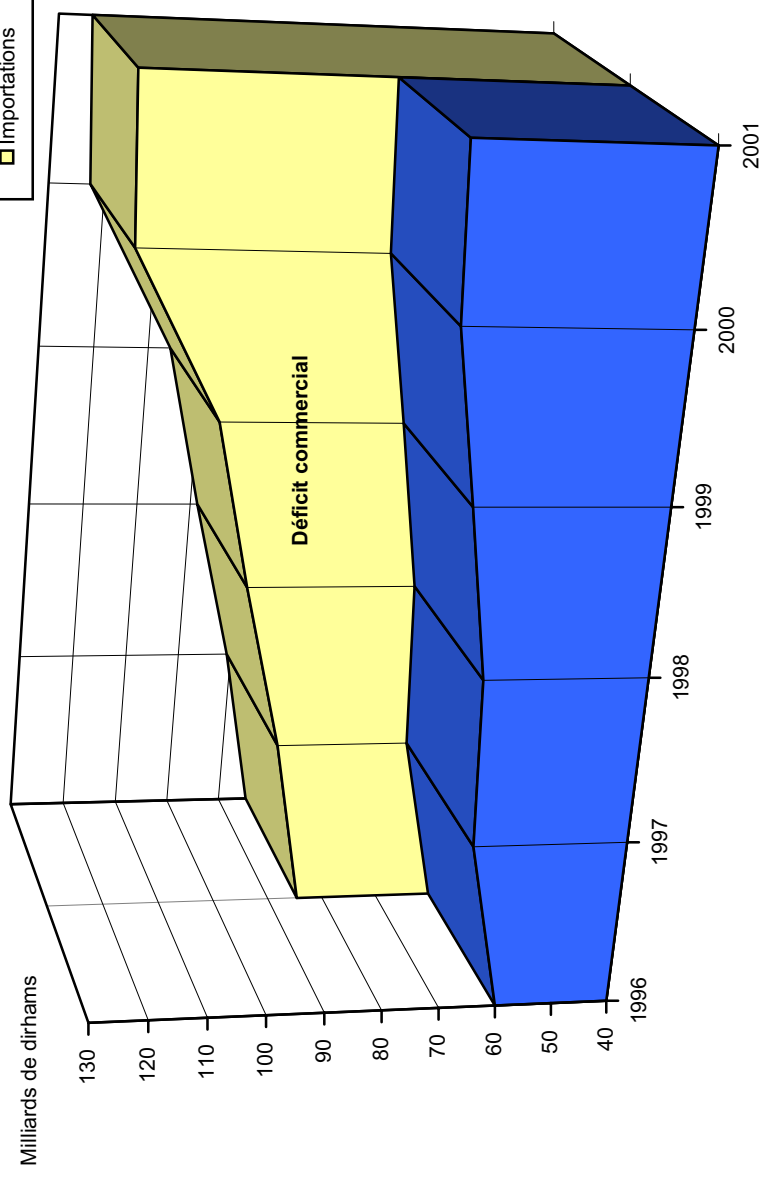
VII-1 - STRUCTURE DES TRANSACTIONS COMMERCIALES ⁽¹⁾

Part en % par catégorie de produits	Importations		Exportations	
	Année 2000	Année 2001	Année 2000	Année 2001
Produits alimentaires, boissons et tabacs.....	11,6	12,4	21,3	20,1
Produits énergétiques et lubrifiants	17,7	17,6	3,7	3,8
Produits bruts	6,6	6,2	9,6	9,4
Demi-produits	19,9	21,2	21,6	22,1
Produits finis	44,2	42,6	43,8	44,6
. Biens d'équipement	20,7	18,5	6,1	5,6
. Biens de consommation	23,5	24,1	37,7	39,0
Total	100	100	100	100

(1) Les statistiques du commerce extérieur incluent, à partir de l'année 1998, les transactions réalisées dans le cadre de l'admission temporaire sans paiement, tant au niveau global qu'au niveau de chaque produit.

ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'EXTERIEUR

- Exportations
- Importations



VII-2 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Poids en milliers de tonnes; Valeur en millions de dirhams	Année 2000*		Année 2001**		Variations			
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids		Valeur	
					1000 t	%	Montants	%
Produits alimentaires, boissons et tabacs.....	6.743	14.210	6.583	15.348	-160	-2,4	1.138	8,0
Blé	3.441	5.484	3.360	6.164	- 81	-2,4	680	12,4
Maïs	902	1.148	971	1.317	69	7,6	169	14,7
Orge	867	1.113	797	1.101	- 70	-8,1	- 12	- 1,1
Sucre	559	1.458	512	1.535	- 47	-8,4	77	5,3
Produits laitiers	39	674	54	971	15	38,5	297	44,1
Thé	42	740	38	671	- 4	-9,5	- 69	- 9,3
Tabacs	8	614	10	737	2	25,0	123	20,0
Autres produits	885	2.979	841	2.852	- 44	-5,0	- 127	-4,26
Produits énergétiques et lubrifiants	12.283	21.657	13.954	21.874	1.671	13,6	217	1,0
Huile brute de pétrole	6.853	14.710	7.259	14.488	406	5,9	- 222	- 1,5
Produits pétroliers raffinés	1.468	4.802	1.671	4.744	203	13,8	- 58	- 1,2
Charbon	3.962	1.441	5.024	2.280	1.062	26,8	839	58,2
Énergie électrique	-	704	-	362	-	-	- 342	-48,6
Produits bruts	4.688	8.055	4.048	7.646	- 640	- 13,7	- 409	- 5,1
Huiles végétales.....	337	1.479	396	1.663	59	17,5	184	12,4
Graines oléagineuses	322	871	254	626	- 68	- 21,1	- 245	- 28,1
Bois bruts	814	1.828	593	1.554	- 221	- 27,1	- 274	-15,0
Fibres textiles et coton	82	1.117	90	1.266	8	9,8	149	13,3
Soufre brut	2.658	1.326	2.196	878	- 462	-17,4	- 448	-33,8
Autres produits	475	1.434	519	1.659	44	9,3	225	15,7
Demi-produits ⁽¹⁾.....	3.762	24.365	4.014	26.387	252	6,7	2.022	8,3
Produits chimiques.....	782	3.441	751	3.686	- 31	- 4,0	245	7,1
Matières colorantes et désinfectants	29	955	31	1040	2	6,9	85	8,9
Engrais naturels et chimiques	596	796	585	856	- 11	- 1,8	60	7,5
Produits métallurgiques et sidérurgiques	1.253	5.403	1.375	5.533	122	9,7	130	2,4
Matières plastiques.....	259	2.841	305	3.171	46	17,8	330	11,6
Papiers et cartons	218	1.747	199	1.755	- 19	- 8,7	8	0,5
Fils de fibres et de coton	33	990	37	1172	4	12,1	182	18,4
Autres produits	592	8.192	731	9.174	139	23,5	982	12,0
Biens d'équipement agricoles.....	15	724	17	888	2	13,3	164	22,8
Biens d'équipement industriels.....	300	24.694	271	22.019	- 29	-9,7	-2.675	-10,8
Machines et appareils divers	30	4.575	31	4.728	1	3,3	153	3,3
Chaudières	2	283	2	239	-	-	- 44	-15,5
Moteurs, pompes et compresseurs	19	1.131	20	1.251	1	5,3	120	10,6
Machines textiles	6	562	6	684	-	-	122	21,7
Matériels d'extraction	12	419	15	405	3	25,0	- 14	- 3,3
Outils et machines outils	10	514	11	653	-	-	139	27,0
Avions, bateaux et voitures industrielles	63	4.000	37	1.958	- 26	-41,3	-2.042	-51,1
Appareils électriques de téléphonie et émetteurs de télécommunication	5	3.064	4	2.143	- 1	-20,0	- 921	-30,1
Fils et câbles pour l'électricité	12	732	13	786	1	8,3	54	7,4
Autres produits	141	9.414	132	9.172	- 9	-6,4	-242	-2,6
Biens de consommation	397	28.822	434	29.919	37	9,3	1.097	3,8
Médicaments	3	1.302	4	1.651	-	-	349	26,8
Produits textiles	109	10.740	122	12.190	13	11,9	1450	13,5
Ouvrages en matières plastiques	26	1.086	28	1.220	2	7,7	-	-
Appareils récepteurs de télécommunication	12	4.501	12	2.398	-	-	-2.103	-46,7
Voitures de tourisme	22	1.690	26	2.136	4	18,2	446	26,4
Pièces détachées pour voitures.....	18	728	23	1.024	5	27,8	296	40,7
Autres produits	207	8.775	219	9.300	12	5,8	525	6,0
Total.....	28.188	122.527	29.321	124.081	1.133	4,0	1.554	1,3

(1) Y compris l'or industriel, pour un montant de 70 millions de dirhams en 2000 et de 120 millions de dirhams en 2001.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

VII-3 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Poids en milliers de tonnes; Valeur en millions de dirhams	Année 2000*		Année 2001**		Variations			
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids		Valeur	
					1000 t	%	Montants	%
Produits alimentaires, boissons et tabacs.....	1.519	16.751	1.490	16.185	-29	-1,9	-566	-3,4
Agrumes	472	2.050	421	2.026	-51	-10,8	-24	-1,2
Primeurs	285	1.645	319	1.755	34	11,9	110	6,7
Crustacés, mollusques et coquillages	178	6.742	125	4.954	-53	-29,8	-1.788	-26,5
Poissons frais	47	1.361	53	1.396	6	12,8	35	2,6
Poissons en conserve	82	2.141	98	2.543	16	19,5	402	18,8
Conserves de légumes et de fruits.....	95	1.061	90	1.189	-5	-5,3	128	12,1
Farine de poissons.....	19	98	74	409	55	289,5	311	317,3
Autres produits	341	1.653	310	1.913	-31	-9,1	260	15,7
Produits énergétiques et lubrifiants	1.432	2.882	1.821	3.098	389	27,2	216	7,5
Produits bruts d'origine animale et végétale....	154	1.803	120	1.363	-34	-22,1	-440	-24,4
Pâte à papier	97	625	53	238	-44	-45,4	-387	-61,9
Plantes et fleurs	12	229	12	222	-	-	-7	-3,1
Agar-agar	1	213	1	202	-	-	-11	-5,2
Lièges	19	235	10	112	-9	-47,4	-123	-52,3
Autres produits	25	501	44	589	19	76,0	88	17,6
Produits bruts d'origine minérale	12.772	5.766	12.966	6.179	194	1,5	413	7,2
Phosphates	10.487	4.129	10.684	4.687	197	1,9	558	13,5
Autres produits	2.285	1.637	2.282	1.492	-3	-0,1	-145	-8,9
Demi-produits ⁽¹⁾	4.543	17.063	4.673	17.763	130	2,9	700	4,1
Acide phosphorique	1.640	5.365	1.636	5.380	-4	-0,2	15	0,3
Engrais naturels et chimiques	2.217	3.430	2.493	4.017	276	12,4	587	17,1
Composants électroniques (transistors)	3	4.253	3	4.302	-	-	49	1,2
Plomb et argent bruts	55	706	53	715	-2	-3,6	9	1,3
Cuir et peaux	4	497	4	316	-	-	-181	-36,4
Autres produits	624	2.812	484	3.033	-140	-22,4	221	7,9
Biens d'équipement	53	4.809	47	4.460	-6	-11,3	-349	-7,3
Bandages et pneumatiques	10	284	3	100	-7	-70,0	-184	-64,8
Sous-systèmes électroniques	1	401	1	386	-	-	-15	-3,7
Diodes	-	307	-	-	-	-	-307	-
Fils et câbles pour l'électricité	15	2.074	17	2.512	2	13,3	438	21,1
Autres produits	27	1.743	26	1.462	-1	-3,7	-281	-16,1
Biens de consommation	226	29.753	247	31.392	21	9,3	1.639	5,5
Vêtements confectionnés	82	16.195	85	17.164	3	3,7	969	6,0
Articles de bonneterie	53	8.935	53	8.861	-	-	-74	-0,8
Chaussures	9	1.163	10	1.326	1	11,1	163	14,0
Tapis	3	179	3	175	-	-	-4	-2,2
Tissus de fibres et de coton	7	473	9	680	2	28,6	207	43,8
Autres produits	72	2.808	87	3.186	15	20,8	378	13,5
Total.....	20.699	78.827	21.364	80.440	665	3,2	1.613	2,0

(1) Y compris l'or industriel, pour un montant de 33 millions de dirhams en 2000 et de 131 millions de dirhams en 2001.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

VII-4 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES

(En millions de dirhams)

	Importations C.A.F.		Exportations F.O.B.		Soldes	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001
EUROPE	78.868	80.833	61.506	61.776	-17.362	-19.057
Union européenne	70.941	70.480	58.868	59.377	-12.073	-11.103
France	29.439	29.854	26.392	26.392	- 3.047	- 3.462
Espagne	12.093	12.807	10.220	12.274	- 1.873	- 533
Allemagne	5.978	6.251	3.917	3.361	- 2.061	- 2.890
Italie	5.810	6.262	5.616	4.599	- 194	- 1.663
Royaume-Uni	7.559	7.699	7.560	6.909	+ 1	- 790
Pays-Bas	2.068	1.948	1.316	2.184	- 752	+ 236
U.E. Belgo-luxembourgeoise	1.952	1.762	2.223	2.036	+ 271	+ 274
Autres pays de l' U.E.	6.042	3.897	1.624	1.622	- 4.418	- 2.275
Autres pays de l'Europe.....	7.927	10.353	2.638	2.399	- 5.289	-7.954
Russie	2.663	4.095	644	596	- 2.019	- 3.499
ASIE	24.399	23.768	9.036	8.718	-15.363	- 15.050
Pays arabes du Moyen-Orient	11.731	11.088	1.081	1.580	-10.650	- 9.508
Autres pays d'Asie	12.668	12.680	7.732	7.138	- 4.936	- 5.542
Japon	2.070	1.889	3.010	2.041	+ 940	+ 152
Inde	570	757	3.298	2.894	+ 2.728	+ 2.137
Iran	3.796	3.185	434	298	- 3.362	- 2.887
Chine	2.846	3.151	370	387	- 2.476	- 2.764
Autres	3.386	3.698	620	1.518	- 2.766	- 2.180
AMÉRIQUE	13.145	12.244	4.467	5.379	- 8.678	- 6.865
États-Unis	6.836	4.558	2.694	3.246	- 4.142	- 1.312
Canada	2.404	2.534	327	332	- 2.077	- 2.202
Brésil	1.821	3.025	730	916	- 1.091	- 2.109
Mexique	80	84	534	500	+ 454	+ 416
Autres	2.004	2.043	182	385	- 1.822	- 1.658
AFRIQUE	5.659	6.779	3.167	3.599	- 2.492	- 3.180
Pays de L'U.M.A.	3.023	3.466	1.508	1.534	- 1.515	- 1.932
Algérie	2.024	2.179	78	97	- 1.946	- 2.082
Tunisie	359	509	614	589	+ 255	+ 80
Libye	640	778	669	660	+ 29	- 118
Mauritanie	-	-	147	188	+ 147	+ 188
Autres	2.636	3.313	1.659	2.065	- 977	- 1.248
OCÉANIE	456	457	651	968	+ 195	+ 511
Total	122.527	124.081	78.827	80.440	-43.700	-43.641

Source : Office des changes.

VIII-1 - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(En millions de dirhams)

	Année 2000*			Année 2001**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES ..	141.629,6	146.675,9	- 5.046,3	170.949,8	152.307,9	18.641,9
Biens	78.827,2	113.200,8	- 34.373,6	80.439,6	114.281,5	- 33.841,9
- Marchandises générales	51.457,2	96.086,5	- 44.629,3	52.759,8	95.874,7	- 43.114,9
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	27.183,1	17.019,4	+ 10.163,7	27.550,5	18.303,3	+ 9.247,2
- Achats de biens dans les ports	186,9	94,9	+ 92,0	129,3	103,5	+ 25,8
Services	32.238,3	20.019,4	+12.218,9	45.197,0	23.581,6	+21.615,4
- Transports	5.153,1	6.585,8	- 1.432,7	7.450,2	8.839,8	- 1.389,6
- Voyages	21.666,4	4.521,1	+ 17.145,3	28.832,4	4.005,6	+ 24.826,8
- Services de communication	1.206,2	180,2	+ 1.026,0	1.908,3	193,9	+ 1.714,4
- Services d'assurances	319,8	308,5	+ 11,3	326,5	428,7	- 102,2
- Redevances et droits de licence	407,4	2.230,3	- 1.822,9	249,6	2.898,1	- 2.648,5
- Autres services aux entreprises - Services fournis ou reçus par les administrations publiques NCA	1.567,8	2.243,0	- 675,2	3.681,3	2.542,6	+ 1.138,7
- Services fournis ou reçus par les administrations publiques NCA	1.917,6	3.950,5	- 2.032,9	2.748,7	4.672,9	- 1.924,2
Revenus	2.934,0	12.205,5	- 9.271,5	3.684,7	13.084,0	- 9.399,3
- Revenus des investissements privés	142,7	2.992,1	- 2.849,4	154,9	4.541,4	- 4.386,5
- Revenus des investissements et des emprunts publics	2.791,3	9.213,4	- 6.422,1	3.529,8	8.542,6	- 5.012,8
Transferts courants.....	27.630,1	1.250,2	+26.379,9	41.628,5	1.360,8	+40.267,7
- Publics	1.510,7	441,4	+ 1.069,3	734,2	509,3	+ 224,9
- Privés	26.119,4	808,8	+ 25.310,6	40.894,3	851,5	+ 40.042,8
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIERES	31.486,8	32.069,7	- 582,9	45.882,9	23.363,0	+22.519,9
1. Capital	0,6	64,0	- 63,4	-	101,1	- 101,1
Transfert de capital.....	0,6	64,0	- 63,4	-	101,1	- 101,1
2. Opérations financières	31.486,2	32.005,7	- 519,5	45.882,9	23.261,9	+22.621,0
Secteur privé.....	21.933,3	14.376,6	+7.556,7	37.742,6	3.894,0	+33.848,6
- Crédits commerciaux	8.524,5	4.100,7	+ 4.423,8	3.495,6	-	+ 3.495,6
- Prêts et investissements	12.652,0	10.275,9	+ 2.376,1	33.136,0	3.894,0	+ 29.242,0
- Autres capitaux privés	756,8	-	+ 756,8	1.111,0	-	+ 1111,0
Secteur public	9.133,5	17.462,8	- 8.329,3	7.080,0	19.241,9	- 12.161,9
- Prêts	9.133,5	17.462,8	- 8.329,3	7.080,0	19.241,9	- 12.161,9
Autres	419,4	166,3	+ 253,1	1.060,3	126,0	+ 934,3
C. ÉCART STATISTIQUE	1.223,2	-	+ 1.223,2	2.329,5	-	+ 2.329,5
TOTAL	174.339,6	178.745,6	- 4.406,0	219.162,2	175.670,9	+43.491,3

NCA : non compris ailleurs.

(*) Données rectifiées.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX-1- COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES PAR BANK AL-MAGHRIB

- Cours virement -

Fin de période		2001												
		Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1 euro - EUR (1)	Achat	9,8376	9,8747	9,8395	9,6913	10,2050	10,0820	10,0910	10,1770	10,2860	10,2770	10,2510	10,2130	10,2010
	Vente	9,8968	9,9341	9,8986	9,7495	10,2660	10,1430	10,1510	10,2380	10,3470	10,3390	10,3120	10,2740	10,2620
1 dollar E.U. - USD	Achat	10,587	10,584	10,664	10,952	11,514	11,932	11,902	11,620	11,237	11,265	11,357	11,484	11,525
	Vente	10,650	10,648	10,728	11,018	11,583	12,004	11,974	11,689	11,304	11,333	11,425	11,553	11,595
1 dollar canadien - CAD	Achat	7,0700	7,0558	6,9709	6,9706	7,4866	7,7093	7,8111	7,5990	7,2749	7,1414	7,1615	7,2751	7,2464
	Vente	7,1125	7,0982	7,0128	7,0125	7,5316	7,7556	7,8581	7,6446	7,3186	7,1843	7,2045	7,3188	7,2899
1 livre sterling - GBP	Achat	15,787	15,473	15,403	15,623	16,457	16,903	16,732	16,558	16,392	16,516	16,510	16,375	16,697
	Vente	15,882	15,566	15,496	15,717	16,556	17,004	16,833	16,658	16,490	16,616	16,610	16,473	16,798
100 couronnes danoises - DKK	Achat	131,820	132,350	131,850	129,880	136,710	135,220	135,550	136,600	138,120	138,210	137,710	137,230	137,200
	Vente	132,610	133,150	132,640	130,660	137,530	136,030	136,370	137,420	138,950	139,040	138,540	138,060	138,020
100 couronnes norvégiennes - NOK	Achat	118,930	120,270	119,610	120,280	126,310	126,860	127,930	127,380	127,540	126,990	128,150	128,590	128,150
	Vente	119,650	120,990	120,330	121,000	127,070	127,620	128,700	128,140	128,310	127,760	128,920	129,360	128,920
100 couronnes suédoises - SEK	Achat	111,370	111,640	108,740	106,050	112,050	110,670	109,530	109,650	107,810	105,460	106,620	107,820	109,910
	Vente	112,040	112,310	109,390	106,690	112,720	111,330	110,190	110,310	108,460	106,100	107,260	108,470	110,570
1 franc suisse - CHF	Achat	6,4612	6,4500	6,3830	6,3445	6,6380	6,6331	6,6238	6,7352	6,7819	6,9682	6,9801	6,9384	6,8940
	Vente	6,5000	6,4887	6,4214	6,3826	6,6779	6,6730	6,6636	6,7757	6,8226	7,0101	7,0221	6,9801	6,9354
100 yens japonais - GPY	Achat	9,2134	9,1049	9,0927	8,7499	9,3025	10,0560	9,5773	9,3065	9,4562	9,4472	9,3011	9,2856	8,7742
	Vente	9,2688	9,1596	9,1474	8,8025	9,3584	10,1160	9,6349	9,3624	9,5131	9,5040	9,3570	9,3414	8,8270

(1) Voir cours des monnaies de la zone euro dans le tableau IX - 2 .

IX-1- COURS DE CHANGE DES DEVICES COTÉES PAR BANK AL-MAGHRIB
 - Cours virement -
 (suite)

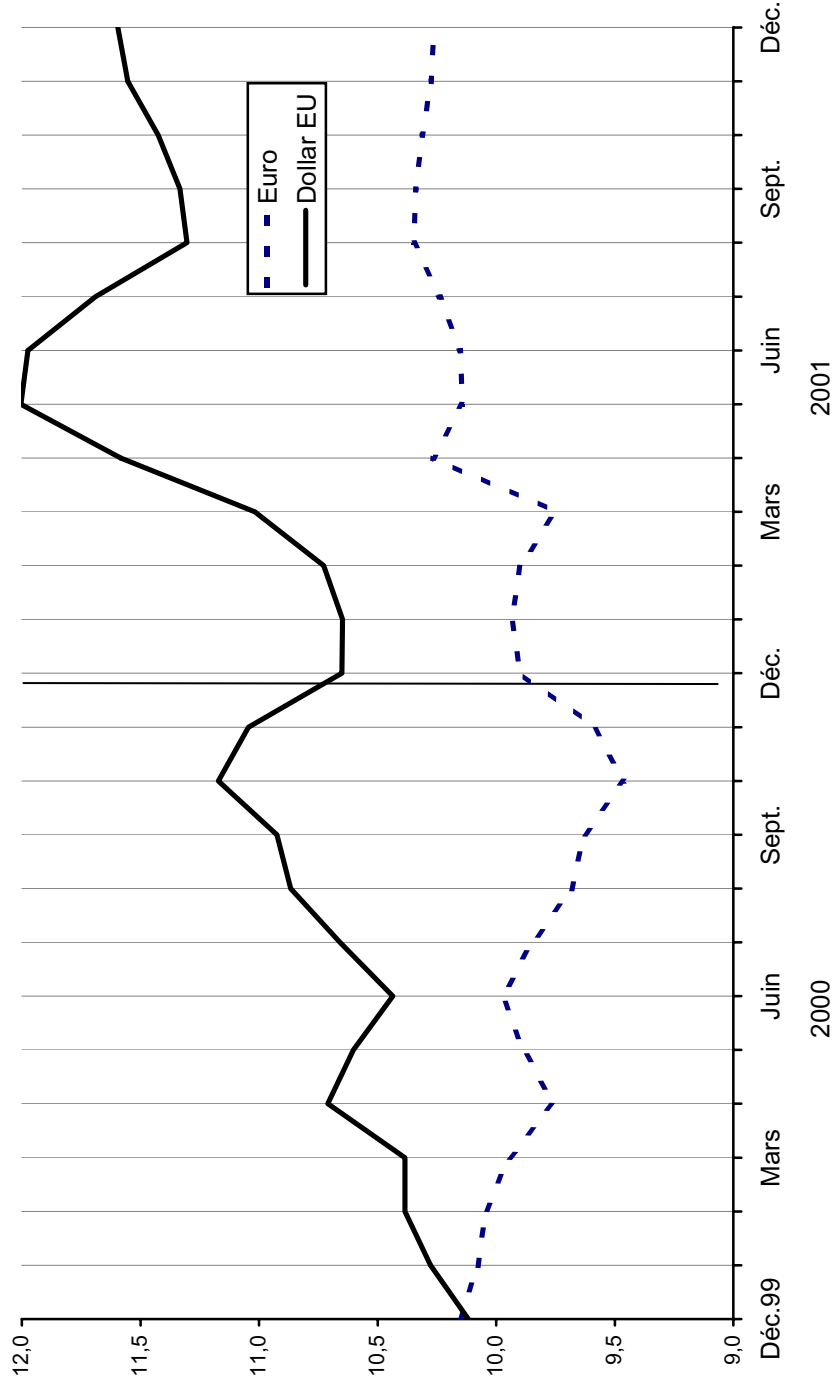
Fin de période	2000												2001															
	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.		
10 dinars algériens - DZD	Achat	1,4082	1,4041	1,4058	1,4013	1,4845	1,4932	1,4815	1,4762	1,4791	1,4802	1,4773	1,4810															
	Vente	1,4166	1,4125	1,4143	1,4097	1,4934	1,5022	1,4953	1,4904	1,4851	1,4880	1,4891	1,4862	1,4899														
1 dinar tunisien - TND	Achat	7,6462	7,6807	7,7005	7,6253	8,0515	8,0329	7,9478	7,9271	7,9230	7,9243	7,8939	7,9009															
	Vente	7,6921	7,7269	7,7468	7,6711	8,0999	8,0811	7,9956	7,9748	7,9707	7,9719	7,9413	7,9483															
1 dinar libyen - LYD	Achat	19,621	19,414	19,539	19,726	20,843	21,285	18,250	17,923	17,668	17,835	17,750	17,713															
	Vente	19,739	19,531	19,656	19,845	20,968	21,413	18,360	18,030	17,774	17,942	17,884	17,819															
100 ouguiyas mauritanienne - MRO	Achat	4,2186	4,2486	4,2385	4,3332	4,5467	4,6770	4,6635	4,5439	4,3908	4,3983	4,3583	4,3573															
	Vente	4,2439	4,2741	4,2639	4,3593	4,5740	4,7051	4,6915	4,5712	4,4172	4,4247	4,3844	4,3834															
1 dinar koweïtien - KWD	Achat	34,650	34,587	34,768	35,513	37,426	38,727	38,642	37,835	36,855	36,963	37,482	37,522															
	Vente	34,858	34,795	34,976	35,726	37,651	38,960	38,875	38,063	37,077	37,185	37,389	37,748															
1 rial saoudien - SAR	Achat	2,8224	2,8222	2,8435	2,9202	3,0699	3,8160	3,1735	3,0982	2,9963	3,0032	3,0624	3,0733															
	Vente	2,8394	2,8392	2,8606	2,9378	3,0883	3,2007	3,1926	3,1168	3,0143	3,0212	3,0808	3,0917															
1 dirham E.A.U. - AED	Achat	2,8823	2,8818	2,9035	2,9817	3,1347	3,2488	3,2406	3,1636	3,0594	3,0670	3,1267	3,1380															
	Vente	2,8996	2,8992	2,9209	2,9996	3,1535	3,2683	3,2600	3,1826	3,0778	3,0854	3,1455	3,1569															

Source : Bank Al-Maghrib.

COURS DE CHANGE VIREMENT

(Fin de période)

En dirhams



IX-2- COURS INDICATIFS DES MONNAIES DE LA ZONE EURO (*)

- Cours virement -

Fin de période	2001												
	2000												
	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1 franc français - FRF	Achat	1,5054	1,5000	1,4774	1,5557	1,5370	1,5384	1,5515	1,5681	1,5667	1,5628	1,5570	1,5551
	Vente	1,5088	1,5144	1,4863	1,5650	1,5463	1,5475	1,5608	1,5774	1,5762	1,5721	1,5663	1,5644
1 deutschemark - DEM	Achat	5,0299	5,0489	4,9551	5,2177	5,1548	5,1594	5,2034	5,2591	5,2545	5,2413	5,2218	5,2157
	Vente	5,0602	5,0792	4,9848	5,2489	5,1860	5,1901	5,2346	5,2903	5,2862	5,2724	5,2530	5,2469
1 florin hollandais - NLG	Achat	4,4641	4,4809	4,4650	4,6308	4,5750	4,5791	4,6181	4,6676	4,6635	4,6517	4,6345	4,6290
	Vente	4,4910	4,5079	4,4918	4,6585	4,6027	4,6063	4,6458	4,6953	4,6916	4,6794	4,6621	4,6567
100 francs belges - BEF	Achat	24,3870	24,4790	24,3910	25,2980	24,9930	25,0150	25,2280	25,4980	25,4760	25,4120	25,3170	25,2876
	Vente	24,5340	24,6260	24,5380	25,4490	25,1440	25,1640	25,3790	25,6500	25,6300	25,5630	25,4690	25,4388
1000 liras italiennes - ITL	Achat	5,0807	5,0999	5,0817	5,2704	5,2069	5,2116	5,2560	5,3123	5,3076	5,2924	5,2746	5,2684
	Vente	5,1113	5,1305	5,1122	5,3019	5,2384	5,2426	5,2875	5,3438	5,3396	5,3257	5,3061	5,2999
100 pesetas espagnoles - ESP	Achat	5,9125	5,9348	5,9137	6,1333	6,0594	6,0648	6,1165	6,1820	6,1766	6,1610	6,1381	6,1309
	Vente	5,9481	5,9705	5,9492	6,1700	6,0961	6,1009	6,1532	6,2004	6,2139	6,1976	6,1748	6,1676
100 escudos portugais - PTE	Achat	4,9070	4,9255	4,9079	5,0902	5,0289	5,0334	5,0763	5,1306	5,1261	5,1132	5,0942	5,0882
	Vente	4,9365	4,9551	4,9374	5,1207	5,0593	5,0633	5,1067	5,1611	5,1571	5,1436	5,1246	5,1187
100 shillings autrichiens - ATS	Achat	71,493	71,762	71,506	74,163	73,269	73,334	73,959	74,751	74,686	74,497	74,221	74,134
	Vente	71,923	72,194	71,936	74,606	73,712	73,770	74,402	75,195	75,136	74,940	74,664	74,577
1 mark finlandais - FIM	Achat	1,6546	1,6608	1,6549	1,7164	1,6957	1,6972	1,7116	1,7300	1,7285	1,7241	1,7177	1,7157
	Vente	1,6645	1,6708	1,6648	1,7266	1,7059	1,7073	1,7219	1,7402	1,7389	1,7344	1,7280	1,7259

(*) Cours calculés sur la base des taux de conversion arrêtés par le Conseil Européen le 31 décembre 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

X-1 - SITUATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DU TRÉSOR

(En millions de dirhams)

	Janvier - Décembre 2000*	Janvier - Décembre 2001
I. RESSOURCES ORDINAIRES.....	92.877	118.703
Recettes fiscales	80.473	83.988
Impôts directs.....	26.843	27.915
Droits de douane.....	12.809	12.350
Impôts indirects.....	36.659	39.177
Enregistrement et timbre.....	4.162	4.546
Recettes exceptionnelles.....	-	-
Recettes non fiscales	7.403	31.796
Monopoles et exploitations.....	5.287	4.904
Revenus du domaine.....	121	168
Autres recettes.....	1.977	3.352
Privatisation.....	18	23.372
Recettes de certains comptes spéciaux	5.001	2.919
II. CHARGES	113.653	129.060
Dépenses ordinaires.....	85.544	92.502
Fonctionnement.....	59.296	66.534
dont dépenses de personnel	(42.518)	(47.998)
Intérêts de la dette publique.....	18.620	18.754
. intérieure.....	(12.317)	(12.846)
. extérieure	(6.303)	(5.908)
Subventions des prix.....	7.628	7.214
SOLDE ORDINAIRE.....	+ 7.333	+ 26.201
Dépenses d'investissement.....	19.249	21.253
Solde des comptes spéciaux du Trésor.....	- 6.958	- 4.692
Fonds Hassan II	1.902	10.613
DÉFICIT BUDGÉTAIRE.....	- 20.776	- 10.357
En % du P.I.B.	(5,9)	(2,7)
III. VARIATION DES ARRIÉRÉS.....	12.059	- 8.796
BESOIN DE FINANCEMENT (I-II+III)	- 8.717	- 19.153
FINANCEMENT NET.....	8.717	19.153
Financement extérieur.....	- 6.319	- 9.798
Emprunts extérieurs	5.729	3.405
Amortissements	- 12.048	- 13.203
Financement intérieur.....	15.036	28.951
Financement bancaire	8.678	- 7.795
- Bank Al-Maghrib (**).....	(1.866)	(- 19.227) ⁽¹⁾
- Banques	(6.812)	(11.432)
Financement non bancaire	6.358	36.746
- Sur le marché des capitaux	1.753	18.860
- Dépôts monétaires au Trésor et au C.C.P..	461	113
- Autres dépôts	4.144	17.773 ⁽¹⁾

(*) Chiffres révisés.

(**) Non compris les chèques pris à l'escompte.

(1) Dont 10 milliards de dirhams de placements effectués par le Trésor au titre du compte du Fonds I pour le développement économique et social.

Sources : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.
Bank Al-Maghrib.

X-2 - ÉVOLUTION DES RECETTES ORDINAIRES DU TRÉSOR

(En millions de dirhams)

	Janvier - Décembre 2000	Janvier - Décembre 2001	Variations en %
RECETTES FISCALES	80.474	83.988	4,4
Impôts directs	26.843	27.915	4,0
Impôt sur les sociétés	10.102	10.795	6,9
Impôt général sur le revenu	11.967	15.047	25,7
Taxe sur le produit des placements à revenu fixe	2.452	741	- 69,8
Taxe sur les produits des actions	408	173	- 57,6
Taxe sur les profits immobiliers	527	42	- 92,0
Participation à la solidarité nationale	367	285	- 22,3
Autres	1.020	832	- 18,4
Droits de douane	12.810	12.350	- 3,6
Droits d'importation	9.601	12.308	28,2
Prélèvement fiscal à l'importation	3.175	9	- 99,7
Autres	34	33	- 2,9
Impôts indirects	36.659	39.177	6,9
Taxe sur la valeur ajoutée	21.476	23.298	8,5
- Intérieure	(9.212)	(10.482)	13,8
- Importation	(12.264)	(12.816)	4,5
Taxes intérieures de consommation	15.183	15.879	4,6
- Produits énergétiques	(8.795)	(9.239)	5,0
- Tabacs	(5.442)	(5.627)	3,4
- Autres	(946)	(1.013)	7,1
Enregistrement et timbre	4.162	4.546	9,2
Recettes exceptionnelles	-	-	-
RECETTES NON FISCALES	7.403	31.796	-
Monopoles et exploitations.....	5.287	4.904	- 7,2
Domaines	121	168	38,8
Autres recettes	1.977	3.352	69,5
Privatisation	18	23.372	-
RECETTES DE CERTAINS COMPTES SPÉCIAUX ...	5.001	2.919	- 41,6
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	92.878	118.703	27,8

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

X-3 - PRÉVISIONS DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En millions de dirhams)

	Loi de finances 1999 - 2000	Loi de finances 2e semestre 2000	Loi de finances 2001
Dépenses de fonctionnement.....	63.438	33.617	74.879
Dépenses de personnel	42.111	21.927	45.219
Matériel et interventions.....	10.857	5.680	12.770
Charges communes.....	8.200	3.540	11.200
dont subventions des prix	(3.524)	(1.000)	(5.705)
Dépenses imprévues et dotations provisionnelles.....	2.270	2.470	5.690
Dépenses de la dette.....	40.469	18.588	42.226
Dette intérieure	25.260	10.143	27.293
Dette extérieure	15.209	8.445	14.933
Dépenses d'équipement.....	18.328	12.929	21.695
Dépenses totales.....	122.235	65.134	138.800

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

X-4 - PRÉVISIONS DE RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En millions de dirhams)

	Loi de finances 1999 - 2000	Loi de finances 2e semestre 2000	Loi de finances 2001
Recettes fiscales	72.569	35.509	76.993
- Impôts directs.....	23.760	11.630	27.624
- Droits de douane.....	13.564	6.177	13.356
- Impôts indirects.....	31.172	16.033	31.587
dont produits pétroliers	(9.419)	(5.125)	(9.400)
- Enregistrement et timbre.....	4.073	1.669	4.426
Recettes non fiscales	15.093	14.373	28.830
- Monopoles et exploitations.....	10.120	10.367	5.638
- Revenus du domaine	156	69	157
- Produits divers.....	1.097	547	1.014
- Recettes en atténuation de dépenses...	220	540	721
- Privatisation	3.500	2.850	21.300
Recettes d'emprunt.....	18.600	10.492	34.517
- Extérieures.....	6.600	2.492	6.517
- Intérieures.....	12.000	8.000	28.000
Recettes totales.....	106.262	60.374	140.340

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

XI-1 - ÉVOLUTION DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE

(En millions de dirhams)	Variations mensuelles 2001 (1)												
	Déc. 2000	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Encours													
Monnaie "Banque centrale" (2)	76.533	- 1.294	- 3.330	-11.044	+ 2.390	+ 809	+ 151	+ 1.155	- 7.899	+ 664	- 846	- 1.173	- 4.340
- Billets et monnaies	59.969	- 591	+ 640	- 2.552	+ 1.110	- 293	- 993	- 2.495	- 3.486	+ 1.111	+ 612	+ 34	- 1.633
- Comptes des banques (3)	12.100	- 384	- 95	- 68	+ 1.012	- 952	- 1.431	+ 2.507	- 2.544	+ 178	- 369	- 803	+ 386
- Comptes du Trésor (4)	1	-	- 3.827	- 7.530	+ 2.035	+ 2.613	+ 1.834	+ 47	- 898	- 546	- 1.003	- 1.441	- 2.803
- Comptes de dépôt en devises des banques	2.585	- 338	+ 131	- 183	- 438	- 1.248	+ 285	+ 865	- 1.132	- 171	+ 6	+ 871	- 157
- Autres	1.878	+ 19	- 179	- 711	- 1.329	+ 689	+ 456	+ 231	+ 161	+ 92	- 92	+ 166	- 133
Avoirs nets de change de													
Bank Al-Maghrib	52.083	- 652	+ 5.702	+18.733	+ 2.231	+ 4.511	+ 942	- 1.642	+ 5.807	+ 3.964	+ 1.479	+ 907	+ 3.650
Concours directs de Bank													
Al-Maghrib au Trésor	15.422	- 52	- 4.184	- 5.037	+ 68	- 231	+ 503	- 342	+ 1.223	- 1.116	- 57	+ 278	- 604
Créances diverses de Bank													
Al-Maghrib	7.520	+ 102	- 3	+ 38	+ 40	+ 136	+ 131	+ 61	+ 18	+ 56	+ 2	+ 124	+ 151
Autres facteurs	- 4.680	- 673	+ 457	- 231	- 765	- 2.716	- 139	- 188	+ 121	+ 154	- 116	- 28	- 324
Total	6.188	- 2.569	- 1.358	+2.459	+ 3.964	+ 2.509	+ 1.588	- 956	- 730	+ 3.723	+ 462	+ 108	- 1.467
Interventions de Bank Al-Maghrib													
sur le marché monétaire (5)	6.188	+ 2.569	+ 1.358	- 2.459	- 3.964	- 2.509	- 1.588	+ 956	+ 730	- 3.723	- 462	- 108	+ 1.467
- Appels d'offres	4.452	+ 2.598	+ 224	- 2.120	- 3.504	- 1.000	- 650	+ 700	+ 836	- 1.536	-	-	-
- Avances à 5 jours	431	- 245	+ 611	- 628	- 86	+ 98	- 122	- 13	- 4	- 42	-	+ 120	+ 33
- Avances à 24 heures	1	- 1	-	+ 12	- 11	-	+ 3	- 1	- 1	+ 5	-	+ 19	- 14
- Open market (6)	1.304	+ 242	+ 498	+ 277	- 288	- 1.144	- 837	-	- 51	-	-	-	-
- Reprises de liquidité (7)	-	- 25	+ 25	-	- 75	- 463	+ 18	+ 270	- 50	- 2.150	- 462	- 247	+ 1.448

(1) Variations des encours mensuels, moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(2) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(3) Les avoirs en comptes des banques sont constitués en quasi totalité de la réserve monétaire.

(4) Y compris le solde créditeur du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

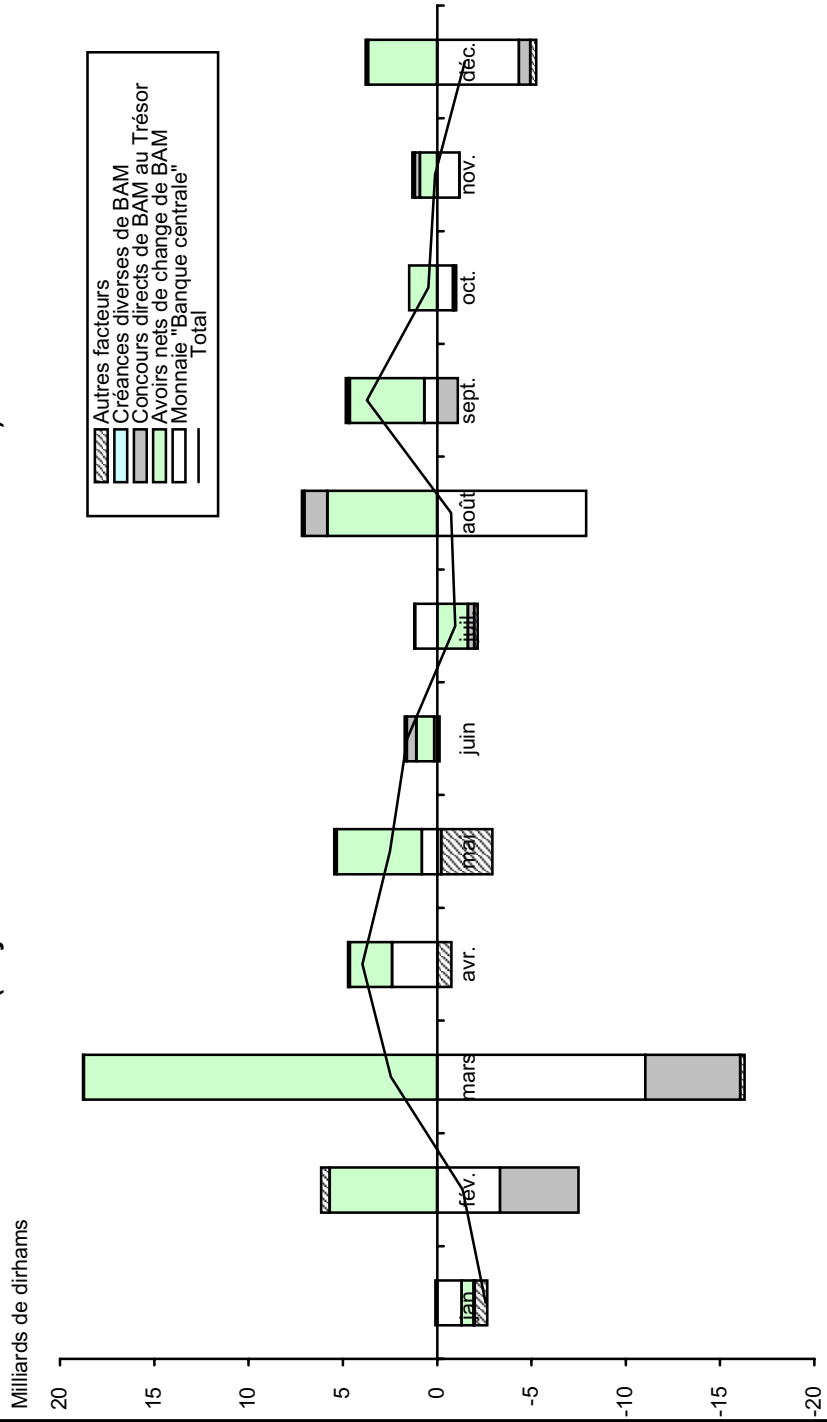
(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrib et le signe (-) à une ponction.

(6) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(7) Le signe (-) correspond à une ponction de la liquidité et le signe (+) à une remise de la liquidité.

Source : Bank Al-Maghrib

IMPACT MENSUEL DES FACTEURS AUTONOMES DE LA LIQUIDITE BANCAIRE (Moyenne des fins de semaines - Année 2001)



XI-2 - INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

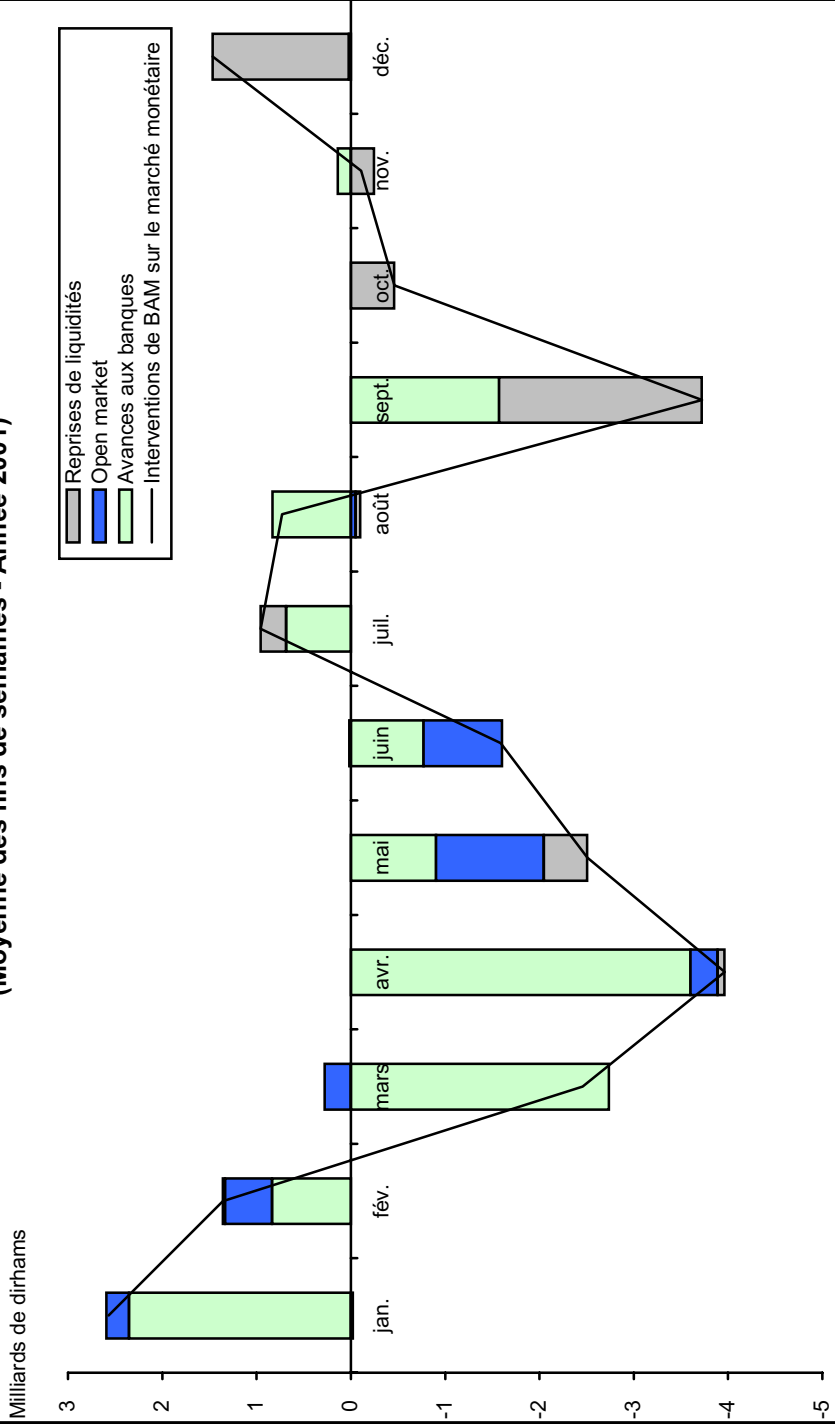
(En millions de dirhams)

Année 2001 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidités	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs			
1er au 3 janvier 2001.....	5.400	676	-	6	-	-	6.082
4 au 11 janvier	6.400	52	-	2	-	-	6.454
12 au 17 janvier	7.200	88	-	1	-	-	7.289
18 au 24 janvier	7.200	317	-	-	-	- 43	7.474
25 au 31 janvier	7.400	255	-	-	57	-	7.712
1er au 7 février	7.361	363	-	5	82	-	7.811
8 au 14 février	7.610	693	-	1	-	-	8.304
15 au 21 février	7.560	1.060	-	-	-	-	8.620
22 au 28 février	6.564	552	-	2	-	-	7.118
1er au 7 mars	6.254	37	-	2	-	-	6.293
8 au 14 mars	5.816	546	-	1	-	-	6.363
15 au 21 mars	5.700	91	-	18	-	-	5.809
22 au 28 mars	4.100	-	-	-	-	-	4.100
29 mars au 4 avril	3.900	-	-	7	-	-	3.907
5 au 11 avril	2.400	-	-	1	- 171	-	2.230
12 au 18 avril	1.700	-	-	-	-	- 107	1.593
19 au 25 avril	1.000	20	-	-	-	- 457	563
26 avril au 2 mai	1.500	310	-	1	-	-	1.811
3 au 9 mai	2.000	274	-	1	-	-	2.275
10 au 16 mai	600	214	-	10	-	- 214	610
17 au 23 mai	-	42	-	-	- 149	- 1.136	- 1.243
24 au 30 mai	-	33	-	2	- 15	- 229	- 209
31 mai au 6 juin	-	22	-	1	-	- 1.314	- 1.291
7 au 13 juin	-	157	-	12	-	- 1.400	- 1.231
14 au 20 juin	-	70	-	2	-	- 286	- 214
21 au 27 juin	-	-	-	-	-	-	-
28 juin au 4 juillet	-	-	-	1	-	-	1
5 au 11 juillet	-	-	-	-	-	-	-
12 au 18 juillet	-	-	-	3	- 7	- 571	- 575
19 au 25 juillet	-	107	-	1	-	-	108
26 juillet au 1er août	2.800	40	-	2	-	-	2.842
2 au 8 août	4.181	70	-	1	-	-	4.252
9 au 15 août	3.000	40	-	1	-	-	3.041
16 au 22 août	500	-	-	-	-	-	500
23 au 29 août	-	50	-	-	-	-	50
30 août au 5 septembre	-	-	-	2	-	- 1.500	- 1.498
6 au 12 septembre	-	-	-	1	-	- 2.371	- 2.370
13 au 19 septembre	-	-	-	4	-	- 1.686	- 1.682
20 au 26 septembre	-	-	6	39	-	- 2.086	- 2.041
27 septembre au 3 octobre	-	-	-	2	-	- 3.771	- 3.769
4 au 10 octobre	-	-	-	6	-	- 3.429	- 3.423
11 au 17 octobre	-	-	-	8	-	- 1.821	- 1.813
18 au 24 octobre	-	-	-	82	-	- 1.971	- 1.889
25 au 31 octobre	-	-	-	1	-	- 3.171	- 3.170
1er au 7 novembre	-	26	3	65	-	- 3.071	- 2.977
8 au 14 novembre	-	124	-	1	-	- 2.871	- 2.746
15 au 21 novembre	-	149	-	8	-	- 2.543	- 2.386
22 au 28 novembre	-	147	6	3	-	- 2.893	- 2.737
29 novembre au 5 décembre	-	155	10	7	-	- 2.136	- 1.964
6 au 12 décembre	-	231	11	10	-	- 1.057	- 805
13 au 19 décembre	-	224	-	1	-	- 1.414	- 1.189
20 au 26 décembre	-	85	-	5	-	- 1.493	- 1.403
27 au 31 décembre 2001	-	-	-	2	-	- 3.200	- 3.198
Moyenne	2.040	137	1	6	- 3,83	- 910	1.270

Source : Bank Al-Maghrib.

INTERVENTIONS MENSUELLES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHE MONETAIRE

(Moyenne des fins de semaines - Année 2001)



XI-3 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

(taux annuels en pourcentage)

Année 2001	Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib				Taux du marché interbancaire		
	à 7 jours (Appels d'offres)	à 5 jours	à 24 heures		Reprises de liquidités (1)	Moyenne mensuelle	Fin de mois
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs			
Janvier	5,00	6,50	10,50	12,50	4,75	5,64	6,12
Février	5,00	6,50	10,50	12,50	-	6,01	5,28
Mars	4,75 ⁽²⁾	5,75 ⁽²⁾	9,75 ⁽²⁾	11,75 ⁽²⁾	-	5,50	4,86
Avril	4,75	5,75	9,75	11,75	4,25-4,50	4,84	5,16
Mai	4,75	5,75	9,75	11,75	4 - 4,50	4,75	4,63
Juin	4,75	5,75	9,75	11,75	4 - 4,50	3,86	2,69
Juillet	4,75	5,75	9,75	11,75	3,00	3,95	5,80
Août	4,75	5,75	9,75	11,75	4,00	5,11	3,87
Septembre	4,75	5,75	9,75	11,75	3 - 4,00	3,46	3,03
Octobre	4,75	5,75	9,75	11,75	3,00	3,49	2,88
Novembre	4,25 ⁽³⁾	5,25 ⁽³⁾	9,25 ⁽³⁾	11,25 ⁽³⁾	3,00	3,47	3,53
Décembre	4,25	5,25	9,25	11,25	3,00	3,23	2,78

(1) Sous forme de dépôts constitués auprès de Bank Al-Maghrib ou d'interventions de celle-ci sur le marché interbancaire.

(2) A compter du 21 mars 2001, Bank Al-Maghrib a réduit de 25 points de base le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres, abaissé à 4,75%, et de 75 points de base ceux des avances à 5 jours et à 24 heures, revenus respectivement à 5,75%, 9,75% et 11,75%.

(3) A compter du 8 novembre 2001, Bank Al-Maghrib a réduit de 50 points de base les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

XI-4 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

Dépôts chez les banques	Année 2000		Année 2001	
	Janvier - juin	Juillet - Décembre	Janvier - juin	Juillet - Décembre
Comptes à vue	non rémunérés	non rémunérés	non rémunérés	non rémunérés
Comptes sur carnets ⁽¹⁾	3,89 (minimum)	4,48 (minimum)	5,11 (minimum)	4,72 (minimum)
Autres comptes	Taux libre	Taux libre	Taux libre	Taux libre

(1) A compter du 1er juillet 1999, le taux de rémunération minimum des comptes sur carnets est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines, émis par adjudication au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

XI-5 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

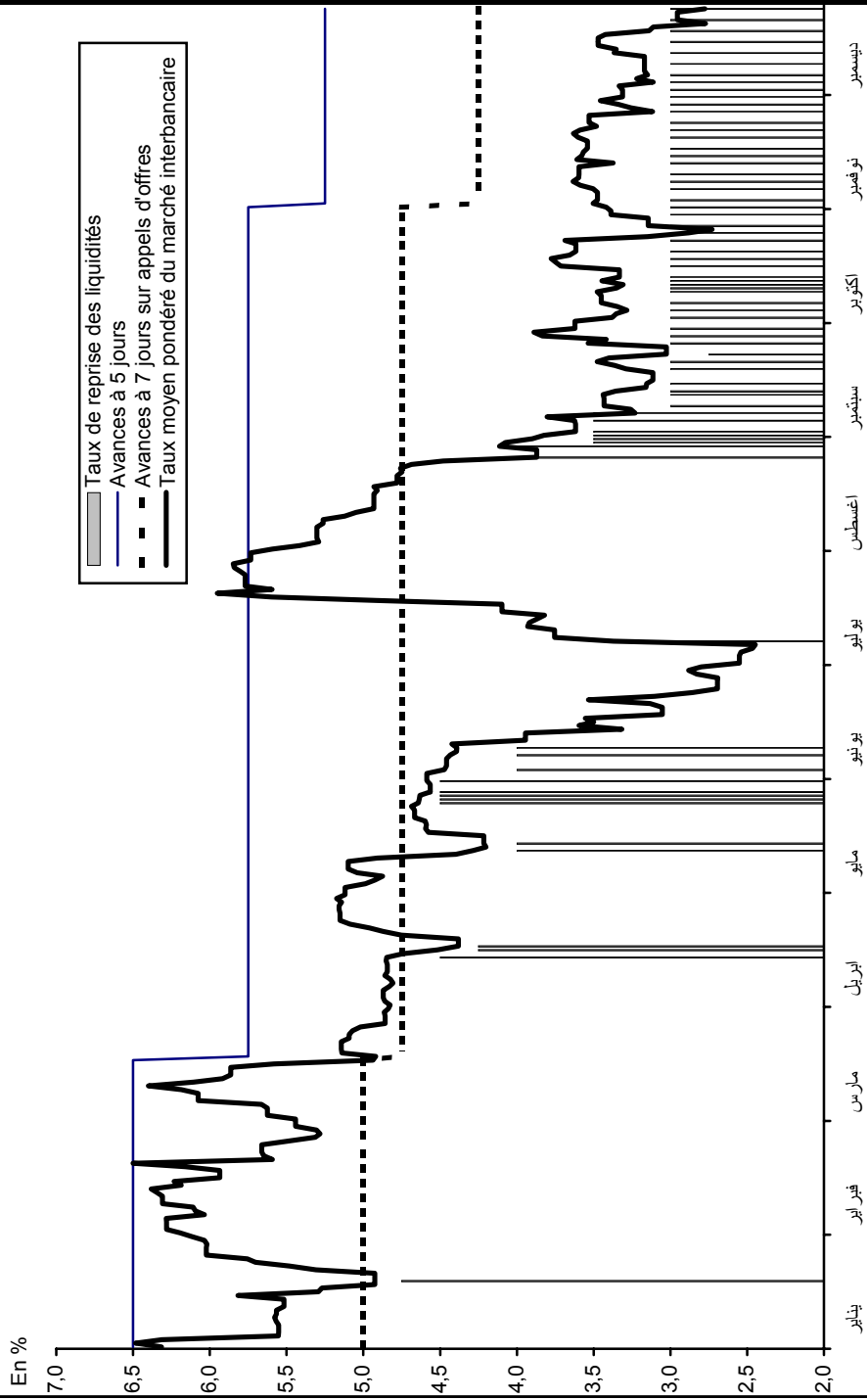
(taux annuels en pourcentage)

Période	Janv. - Juin 2000	Juil. - Déc.2000	Janv. - Juin 2001	Juil. - Déc. 2001
Livrets de la Caisse d'épargne nationale ⁽¹⁾	2,80	3,30	3,95	3,75

(1) A partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudication au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

TAUX MOYEN PONDERE DU MARCHÉ INTERBANCAIRE - Année 2001



**XI-6 - TAUX D'INTÉRÊT MOYEN PONDÉRÉ DES COMPTES
ET BONS A ÉCHÉANCE FIXE**
(taux annuels en pourcentage)

Année 2001	TMP* des dépôts à 6 mois	TMP* des dépôts à 12 mois	TMP* des dépôts à 6 et 12 mois
Janvier	4,77	5,12	4,96
Février	5,04	5,19	5,11
Mars	5,05	5,22	5,12
Avril	4,72	5,06	4,89
Mai	4,72	5,20	4,97
Juin	4,59	5,10	4,89
Juillet	4,82	4,97	4,90
Août	4,62	4,96	4,87
Septembre	5,00	4,94	4,96
Octobre	4,78	4,93	4,87
Novembre	4,56	4,93	4,76
Décembre	4,52	4,84	4,69

(*) Taux moyen pondéré.

Source : Bank Al-Maghrib.

XI-7 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS DANS LE PUBLIC
(taux annuels en pourcentage)

	Déc. 2000	Déc. 2001
- 6 mois ⁽¹⁾	5,50 ⁽²⁾	5,95
- 1 an	-	-
- 3 ans	-	-
- 5 ans	-	-

(1) Émission permanente.

(2) A compter de février 2001, le taux de rémunération des bons sur formules à 6 mois est égal au taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines, émis par adjudication au cours du semestre précédent, majoré de 25 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

XI-8 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR ADJUDICATION

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
2000								
Janvier	4,50	4,65	5,37	-	5,70	6,36	6,70	
Février.....	-	-	-	-	-	-	-	
Mars	-	-	5,47	-	5,76	6,23	6,64	
Avril.....	-	-	5,50	-	5,81	-	6,67	
Mai	5,00	5,27	5,60	5,79	5,90	6,25	-	
Juin	5,00	-	5,62	5,81	5,90	6,45	-	
Juillet	5,32	5,38	5,73	5,90	6,06	6,60	-	
Août	5,45	5,46	5,98	6,10	6,49	7,00	-	
Septembre	5,50	5,59	6,02	-	6,51	7,00	-	
Octobre	-	5,60	6,03	6,26	6,56	7,03	7,38	7,70
Novembre	5,55	5,60	6,08	6,28	6,64	7,06	7,38	-
Décembre	5,73	5,90	6,33	6,56	6,72	6,84	-	-
2001								
Janvier	5,80	6,05	6,36	6,88	7,00	-	-	
Février.....	-	5,80	6,16	6,53	6,75	6,99	-	
Mars	5,25	5,35	5,58	5,85	6,13	6,61	7,09	
Avril.....	4,90	5,00	5,19	5,76	5,86	6,44	7,04	
Mai	4,68	4,76	4,99	5,22	5,84	-	-	
Juin	4,57	4,69	4,92	5,19	-	-	-	
Juillet	4,47	4,61	4,91	5,20	-	-	-	
Août	4,50	4,81	4,97	-	-	-	-	
Septembre	-	4,86	4,99	-	6,13	-	-	
Octobre	4,58	4,89	5,10	-	6,21	6,76	-	
Novembre	-	4,75	4,98	5,48	6,21	-	-	
Décembre	-	-	4,64	5,30	6,18	6,74	7,13	-

**XI-9 - TAUX D'ÉMISSION DES TITRES
DE CRÉANCES NÉGOCIABLES**
(taux annuels en pourcentage)

	2000	2001
Certificats de dépôt		
à 10 jours	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	4,00 à 6,65	3,00 à 5,65
De 3 mois à 6 mois non inclus	6,50	-
De 6 mois à 12 mois non inclus	5,50 à 6,50	5,00 à 5,90
De 12 mois à 18 mois non inclus	5,50 à 7,00	5,25 à 7,00
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	6,00 à 6,12	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	-	6,25
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,50	6,50
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	6,50 à 7,10	6,75 à 7,50
à 7 ans	-	-
Bons de sociétés de financement		
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus	-	6,25 à 7,90
De 3 ans à 5 ans non inclus	6,10 à 8,20	6,00 à 8,05
De 5 ans à 7 ans non inclus	7,50 à 8,14	6,65 à 8,32
à 7 ans	-	
Billets de trésorerie		
à 10 jours	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	-	-
De 6 mois à 1 an non inclus	-	-
à 1 an	-	7,9

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-10 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE (1)**
(taux annuels en pourcentage)

Durée des titres	2000	2001
- 3 ans	-	-
- 5 ans	5,85	6,70 - 7,00
- 7 ans	4,25 ⁽²⁾	-
- 8 ans	-	-
- 10 ans	6,35	-
- 15 ans	-	-

(1) Taux des dernières émissions.

(2) Taux offert sur des obligations convertibles en actions.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-11 - TAUX DE BASE BANCAIRES AFFICHÉS
PAR LES PRINCIPALES BANQUES**
(taux annuels en pourcentage)

Taux de base bancaires	2000	2001
- Crédits à l'exportation	7,50 - 7,00 ⁽¹⁾	7,50 - 7,00
- Crédits à court terme	8,00 - 7,25 ⁽¹⁾	8,00 - 7,25
- Crédits à moyen terme	8,25 - 7,50 ⁽¹⁾	8,25 - 7,25 ⁽²⁾
- Crédits à long terme	9,00 - 8,50 ⁽¹⁾	9,00 - 8,25 ⁽²⁾

(1) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,50 point ses taux de base, tandis qu'une autre banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et à long termes.

(2) En avril 2002, une banque de la place a ramené le taux des crédits à moyen terme à 7,25% et celui des crédits à long terme à 8,25%.

XI-12 - TAUX DÉBITEURS
(taux annuels en pourcentage)

Année 2001	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
Autres crédits à court terme	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	13,25
Crédits à moyen terme (PME/PMI) ..	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
Autres crédits à moyen terme	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
Crédits à long terme	8,00	13,25	8,00	13,25	8,00	13,25	8,00	13,25

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-13 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**
(taux annuels en pourcentage)

Taux \ Périodes	Oct. 99 - Mars 00	Avril - Sept. 00	Oct. 00 - Mars 01	Avril - Sept 01	Oct 01 - Mars 02
TMP* des banques	9,28	9,22	9,03	9,09	9,13
TMP* des sociétés de financement ...	16,54	15,62	14,96	14,21	13,36
TMP* de l'ensemble des établissements de crédit	9,77	9,85	9,66	9,66	9,65
Taux maximum des intérêts conventionnels ⁽¹⁾	15,63	15,76	15,46	15,46	15,44

(*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit x 1,60 à partir du mois d'octobre 1999.

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-1 - LES AGRÉGATS DE MONNAIE

(En millions de dirhams)

Composantes	Fin décembre 2000			Fin décembre 2001		
	Montants	Variations annuelles		Montants	Variations annuelles	
		Montants	%		Montants	%
Monnaie fiduciaire.....	58.169	1.456	2,6	66.025	7.856	13,5
Monnaie scripturale.....	123.094	12.279	11,1	144.079	20.985	17,0
Total M1	181.263	13.735	8,2	210.104	28.841	15,9
Placements à vue (M2 - M1)	35.240	2.171	6,6	39.582	4.342	12,3
Total M2	216.503	15.906	7,9	249.686	33.183	15,3
Placements à terme (M3 - M2).....	76.281	6.892	9,9	84.294	8.013	10,5
Total M3	292.784	22.798	8,4	333.980	41.196	14,1

Source : Bank Al-Maghrib.

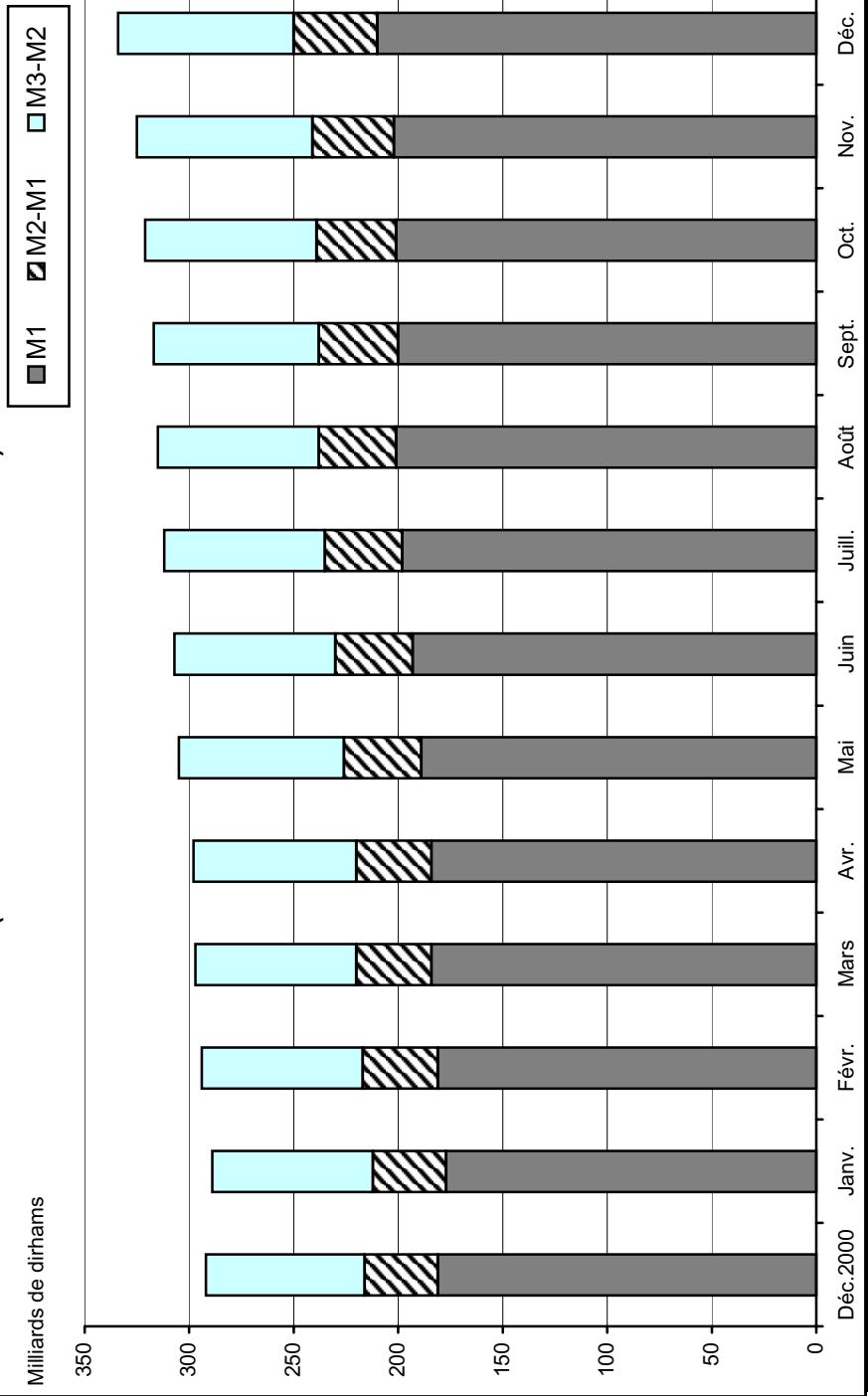
XII-2 - LES AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES

(En millions de dirhams)

Composantes	Fin décembre 2000			Fin décembre 2001		
	Montants	Variations annuelles		Montants	Variations annuelles	
		Montants	%		Montants	%
PL 1	11.420	- 3.878	- 25,3	16.206	4.786	41,9
PL 2	12.722	- 5.908	-31,7	17.111	4.389	34,5
PL 3	3.214	- 2.209	- 40,7	1.936	- 1.278	- 39,8
Total PL	27.356	- 11.995	- 30,5	35.253	7.897	28,9

Source : Bank Al-Maghrib.

AGREGATS DE MONNAIE
(Encours de fin de mois - Année 2001)



XII-3 - ÉVOLUTION MENSUELLE DE L'AGRÉGAT M1

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Monnaie fiduciaire.....	58.169	56.893	58.705	58.530	58.534	59.033	59.852	63.451	65.080	63.436	63.385	63.747	66.025
Monnaie scripturale	123.094	119.987	122.577	125.946	125.388	129.890	132.953	134.263	136.267	136.517	137.205	138.557	144.079
Total M1	181.263	176.880	181.282	184.476	183.922	188.923	192.805	197.714	201.347	199.953	200.590	202.304	210.104

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-4 - ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Billets en circulation.....	60.251	58.569	60.274	60.455	60.357	60.794	61.788	65.647	67.572	65.668	65.464	65.629	68.303
Monnaies divisionnaires...	1.193	1.196	1.192	1.196	1.201	1.199	1.204	1.228	1.257	1.269	1.276	1.281	1.292
Sous-total.....	61.444	59.765	61.466	61.651	61.558	61.993	62.992	66.875	68.829	66.937	66.740	66.910	69.595
<i>à déduire :</i> <i>Encaisses des banques</i> <i>et des comptables publics...</i>	3.275	2.872	2.761	3.121	3.024	2.960	3.140	3.424	3.749	3.501	3.355	3.163	3.570
Total de la monnaie fiduciaire.....	58.169	56.893	58.705	58.530	58.534	59.033	59.852	63.451	65.080	63.436	63.385	63.747	66.025

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-5 - ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA MONNAIE SCRIPTURALE

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Monnaie scripturale													
Comptes créditeurs à vue auprès de Bank Al-Maghrib.....	1.789	1.754	2.351	2.755	2.948	2.932	2.933	2.466	2.480	2.329	2.476	2.362	2.569
Comptes créditeurs à vue auprès des banques.....	113.133	110.196	111.103	114.474	113.739	118.115	121.230	123.052	125.030	125.435	126.493	127.973	133.225
Total des dépôts à vue auprès du système bancaire....	114.922	111.950	113.454	117.229	116.687	121.047	124.163	125.518	127.510	127.764	128.969	130.335	135.794
Comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux.....	2.486	2.351	3.437	3.031	3.015	3.157	3.104	3.059	3.071	3.067	2.550	2.536	2.599
Comptes créditeurs à vue auprès du Trésor.....	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686
Total des dépôts au Trésor et aux Chèques postaux.....	8.172	8.037	9.123	8.717	8.701	8.843	8.790	8.745	8.757	8.753	8.236	8.222	8.285
Total de la monnaie scripturale	123.094	119.987	122.577	125.946	125.388	129.890	132.953	134.263	136.267	136.517	137.205	138.557	144.079

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-6 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES COMPTES CRÉDITEURS À VUE AUPRÈS DES BANQUES

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Comptes de chèques.....	72.166	71.981	72.068	73.264	73.895	75.339	77.743	80.779	81.184	81.878	82.458	83.014	85.607
dont : M.R.E.	(26.619)	(26.583)	(26.988)	(27.555)	(27.926)	(28.856)	(30.027)	(31.633)	(31.706)	(31.327)	(31.549)	(32.087)	(32.819)
Comptes courants.....	31.140	28.616	30.054	31.032	29.281	30.777	32.566	31.640	32.450	33.269	33.775	34.580	37.181
Autres dépôts.....	9.827	9.599	8.981	10.178	10.563	11.999	10.921	10.633	11.396	10.288	10.260	10.379	10.437
Total.....	113.133	110.196	111.103	114.474	113.739	118.115	121.230	123.052	125.030	125.435	126.493	127.973	133.225

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-7 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES AGRÉGATS M2 ET M3

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
M1	181.263	176.880	181.282	184.476	183.922	188.923	192.805	197.714	201.347	199.953	200.590	202.304	210.104
Placements à vue (M2-M1)	35.240	35.731	35.835	36.214	36.655	37.076	37.220	37.630	37.863	38.246	38.831	39.096	39.582
Comptes sur carnets auprès des banques	29.032	29.486	29.597	29.942	30.374	30.663	30.829	31.247	31.489	31.831	32.361	32.597	33.006
Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale (CEN)	6.208	6.245	6.238	6.272	6.281	6.413	6.391	6.383	6.374	6.415	6.470	6.499	6.576
Total M2	216.503	212.611	217.117	220.690	220.577	225.999	230.025	235.344	239.210	238.199	239.421	241.400	249.686
Placements à terme (M3-M2)	76.281	77.113	77.199	77.106	77.687	78.420	76.935	76.730	77.430	79.313	82.109	84.361	84.294
Certificats de dépôt ⁽¹⁾	889	886	886	886	887	898	901	944	985	980	970	976	976
Comptes à terme et bons à échéance fixe	75.392	76.227	76.313	76.220	76.800	77.522	76.034	75.786	76.445	78.333	81.139	83.385	83.318
dont M.R.E.	(30.899)	(31.774)	(31.794)	(31.987)	(31.583)	(32.115)	(31.836)	(31.285)	(31.627)	(32.554)	(33.256)	(33.604)	(34.355)
Total M3	292.784	289.724	294.316	297.796	298.264	304.419	306.960	312.074	316.640	317.512	321.530	325.761	333.980

(1) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers.

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-8 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES ⁽¹⁾

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
PL 1													
Bons du Trésor à 6 mois	3.988	4.059	4.298	4.372	4.877	5.219	5.349	5.651	6.063	6.474	7.477	8.609	9.407
Bons du Trésor négociables ⁽²⁾	7.307	8.279	7.438	7.783	6.856	7.085	6.730	6.380	6.911	5.871	5.703	6.716	6.538
Billets de Trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons émis par les sociétés de financement	125	147	156	171	184	196	238	258	252	254	260	260	261
Total PL 1	11.420	12.485	11.892	12.326	11.917	12.500	12.317	12.289	13.226	12.599	13.440	15.585	16.206
PL 2													
Titres émis par les OPCVM obligations	12.722	14.930	15.775	18.223	19.004	18.446	20.312	19.410	20.769	19.205	17.962	18.833	17.111
Total PL 2	12.722	14.930	15.775	18.223	19.004	18.446	20.312	19.410	20.769	19.205	17.962	18.833	17.111
PL 3													
Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés	3.214	2.796	2.986	2.962	3.370	2.650	2.643	2.472	2.513	2.283	1.888	1.838	1.936
Total PL 3	3.214	2.796	2.986	2.962	3.370	2.650	2.643	2.472	2.513	2.283	1.888	1.838	1.936
Total PL	27.356	30.211	30.653	33.511	34.291	33.596	35.272	34.171	36.508	34.087	33.290	36.256	35.253

(1) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers.

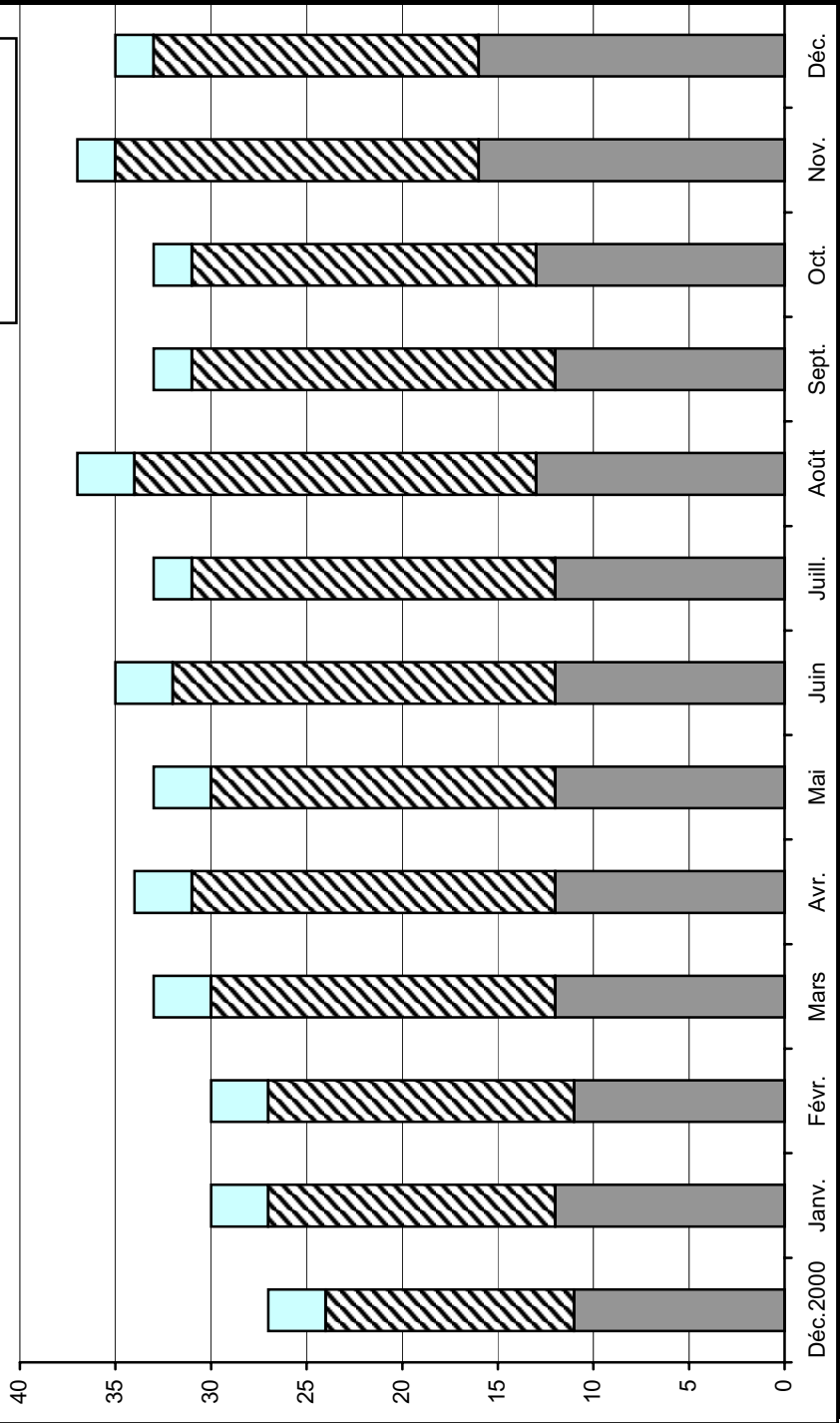
(2) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications.

Source : Bank Al-Maghrib.

AGREGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES (PL)
 (Encours de fin de mois - Année 2001)

■ PL1 ▨ PL2 □ PL3

Milliards de dirhams



XII-9 - LES CONTREPARTIES DE L'AGRÉGAT M 3

(En millions de dirhams)

Composantes	Fin décembre 2000			Fin décembre 2001		
	Montants	Variations annuelles		Montants	Variations annuelles	
		Montants	%		Montants	%
Avoirs extérieurs nets ⁽¹⁾						
. de Bank Al-Maghrib	52.651	-6.233	- 10,6	99.264	46.613	88,5
. des banques	2.034	1.827	882,6	2.685	651	32,0
Total (I)	54.685	-4.406	- 7,5	101.949	47.264	86,4
Crédit intérieur global						
A. Créances sur l'État ⁽¹⁾						
. Créances de Bank Al-Maghrib	16.033	2.628	19,6	- 3.117	-19.150	- 119,4
. Créances des banques	61.729	6.812	12,4	73.161	11.432	18,5
. Créances des entreprises non financières et des particuliers ⁽²⁾	8.172	461	6,0	8.285	113	1,4
Sous-total	85.934	9.901	13,0	78.329	- 7.605	- 8,8
B. Concours à l'économie ⁽¹⁾						
. Crédits de Bank Al-Maghrib	7.471	279	3,9	8.304	833	11,1
. Concours des banques ⁽³⁾	200.553	14.648	7,9	208.647	8.094	4,0
Sous-total	208.024	14.927	7,7	216.951	8.927	4,3
C. Contrepartie des avoirs en comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale ⁽⁴⁾	6.208	487	8,5	6.576	368	5,9
Total (A+B+C)	300.166	25.315	9,2	301.856	1.690	0,6
A déduire : Ressources à caractère non monétaire ^{(5) (6)}	58.534	- 77	- 0,1	60.883	2.349	4,0
Crédit intérieur à caractère monétaire (II)	241.632	25.392	11,7	240.973	- 659	- 0,3
Total des contreparties (I+II).....	296.317	20.986	7,6	342.922	46.605	15,7
Solde des éléments divers ⁽⁷⁾	- 3.533	1.812		- 8.942	- 5.409	
Total de l'agrégat M 3	292.784	22.798	8,4	333.980	41.196	14,1

(1) Voir le détail des composantes des avoirs extérieurs nets, des créances sur l'Etat et des concours à l'économie respectivement dans les tableaux XII-11, XII-12 et XII-13.

(2) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(3) Y compris les crédits accordés aux établissements publics.

(4) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la Caisse de de dépôts et de gestion. Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(5) Emprunts intérieurs et extérieurs contractés par les banques (voir ressources des banques annexe XIV-1).

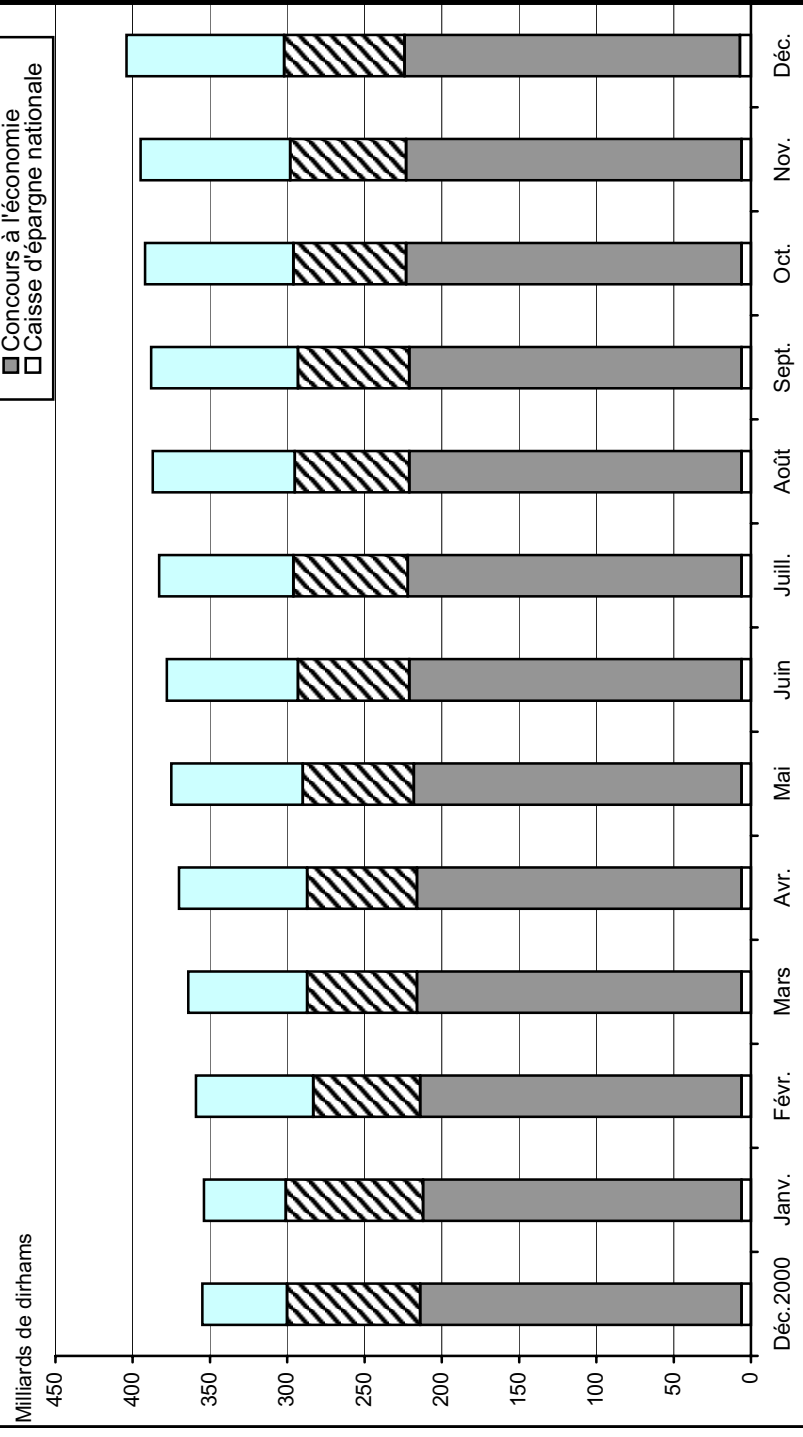
(6) Excédent des fonds propres (capital et réserves) sur le total des immobilisations et du portefeuille de titres de participation.

(7) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les autres éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

CONTREPARTIES DE M3 (*)
Encours de fin de mois - Année 2001

- Avoirs extérieurs nets
- ▨ Créances sur l'Etat
- Concours à l'économie
- Caisse d'épargne nationale



(*) Avant déduction des financements sur ressources à caractère non monétaire

XII-10 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES CONTREPARTIES DE M3

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Avoirs extérieurs nets ⁽¹⁾													
- de Bank Al-Maghrib.....	52.651	51.258	74.875	75.869	81.030	82.577	84.185	83.802	90.739	92.424	93.749	95.235	99.264
- des banques	2.034	2.432	1.210	1.299	1.824	1.940	989	3.092	1.093	2.718	2.372	2.357	2.685
Total (I).....	54.685	53.690	76.085	77.168	82.854	84.517	85.174	86.894	91.832	95.142	96.121	97.592	101.949
CRÉDIT INTÉRIEUR GLOBAL													
A. Créances sur l'État ⁽¹⁾													
Créances de Bank													
Al-Maghrib	16.033	14.676	- 4.787	- 1.483	- 882	777	2.092	1.371	2.069	- 971	- 1.945	- 1.738	- 3.117
Créances des banques	61.729	65.727	64.730	63.287	63.014	62.417	60.967	63.670	63.212	63.787	67.120	68.910	73.161
Créances des particuliers et des entreprises non financières ⁽²⁾	8.172	8.037	9.123	8.717	8.701	8.843	8.790	8.745	8.757	8.753	8.236	8.222	8.285
Sous-total	85.934	88.440	69.066	70.521	70.833	72.037	71.849	73.786	74.038	71.569	73.411	75.394	78.329
B. Concours à l'économie ⁽¹⁾													
Crédits de Bank Al-Maghrib	7.471	7.498	7.553	7.553	7.666	7.869	7.922	7.923	7.991	8.039	8.044	8.274	8.304
Concours des banques ⁽³⁾	200.553	199.449	199.987	201.791	201.605	203.526	206.649	207.987	206.678	206.597	208.805	208.980	208.647
Sous-total	208.024	206.947	207.540	209.344	209.271	211.395	214.571	215.910	214.669	214.636	216.849	217.254	216.951
C. Contrepartie des avoirs en comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale ⁽⁴⁾	6.208	6.245	6.238	6.272	6.281	6.413	6.391	6.383	6.374	6.415	6.470	6.499	6.576
Total (A+B+C)	300.166	301.632	282.844	286.137	286.385	289.845	292.811	296.079	295.081	292.620	296.730	299.147	301.856
A déduire : Ressources à caractère non monétaire	58.534	60.026	60.796	62.026	63.624	63.966	62.986	61.886	63.466	63.996	63.071	61.524	60.883
Emprunts contractés par les banques ⁽⁵⁾	30.273	31.527	30.509	30.254	31.804	31.337	30.828	29.476	31.439	31.601	29.490	28.703	26.766
Provisions constituées par les banques	17.316	17.840	18.411	19.624	19.775	20.000	19.983	19.958	19.993	19.992	20.943	20.736	22.037
Fonds propres nets de Bank Al-Maghrib et des banques ⁽⁶⁾	10.945	10.659	11.876	12.148	12.045	12.629	12.175	12.452	12.034	12.403	12.638	12.085	12.080
CRÉDIT INTÉRIEUR A CARACTÈRE MONÉTAIRE (II)	241.632	241.606	222.048	224.111	222.761	225.879	229.825	234.193	231.615	228.624	233.659	237.623	240.973
TOTAL DES CONTREPARTIES (I+II).....	296.317	295.296	298.133	301.279	305.615	310.396	314.999	321.087	323.447	323.766	329.780	335.215	342.922
Solde des éléments divers ⁽⁷⁾	- 3.533	- 5.572	- 3.817	- 3.483	- 7.351	- 5.977	- 8.039	- 9.013	- 6.807	- 6.254	- 8.250	- 9.454	- 8.942
AGRÉGAT M 3	292.784	289.724	294.316	297.796	298.264	304.419	306.960	312.074	316.640	317.512	321.530	325.761	333.980

(1) Voir le détail des composantes des avoirs extérieurs nets, des créances sur l'Etat et des concours à l'économie respectivement dans les annexes XII-11, XII-12 et XII-13.

(2) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(3) Y compris les crédits accordés aux établissements publics.

(4) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la Caisse de dépôts et de gestion. Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(5) Emprunts intérieurs et extérieurs contractés par les banques (voir ressources des banques annexe XIV-1).

(6) Excédent des fonds propres (capital et réserves) sur le total des immobilisations et du portefeuille de titres de participation.

(7) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les autres éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-11 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES AVOIRS EXTÉRIEURS

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
A. Avoirs extérieurs bruts de Bank Al-Maghrif													
. Avoirs en or	1.955	1.955	1.955	1.956	1.956	1.956	1.956	1.956	1.956	1.956	1.957	1.957	1.957
. Avoirs en devises convertibles.....	48.742	47.433	71.018	72.048	77.148	78.652	80.282	80.041	86.968	88.641	89.634	91.141	95.214
. Avoirs en D.T.S.....	1.268	1.255	1.235	1.237	1.306	1.339	1.299	1.174	1.136	1.140	1.460	1.458	1.426
. Souscription au F.M.I. - tranche de réserve	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294
. Souscription au Fonds Monétaire Arabe	285	284	285	286	301	310	306	302	299	300	300	301	300
. Avoirs en devises inconvertibles.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	53.544	52.221	75.787	76.821	82.005	83.551	85.137	84.767	91.653	93.331	94.645	96.151	100.191
B. Engagements extérieurs de Bank Al-Maghrif													
. Comptes des organismes internationaux.....	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194
. Autres engagements	699	769	718	758	781	780	758	771	720	713	702	722	733
Sous-total	893	963	912	952	975	974	952	965	914	907	896	916	927
I. Total des avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrif (A-B)	52.651	51.258	74.875	75.869	81.030	82.577	84.185	83.802	90.739	92.424	93.749	95.235	99.264
C. Avoirs extérieurs bruts des banques ⁽¹⁾	6.356	6.821	5.580	5.500	6.430	6.622	6.059	7.526	6.118	7.154	6.646	6.659	6.566
D. Engagements extérieurs des banques ⁽²⁾	4.322	4.389	4.370	4.201	4.606	4.682	5.070	4.434	5.025	4.436	4.274	4.302	3.881
II. Total des avoirs extérieurs nets des banques (C-D)	2.034	2.432	1.210	1.299	1.824	1.940	989	3.092	1.093	2.718	2.372	2.357	2.685
Total des avoirs extérieurs nets (I+II)	54.685	53.690	76.085	77.168	82.854	84.517	85.174	86.894	91.832	95.142	96.121	97.592	101.949

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers. Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrif, qui constituent des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des comptes créditeurs à vue et à terme des non-résidents.

Source : Bank Al-Maghrif.

XII-12 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
I. Créances de Bank Al-Maghrib													
A. Créances propres de Bank Al-Maghrib													
. Avances à l'État ⁽¹⁾	13.750	12.828	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500	7.500	5.500	6.158	7.500	6.136
. Traités douaniers et obligations cautionnées prises en pension	-	-	-	-	-	-	292	-	402	-	-	882	-
. Chèques pris à l'escompte	1.450	862	1.129	1.341	1.188	1.088	1.029	2.025	946	643	672	656	1.527
. Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux.....	33	26	30	27	24	15	26	26	27	34	31	30	26
Total brut.....	15.233	13.716	6.659	6.868	6.712	6.603	6.847	7.551	8.875	6.177	6.861	9.068	7.689
- à déduire :													
. Avoirs des comptes publics ⁽²⁾	806	806	13.767	10.672	8.761	5.877	4.806	6.180	6.806	7.148	8.806	10.806	10.806
Total net.....	14.427	12.910	-7.108	-3.804	-2.049	726	2.041	1.371	2.069	-971	-1.945	-1.738	-3.117
B. Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	1.606	1.766	2.321	2.321	1.167	51	51	-	-	-	-	-	-
Sous-total (I).....	16.033	14.676	-4.787	-1.483	- 882	777	2.092	1.371	2.069	-971	-1.945	-1.738	-3.117
Créances des banques													
Portefeuille d'effets publics	61.633	65.534	64.575	63.112	62.872	62.245	60.820	63.503	62.985	63.542	65.891	67.479	72.318
Dépôts des banques auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	96	193	155	175	142	172	147	167	227	245	1.229	1.431	843
Sous-total (II).....	61.729	65.727	64.730	63.287	63.014	62.417	60.967	63.670	63.212	63.787	67.120	68.910	73.161
Créances des particuliers et des entreprises non financières													
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	8.172	8.037	9.123	8.717	8.701	8.843	8.790	8.745	8.757	8.753	8.236	8.222	8.285
Sous-total (III).....	8.172	8.037	9.123	8.717	8.701	8.843	8.790	8.745	8.757	8.753	8.236	8.222	8.285
Total des créances sur l'État (I+II+III).....	85.934	88.440	69.066	70.521	70.833	72.037	71.849	73.786	74.038	71.569	73.411	75.394	78.329

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptes publics ainsi que les comptes du Trésor et du Fonds Hassan II pour le développement économique et social auprès de Bank Al-Maghrib.

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-13 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES CONCOURS A L'ÉCONOMIE ⁽¹⁾

(En millions de dirhams)

Composantes	2000	2001											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
A. Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers ⁽²⁾	191.053	189.408	189.914	191.507	190.639	192.766	195.564	197.236	195.223	194.739	195.654	195.686	195.888
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	75.590	74.519	74.038	72.502	72.710	74.359	73.036	74.811	73.263	72.199	73.861	73.065	72.440
Crédits à l'équipement.....	45.227	45.006	45.485	46.336	44.856	45.344	48.023	46.557	45.893	46.457	44.369	44.180	45.371
Crédits immobiliers.....	27.023	26.978	27.101	27.373	26.809	27.681	28.181	28.523	29.329	29.798	30.161	30.403	30.699
Crédits à la consommation	8.003	7.950	8.020	8.030	8.029	8.093	8.162	8.319	8.400	8.384	8.328	8.222	8.283
Créances diverses sur la clientèle	4.283	3.160	3.559	4.096	3.111	2.550	3.261	3.887	3.050	2.972	3.028	3.768	3.396
Créances en souffrance ⁽³⁾	30.927	31.795	31.711	33.170	35.124	34.739	34.901	35.139	35.288	34.929	35.907	36.048	35.699
B. Concours aux sociétés de financement	8.523	9.126	9.048	9.368	9.608	9.446	9.765	9.729	10.472	10.819	12.596	12.540	12.138
Crédits	8.085	8.819	8.764	8.651	8.865	8.718	8.796	8.792	9.473	9.826	11.594	11.564	11.125
Bons des sociétés de financement détenus par les banques.....	438	307	284	717	743	728	969	937	999	993	1.002	976	1.013
C. Portefeuille de titres de placement des banques ⁽⁴⁾	977	915	1.025	916	1.358	1.314	1.320	1.022	983	1.039	555	754	621
I. Total des concours des banques (A+B+C)	200.553	199.449	199.987	201.791	201.605	203.526	206.649	207.987	206.678	206.597	208.805	208.980	208.647
II. Crédits de Bank Al-Maghrib.....	7.471	7.498	7.553	7.553	7.666	7.869	7.922	7.923	7.991	8.039	8.044	8.274	8.304
Total (I+II)	208.024	206.947	207.540	209.344	209.271	211.395	214.571	215.910	214.669	214.636	216.849	217.254	216.951

(1) La répartition des concours à l'économie est issue de la nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

(2) Y compris les crédits accordés aux établissements publics.

(3) Créances pré-douteuses, créances douteuses et créances compromises.

(4) Souscriptions des banques aux titres émis par les entreprises non bancaires.

Source : Bank Al-Maghrib.

XII-14 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES

1981 - 2001

(En millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M3				M3 = M2 + Placements à terme	Agrégats de placements liquides			Total
	Agrégat M2			Placements à terme (2)		PL 1 (3)	PL 2 (4)	PL 3 (5)	
	Agrégat M1		Total						
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale							
1981	11.121	16.106	27.227	1.353	28.580	6.664	186	-	186
1982	12.023	17.584	29.607	1.735	31.342	7.654	336	-	336
1983	13.635	20.345	33.980	2.259	36.239	10.227	351	-	351
1984	14.770	22.305	37.075	2.744	39.819	11.373	359	-	359
1985	16.194	26.570	42.764	3.136	45.900	14.416	2.641	-	2.641
1986	18.694	31.361	50.055	4.160	54.215	15.851	6.229	-	6.229
1987	20.003	34.718	54.721	5.891	60.612	16.485	9.612	-	9.612
1988	21.913	40.335	62.248	7.573	69.821	18.867	10.308	-	10.308
1989	24.814	44.460	69.274	9.317	78.591	21.441	13.485	-	13.485
1990	29.543	53.115	82.658	11.491	94.149	24.883	15.739	-	15.739
1991	34.269	60.352	94.621	14.051	108.672	31.190	14.504	-	14.504
1992	35.744	64.939	100.683	14.913	115.596	37.467	15.564	-	15.564
1993	37.202	68.576	105.778	15.959	121.737	43.986	16.837	-	16.837
1994	41.021	76.163	117.184	18.685	135.869	47.464	21.849	-	21.849
1995	43.154	81.329	124.483	21.279	145.762	52.494	22.910	8	22.918
1996	46.447	84.346	130.793	23.466	154.259	57.283	23.158	1.696	25.074
1997	48.662	92.198	140.860	25.983	166.843	64.121	19.821	2.708	25.586
1998	50.644	99.628	150.272	29.523	179.795	65.114	18.488	9.154	34.232
1999	56.713	110.815	167.528	33.069	200.597	69.389	15.298	18.630	39.351
2000	58.169	123.094	181.263	35.240	216.503	76.281	11.420	12.722	27.356
2001	66.025	144.079	210.104	39.582	249.686	84.294	16.206	17.111	35.253

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons des sociétés de financement et billets de trésorerie) souscrits par les personnes physiques et les entreprises non financières.

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations (depuis 1995) et acquis par les personnes physiques et les entreprises non financières.

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et OPCVM diversifiés (depuis 1995) et acquis par les personnes physiques et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-15 - CONTREPARTIES DE M 3
1981 - 2001**

(En millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Avoirs extérieurs nets			Crédit intérieur à caractère monétaire						Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers (3)					
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (I)	Créances sur l'État			Concours à l'économie					Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)			
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et particuliers (1)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)					Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N.(2) (C)		
															Total (A)	Total (B)
1981	86	2	88	9.722	8.552	1.747	20.021	425	22.886	23.311	482	43.814	7.119	36.695	36.783	-1.539
1982	743	48	791	8.336	9.185	1.844	19.365	682	26.406	27.088	552	47.005	7.324	39.681	40.472	-1.476
1983	- 56	35	- 21	10.924	12.423	1.715	25.062	1.034	30.169	31.203	626	56.891	9.094	47.797	47.776	-1.310
1984	300	70	370	10.857	13.107	1.926	25.890	1.675	34.557	36.232	719	62.841	10.523	52.318	52.688	-1.496
1985	972	137	1.109	10.048	17.888	2.028	29.964	3.079	39.311	42.390	780	73.134	12.219	60.915	62.024	-1.708
1986	1.705	- 18	1.687	9.558	25.138	2.301	36.997	5.184	43.184	48.368	897	86.262	15.285	70.977	72.664	- 2.598
1987	2.985	228	3.213	8.799	28.277	2.925	40.001	5.835	46.588	52.423	1.053	93.477	17.750	75.727	78.940	-1.843
1988	4.292	254	4.546	10.078	32.690	4.347	47.115	6.033	52.411	58.444	1.236	106.795	21.011	85.784	90.330	-1.642
1989	3.951	137	4.088	10.614	37.701	4.988	53.303	6.699	59.418	66.117	1.428	120.848	22.703	98.145	102.233	-2.201
1990	16.600	612	17.212	11.517	34.575	5.208	51.300	6.814	71.000	77.814	1.663	130.777	27.483	103.294	120.506	-1.474
1991	24.435	637	25.072	12.116	35.346	6.274	53.736	6.845	87.850	94.695	1.917	150.348	32.144	118.204	143.276	-3.414
1992	31.504	590	32.094	9.924	41.427	6.151	57.502	7.001	99.079	106.080	2.150	165.732	40.301	125.431	157.525	-4.462
1993	36.900	735	37.635	9.936	46.295	6.532	62.763	7.045	104.747	111.792	2.342	176.897	45.480	131.417	169.052	-3.329
1994	40.753	299	41.052	8.185	54.747	6.783	69.715	7.307	114.796	122.103	2.754	194.572	48.072	146.500	187.552	-4.219
1995	32.348	426	32.774	18.490	52.908	6.789	78.187	7.619	128.982	136.601	3.292	218.080	49.854	168.226	201.000	-2.744
1996	35.214	166	35.380	18.758	54.847	8.032	81.637	7.386	142.056	149.442	3.866	234.945	54.172	180.773	216.153	-4.611
1997	40.355	294	40.649	19.680	58.616	8.073	86.369	7.395	152.029	159.424	4.553	250.346	53.144	197.202	237.851	-6.887
1998	42.710	316	43.026	19.244	58.614	6.652	84.510	7.390	168.495	175.885	5.330	265.725	54.721	211.004	254.030	-9.121
1999	58.884	207	59.091	13.405	54.917	7.711	76.033	7.192	185.905	193.097	5.721	274.851	58.611	216.240	275.331	-5.345
2000	52.651	2.034	54.685	16.033	61.729	8.172	85.934	7.471	200.553	208.024	6.208	300.166	58.534	241.632	296.317	-3.533
2001	99.264	2.685	101.949	-3.117	73.161	8.285	78.329	8.304	208.647	216.951	6.576	301.856	60.883	240.973	342.922	-8.942

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la Caisse de dépôts et de gestion (CDG). Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

XIII-1 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB

(En millions de dirhams)

	1999		2000		2001	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Janvier	3.584	4.045	5.918	3.027	6.127	4.448
Février	3.912	3.207	4.528	3.647	3.846	5.547
Mars	3.025	5.834	4.225	5.820	5.415	5.603
Avril	5.228	3.359	4.390	4.102	5.119	5.026
Mai	3.960	3.547	4.758	3.920	5.057	5.490
Juin	3.330	4.137	3.899	4.805	4.437	5.437
Juillet	3.265	6.114	3.527	6.433	4.038	7.920
Août	3.847	4.411	4.698	5.640	5.556	7.511
Septembre	5.185	3.406	5.543	4.134	6.417	4.186
Octobre	4.319	4.339	5.006	4.331	6.012	5.815
Novembre	4.154	3.500	4.754	4.675	5.243	5.413
Décembre	3.168	7.887	3.204	5.358	4.420	7.105
Total	46.977	53.786	54.450	55.892	61.687	69.501

Source : Bank Al-Maghrib.

XIII-2 - LES ÉCHANGES EN CHAMBRES DE COMPENSATION

	Nombre d'opérations (en milliers)			Montants bruts (en millions de dirhams)				Taux de rejet (en %)	
	Effets	Chèques	Total	Effets	Chèques	Virements	Total	Effets	Chèques
2001									
Janvier	302	1.724	2.026	6.831	38.286	33.632	78.749	22,1	2,7
Février	244	1.511	1.755	5.377	35.942	26.664	67.983	22,9	2,8
Mars	218	1.427	1.645	4.596	33.120	27.436	65.152	23,3	2,9
Avril	266	1.562	1.828	6.383	39.013	25.133	70.529	26,9	3,3
Mai	315	1.645	1.960	5.748	38.602	31.928	76.278	23,4	4,2
Juin	236	1.302	1.538	4.566	33.529	28.469	66.564	23,8	3,8
Juillet	284	1.553	1.837	6.260	38.255	30.349	74.864	24,2	3,4
Août	289	1.600	1.889	6.122	37.278	32.192	75.592	23,4	2,8
Septembre	248	1.506	1.754	5.044	34.236	26.994	66.274	23,3	3,3
Octobre	355	1.848	2.203	7.126	41.209	36.117	84.452	20,2	2,8
Novembre	274	1.550	1.824	5.567	35.320	33.369	74.256	21,9	3,1
Décembre	289	1.432	1.721	5.710	34.088	31.155	70.953	22,1	3,0
Total	3.320	18.660	21.980	69.330	438.878	363.438	871.646	23,0	3,2

Source : Bank Al-Maghrib.

**XIV-1 - TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES
DE L'ENSEMBLE DES BANQUES**

(En millions de dirhams)

	Décembre 1999	Décembre 2000*	Décembre 2001
EMPLOIS			
Valeurs en caisse et avoirs liquides	17.558	19.658	29.071
dont : Billets étrangers et chèques en devises	(343)	(582)	(761)
Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	(11.858)	(13.467)	(20.528)
Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	(115)	(96)	(843)
Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	3.471	5.326	3.241
Correspondants étrangers et assimilés	4.469	5.774	5.805
Portefeuille de bons du Trésor	54.802	61.633	72.318
Crédits à l'économie ⁽¹⁾	183.531	199.138	207.013
Portefeuille de titres de transactions et de placement autres que les fonds d'État	9.657	8.543	10.782
- Certificats de dépôt acquis par les banques	2.239	1.751	1.809
- Bons et obligations B.N.D.E., C.I.H., C.N.C.A. et F.E.C. souscrits par les banques.....	5.044	5.377	7.339
- Bons de sociétés de financement détenus par les banques.....	133	438	1.013
- Titres émis par les entreprises non bancaires	2.241	977	621
Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	10.110	10.605	12.019
Immobilisations	9.779	10.273	10.854
Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS	293.377	320.950	351.103
RESSOURCES			
Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle	100.115	113.133	133.225
. Comptes de chèques	63.366	72.166	85.607
(Comptes de chèques des marocains résidant à l'étranger)	(24.376)	(26.619)	(32.819)
. Comptes courants	29.447	31.140	37.181
. Autres dépôts	7.302	9.827	10.437
Comptes sur carnets	27.348	29.032	33.006
Comptes à terme et bons à échéance fixe	68.616	75.392	83.318
Certificats de dépôt	5.813	5.642	4.967
dont : Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers	(773)	(889)	(976)
Comptes créditeurs à vue et à terme en devises des non résidents ..	1.316	431	641
Engagements des banques envers les autres banques	8.449	10.107	10.547
Emprunts nets auprès des organismes financiers ⁽²⁾	1.470	2.380	2.337
Correspondants étrangers et assimilés	3.289	3.891	3.240
Emprunts obligataires en dirhams	13.203	11.808	10.212
Emprunts extérieurs à long terme	14.653	13.083	12.035
Recours auprès de Bank Al-Maghrib	1.346	7.161	7
Provisions	14.916	17.316	22.037
Fonds propres	29.106	29.480	32.574
Excédent des ressources diverses sur les emplois divers	3.737	2.094	2.957
TOTAL DES RESSOURCES	293.377	320.950	351.103

(1) Y compris les crédits accordés aux sociétés de financement et aux établissements publics.

(2) Y compris les opérations de pensions avec les O.P.C.V.M.

(*) Chiffres révisés.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XIV-2 - TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT A LA CONSOMMATION**

(En millions de dirhams)

	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001
EMPLOIS			
Immobilisations	340	304	327
Crédits	16.434	17.934	18.727
Débiteurs divers et comptes de régularisation	326	411	386
Avoirs liquides	723	381	394
Total	17.823	19.030	19.834
RESSOURCES			
Capitaux propres et assimilés	2.621	2.537	2.774
Provisions	1.590	2.379	2.354
Dettes de financement	6.291	6.602	8.702
Créditeurs divers et comptes de régularisation	1.142	1.417	817
Comptes de Trésorerie	6.179	6.095	5.187
Total	17.823	19.030	19.834

Source : Bank Al-Maghrib.

**XIV-3 - TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT-BAIL**

(En millions de dirhams)

	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001
EMPLOIS			
Immobilisations	191	54	59
Crédits	7.260	9.209	10.916
Débiteurs divers et comptes de régularisation	196	71	196
Avoirs liquides	27	29	21
Total	7.674	9.363	11.192
RESSOURCES			
Capitaux propres et assimilés	1.142	1.237	1.244
Provisions	624	690	850
Dettes de financement	4.655	5.777	6.972
Créditeurs divers et comptes de régularisation	583	594	704
Comptes de Trésorerie	670	1.065	1.422
Total	7.674	9.363	11.192

Source : Bank Al-Maghrib.

XV-1 - ENCOURS DES PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE

(En millions de dirhams)

Encours de fin de mois	2000	2001												Moyenne
	Moyenne	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Prêts des banques	2.433	3.011	3.101	3.065	2.732	3.097	2.910	2.403	3.649	3.733	2.374	1.977	1.818	2.822
Prêts de la C.D.G.	311	213	30	50	90	245	368	254	413	173	53	53	600	212
Prêts des autres intervenants ⁽¹⁾	18	-	-	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Total des prêts.....	2.762	3.224	3.131	3.136	2.822	3.342	3.278	2.657	4.062	3.906	2.427	2.030	2.418	3.036
Emprunts des banques	2.655	2.901	2.871	2.843	2.487	3.149	3.078	2.460	3.897	3.728	2.294	1.899	2.288	2.825
Emprunts de la C.D.G.	23	209	158	170	177	-	-	-	-	-	-	-	-	60
Emprunts des autres intervenants	84	114	102	123	158	193	200	197	165	178	133	131	130	152
Total des emprunts.....	2.762	3.224	3.131	3.136	2.822	3.342	3.278	2.657	4.062	3.906	2.427	2.030	2.418	3.036
Taux d'intérêt														
. Moyenne quotidienne	5,41	5,64	6,01	5,50	4,84	4,75	3,86	3,95	5,11	3,46	3,49	3,47	3,23	4,44
. Fin de mois	5,36	6,12	5,28	4,86	5,16	4,63	2,69	5,80	3,87	3,03	2,88	3,53	2,78	4,22

(1) Caisse Marocaine des Marchés, Dar Addamane et Caisse Centrale de Garantie.

Source : Bank Al-Maghrib.

XV-2 - LES SOUSCRIPTIONS DE BONS DU TRÉSOR PAR VOIE D'ADJUDICATION

(En millions de dirhams)

Maturités	Année 2000					Année 2001						
	Banques	C.D.G.	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total	Banques	C.D.G.	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total
13 semaines	1.510	-	192	713	-	2.415	2.243	452	234	570	-	3.499
26 semaines	2.725	450	-	847	21	4.043	5.886	2.436	2	1.020	-	9.344
52 semaines	9.607	1.350	576	1.815	321	13.669	14.284	2.356	584	1.058	48	18.330
Total court terme (I).....	13.842	1.800	768	3.375	342	20.127	22.413	5.244	820	2.648	48	31.173
2 ans	3.529	530	200	110	130	4.499	8.240	1.166	346	375	2	10.129
5 ans	8.011	1.540	548	810	106	11.015	8.890	3.292	407	328	2	12.919
Total moyen terme (II)	11.540	2.070	748	920	236	15.514	17.130	4.458	753	703	4	23.048
10 ans	1.826	985	460	415	1	3.687	2.113	252	-	175	2	2.542
15 ans	210	400	50	300	-	960	580	50	50	35	-	715
20 ans	24	-	-	-	-	24	-	-	-	-	-	-
Total long terme (III).....	2.060	1.385	510	715	1	4.671	2.693	302	50	210	2	3.257
Total (I+II+III)	27.442	5.255	2.026	5.010	579	40.312	42.236	10.004	1.623	3.561	54	57.478

Source : Bank Al-Maghrib.

XV-3 - TAUX D'INTÉRÊT DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR ADJUDICATION

Maturités	Année 2000			Année 2001		
	Taux minimum	Taux maximum	Taux moyen pondéré	Taux minimum	Taux maximum	Taux moyen pondéré
13 semaines	4,50	5,80	5,29	4,42	5,80	4,65
26 semaines	4,65	6,10	5,62	4,50	6,10	4,87
52 semaines	5,02	6,50	5,73	4,55	6,51	5,26
2 ans	5,75	6,92	6,20	5,19	6,93	5,88
5 ans	5,40	6,74	6,22	5,80	7,00	6,22
10 ans	6,07	7,08	6,89	6,37	7,02	6,73
15 ans	6,55	7,38	7,01	6,98	7,16	7,10
20 ans	7,70	7,70	7,70	-	-	-

Source : Bank Al-Maghrib.

XV-4 - ENCOURS DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR ADJUDICATION

(En millions de dirhams)

Maturités	Année 2000						Année 2001					
	Banques	C.D.G. (1)	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total	Banques	C.D.G. (1)	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total
13 semaines	600	-	-	225	-	825	288	-	-	262	-	550
26 semaines	1.775	250	-	1.018	170	3.213	2.052	1.190	1.137	2.542	330	7.251
52 semaines	5.702	321	1.579	3.647	1.445	12.694	10.982	372	2.306	3.634	1.036	18.330
Total court terme (I).....	8.077	571	1.579	4.890	1.615	16.732	13.322	1.562	3.443	6.438	1.366	26.131
2 ans	2.757	270	418	557	497	4.499	7.761	840	1951	3325	751	14.628
5 ans	18.700	4.768	9.492	8.732	2.926	44.618	21.025	4.566	11.629	9.776	1.553	48.549
Total moyen terme (II).....	21.457	5.038	9.910	9.289	3.423	49.117	28.786	5.406	13.580	13.101	2.304	63.177
10 ans	7.802	7.511	10.924	4.527	149	30.913	8.497	7.021	14.154	3.699	84	33.455
15 ans	4.985	5.368	7.448	1.732	40	19.573	4.884	5.090	8.224	1.924	166	20.288
20 ans	20	-	4	-	-	24	20	-	-	4	-	24
Total long terme (III).....	12.807	12.879	18.376	6.259	189	50.510	13.401	12.111	22.378	5.627	250	53.767
Total (I+II+III).....	42.341	18.488	29.865	20.438	5.227	116.359	55.509	19.079	39.401	25.166	3.920	143.075

(1) Non compris l'encours des bons du Trésor des organismes de prévoyance gérés par la C.D.G.

Source : Bank Al-Maghrib.

XV-5 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(En millions de dirhams)

Catégorie de titres	Année 2000					Année 2001				
	Etablissements de crédit et CDG	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total	Etablissements de crédit et CDG	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total
Certificats de dépôt	2.746	861	1.100	889	5.596	1.827	1.016	1.045	976	4.864
Bons des sociétés de financement	1.685	1.209	1.940	125	4.959	2.270	1.370	2.057	262	5.959
Billets de trésorerie	-	-	-	-	-	-	22	3	-	25
Total	4.431	2.070	3.040	1.014	10.555	4.097	2.408	3.105	1.238	10.848

Source : Bank Al-Maghrib.

XV-6 - INDICATEURS BOURSIERS

(En millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires (*)	Capitalisation	Indice (1)
1999 Décembre	12.038,7	138.051	777,08
2000 Janvier	2.186,1	137.145	771,29
Février	2.759,5	129.535	728,37
Mars	1.587,7	127.746	737,47
Avril	5.412,6	120.349	695,31
Mai	2.900,4	125.219	722,72
Juin	2.292,1	124.294	724,15
Juillet	1.849,0	121.666	695,29
Août	2.824,2	128.617	735,05
Septembre	3.071,9	126.598	724,38
Octobre	2.349,3	123.479	706,37
Novembre	1.365,1	117.583	672,64
Décembre	6.832,5	114.881	658,43
2001 Janvier	2.832,0	110.662	634,35
Février	1.925,3	123.677	708,58
Mars	1.563,0	120.425	687,84
Avril	2.462,4	116.320	665,01
Mai	2.528,0	114.706	659,14
Juin	1.417,1	110.715	640,40
Juillet	1.016,0	103.530	613,92
Août	648,3	107.908	639,42
Septembre	2.838,8	103.829	616,42
Octobre	1.791,7	100.114	583,42
Novembre	1.242,2	104.538	608,55
Décembre	5.009,7	104.740	609,74

(*) Non compris les opérations sur le marché primaire.

(1) Indice général des cours de base 100 au 31 décembre 1979.

Source : Bourse de Casablanca.

**XVI-1 - RÉPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS DES AGENTS NON FINANCIERS
PAR CATÉGORIE D'INSTRUMENTS**

(En millions de dirhams)

	Encours de fin d'année			Variations (flux)	
	1999	2000*	2001**	2000	2001
A. Avoirs liquides	172.344	182.843	211.259	+10.499	+28.416
- Billets et monnaies	56.713	58.169	66.025	+ 1.456	+ 7.856
- Dépôts à vue	115.631	124.674	145.234	+ 9.043	+20.560
. <i>Système bancaire</i>	101.901	110.750	130.626	+ 8.849	+19.876
. <i>Trésor et C.C.P.</i>	7.711	8.172	8.285	+ 461	+ 113
. <i>Autres dépôts à vue</i> ⁽¹⁾	6.019	5.752	6.323	- 267	+ 571
B. Placements à court terme	108.868	114.746	133.644	+ 5.878	+ 18.898
- Comptes sur carnets	33.069	35.240	39.582	+ 2.171	+ 4.342
. <i>Système bancaire</i>	27.347	29.032	33.006	+ 1.685	+ 3.974
. <i>Caisse d'épargne nationale</i>	5.722	6.208	6.576	+ 486	+ 368
- Dépôts à terme	68.488	74.574	82.814	+ 6.086	+ 8.240
. <i>Comptes et bons à échéance fixe</i> <i>auprès du système bancaire</i>	68.468	74.440	82.585	+ 5.972	+ 8.145
. <i>Titres de créances négociables à court terme</i>	20	134	229	+ 114	+ 95
- Bons du Trésor à court terme	7.311	4.932	11.248	- 2.379	+ 6.316
. <i>Bons à 6 mois dans le public</i>	7.019	3.988	9.407	- 3.031	+ 5.419
. <i>Emprunts nationaux à 1 an</i>	116	-	-	- 116	-
. <i>Adjudications</i>	176	944	1.841	+ 768	+ 897
C. Placements à moyen terme	8.785	7.612	6.054	- 1.173	- 1.558
- Bons du Trésor à moyen terme	7.924	6.732	5.047	- 1.192	- 1.685
. <i>Emprunts nationaux à 3 et 5 ans</i>	7.003	4.474	3.115	- 2.529	- 1.359
. <i>Adjudications</i>	533	1.893	1.582	+ 1.360	- 311
. <i>Autres bons à moyen terme</i>	388	365	350	- 23	- 15
- Titres de créances négociables à moyen terme	861	880	1.007	+ 19	+ 127
D. Titres d'O.P.C.V.M.	24.053	15.936	19.049	- 8.117	+ 3.113
- OPCVM obligations	18.630	12.722	17.111	- 5.908	+ 4.389
- OPCVM actions	2.201	1.276	895	- 925	- 381
- OPCVM diversifiés	3.222	1.938	1.043	- 1.284	- 895
E. Épargne institutionnelle	82.897	90.305	95.627	+ 7.408	+ 5.322
- Fonds des organismes de retraite et de prévoyance ..	43.531	47.115	48.982	+ 3.584	+ 1.867
<i>dont : - C.N.R.A. et R.C.A.R.</i> ⁽²⁾	(17.030)	(19.161)	(21.250)	(+2.131)	(+2.089)
- <i>C.N.S.S.</i>	(14.312)	(14.762)	(14.017)	(+450)	(-745)
- Provisions techniques des compagnies d'assurance ..	39.366	43.190	46.645	+ 3.824	+ 3.455
Sous-total	396.947	411.442	465.633	+14.495	+54.191
F. Titres de sociétés ⁽³⁾				+12.993	+12.783
- Titres nouvellement émis	-	-	-	+ 12.975	+ 12.783
- Actions de sociétés privatisées	-	-	-	+ 18	-
Total	-	-	-	+27.488	+66.974
G. Ajustement ⁽⁴⁾	-	-	-	+ 1.983	- 899
Total des flux de placements nets	-	-	-	+29.471	+66.075

(1) Il s'agit essentiellement des dépôts à vue non institutionnels auprès de la C.D.G.

(2) CNRA : Caisse nationale de retraite et d'assurances.

RCAR : Régime collectif d'allocation de retraites.

(3) Les données chiffrées relatives au stock d'actions détenues par les agents non financiers n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les acquisitions additionnelles de titres de sociétés, soit sur le marché primaire, soit à l'occasion des opérations de privatisation.

(4) Ce poste permet de tenir compte des changements intervenus dans la composition de l'actif net des OPCVM, en excluant les opérations relatives aux actions effectuées sur le marché secondaire et en intégrant la variation des autres titres non inclus ailleurs dans le tableau.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres estimés.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XVI-2 - RÉPARTITION DES PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS
PAR NATURE D'ÉMETTEUR**

(En millions de dirhams)

Circuits de collecte	Encours de fin d'année			Variations (flux)	
	1999	2000*	2001**	2000	2001
- Système bancaire	198.372	214.986	247.192	+ 16.614	+ 32.206
- Sociétés de financement	225	250	261	+ 25	+ 11
- Circuit du Trésor et de la Poste	28.668	26.044	31.156	- 2.624	+ 5.112
- C.D.G. et services gérés ⁽¹⁾	23.049	24.913	27.573	+ 1.864	+ 2.660
- Organismes d'assurances et de prévoyance	65.867	71.144	74.377	+ 5.277	+ 3.233
dont : - Compagnies d'assurance	(39.366)	(43.190)	(46.645)	(+3.824)	(+3.455)
- C.N.S.S.	(14.312)	(14.762)	(14.017)	(+450)	(-745)
- OPCVM	24.053	15.936	19.049	- 8.117	+ 3.113
Total des placements auprès des intermédiaires financiers.....	340.234	353.273	399.608	+ 13.039	+ 46.335
- Marché des titres de sociétés ⁽²⁾				+ 12.993	+ 12.783
Ajustement ⁽³⁾				+ 1.983	- 899
Total des fonds mobilisés				+ 28.015	+ 58.219
Encaisses en billets et monnaies	56.713	58.169	66.025	+ 1.456	+ 7.856
Total				+ 29.471	+ 66.075

(1) Caisse de dépôt et de gestion, Régime collectif d'allocation des retraites (R.C.A.R.) et Caisse nationale de retraite et d'assurances (C.N.R.A.).

(2) Les données chiffrées relatives au stock d'actions détenues par les agents non financiers n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les acquisitions additionnelles de titres de sociétés, soit sur le marché primaire, soit à l'occasion des opérations de privatisation.

(3) Ce poste permet de tenir compte des changements intervenus dans la composition de l'actif net des OPCVM, en excluant les opérations relatives aux actions effectuées sur le marché secondaire et en intégrant la variation des autres titres non inclus ailleurs dans le tableau.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres estimés.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XVI-3 - EMPLOIS EN CONTREPARTIE DES ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS
PAR LES AGENTS NON FINANCIERS**

(En millions de dirhams)

	Encours de fin d'année			Variations (flux)	
	1999	2000*	2001**	2000*	2001**
I. Financement intérieur de l'économie					
A. Financement du Trésor	-	-	-	+13.841	+ 9.716
- Par les intermédiaires financiers	-	-	-	+16.933	+ 4.972
. Financement de Bank Al-Maghrib	13.378	16.000	- 3.143	+ 2.622	-19.143
. Dépôts au Trésor et au C.C.P.	142	129	869	- 13	+ 740
. Portefeuille d'effets publics des banques	54.802	61.633	72.318	+ 6.831	+10.685
. Portefeuille d'effets publics des OPCVM	22.951	20.627	24.926	- 2.324	+ 4.299
. Port. d'effets pub. des investisseurs institutionnels	43.249	52.907	61.602	+ 9.658	+ 8.695
. Portefeuille d'effets publics des autres intermédiaires financiers	641	800	496	+ 159	- 304
. Acquisition d'actions d'entreprises publiques privatisées ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
- Par les entreprises et les particuliers	-	-	-	- 3.092	+ 4.744
. Dépôts au Trésor et au C.C.P.	7.711	8.172	8.285	+ 461	+ 113
. Bons à 6 mois	7.019	3.988	9.407	- 3.031	+ 5.419
. Emprunts nationaux	7.119	4.474	3.115	- 2.645	- 1.359
. Adjudications	709	2.837	3.423	+ 2.128	+ 586
. Autres bons du Trésor ⁽²⁾	388	365	350	- 23	- 15
. Acquisition d'actions d'entreprises publiques privatisées ⁽¹⁾	-	-	-	+ 18	-
B. Financement des collectivités publiques.....	4.863	5.181	5.305	+ 318	+ 124
- Crédits du Fonds d'équipement communal	4.863	5.181	5.305	+ 318	+ 124
C. Financement des entreprises et des particuliers	-	-	-	+33.757	+22.898
- Par les intermédiaires financiers	202.284	223.066	233.156	+20.782	+10.090
. Crédits	200.984	221.896	230.503	+20.912	+ 8.607
. Portefeuille d'obligations	1.300	1.170	2.653	- 130	+ 1.483
- Par émission de titres	-	-	-	+12.975	+12.808
. Billets de trésorerie	-	-	25	-	+ 25
. Titres de sociétés ⁽³⁾	-	-	-	+12.975	+12.783
Total du financement intérieur de l'économie.....	-	-	-	+47.916	+32.738
dont : - Financement intermédié	-	-	-	+38.033	+15.186
- Financement direct	-	-	-	+ 9.883	+17.552
II. Avoirs nets en devises	59.091	54.685	101.949	- 4.406	+47.264
III. Autres emplois nets ⁽⁴⁾				-14.039	-13.927
Total des emplois (I+II+III).....				+29.471	+66.075

(1) Les données relatives aux transactions effectuées sur le marché secondaire n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les acquisitions initiales.

(2) Bons d'équipement et souscriptions en emploi du compte capital.

(3) Les données chiffrées relatives au stock d'actions détenues par les agents non financiers n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les émissions nouvelles de titres de sociétés.

(4) Différence entre le total des placements des agents non financiers (annexe XVI-1) et le total des emplois (I+II).

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres estimés.

Source : Bank Al-Maghrib.

SOMMAIRE

	PAGE
Note introductive	9
L'environnement international	14
La production nationale	23
. L'agriculture, l'élevage et la pêche	25
. Les mines	32
. L'énergie	34
. Les industries de transformation.....	36
. Le tourisme	42
La demande	46
Les prix	48
L'emploi	52
Les échanges commerciaux avec l'extérieur	54
Les relations financières avec l'étranger	61
Les finances publiques	69
La monnaie	76
. La politique monétaire.....	76
. Les agrégats de monnaie.....	82
. Les instruments de paiement.....	91
Le crédit	97
Les établissements de crédit	103
Le marché des capitaux	111
L'épargne financière.....	117
Le bilan de Bank Al-Maghrib.....	125

SOMMAIRE DES ANNEXES STATISTIQUES

- Comptes de la nation	I-1	à	I-7
- Production de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	II-1	à	II-15
- Production minière	III-1	et	III-2
- Production et consommation d'énergie	III-3	à	III-7
- Indices de la production industrielle	IV-1		
- Entrées de touristes.....	V-1		
- Indices des prix	VI-1	et	VI-2
- Indicateurs de l'emploi et du chômage	VI-3	et	VI-4
- Commerce extérieur	VII-1	à	VII-4
- Balance des paiements	VIII-1		
- Taux de change	IX-1	et	IX-2
- Finances publiques	X-1	à	X-4
- Liquidité bancaire et taux d'intérêt	XI-1	à	XI-13
- Agrégats de la monnaie et des placements liquides.....	XII-1	à	XII-9
- Contreparties de l'agrégat M3.....	XII-10	à	XII-15
- Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib et échanges en chambres de compensation...	XIII-1	et	XIII-2
- Tableaux des emplois et des ressources des banques et des sociétés de financement	XIV-1	à	XIV-3
- Marché des capitaux	XV-1	à	XV-6
- Placements financiers et leur emploi.....	XVI-1	à	XVI-3

SOMMAIRE DES GRAPHIQUES

- Variation du PIB
- Indice du coût de la vie
- Echanges commerciaux avec l'extérieur
- Cours de change virement
- Impact mensuel des facteurs autonomes de la liquidité bancaire
- Interventions mensuelles de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire
- Taux moyen pondéré du marché interbancaire
- Agrégats de monnaie
- Agrégats de placements liquides (PL)
- Contreparties de M3

**Ce rapport a été réalisé sur les presses de
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB
Km 8 Route de Salé à Meknès
B.P. 445 RABAT (MAROC)**

**Dépôt légal : 2000/1004
I S B N 9981 - 873 - 25 - X
I S S N 1114 - 4114**